

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle

de la

Belgique

Année 1963

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK-ANVERS

1965

Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1963

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
 - 1. Généralités.
 - 2. Infractions prises en considération.
 - 3. Unités statistiques prises en considération.
 - 4. Méthode d'élaboration.
 - 5. Organisation des travaux.

- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
 - 1. Economie générale du droit criminel.
 - 2. Notions de droit pénal.
 - 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 - 4. Le droit criminel et la statistique.

- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmata spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégagant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique

en sont exceptés :

— certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;

— les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;

2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	peines criminelles
	15	peines correctionnelles
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386 bis
	18	Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille	20	C. P. art. 391bis.
	21	
Meurtre	22	C. P. art. 393 à 397, 475.
	23	
Lésions corporelles volontaires	24	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
	25	
Duel	26	C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers	27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	28	C. P. art. 443 à 452.
	29	C. P. art. 453.
Violation de sépulture	30	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications	33	C. P. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
	34	
Vols et maraudages	35	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
	36	
Banqueroute	37	C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890, art. 4.
	39	Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
Recel	40	C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
	41	
Incendie	42	C. P. art. 510 à 518.
	43	
Destructions et dommages	44	C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
	45	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyen de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 196					
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE	STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
		Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
		Infrac.	Années	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction				
Tribunal					
Infraction	Canton { lieu de naissance domicile lieu des faits				
Peine prononcée	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie				
Sursis					
Peine ou mesure accessoire	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires				
Appel police	Décisions des juges d'enfants { infractions cri- minelles vagabondage, etc.				
		46			

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le premier volet est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Le deuxième volet sert à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet II d'une fiche.

Les fiches sont transmises régulièrement à l'Institut national de Statistique qui les classe selon le numéro de casier judiciaire qu'elles portent. Il est ainsi possible de ne tenir compte que de la dernière condamnation encourue par les individus qui ont été condamnés plusieurs fois dans le cours de l'année.

Le volet III de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet II, est mentionnée séparément sur le volet III.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;

3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par «droit criminel» ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentine, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule

prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de Justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictueux.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolue, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers,	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1 ^o La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2 ^o Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^e de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de *condamnés* et le nombre d'*infractions individuelles* commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique

"Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1954	Hommes	117 567	174 216	588 506	582 111	634 471	567 659	372 437	277 128	3 314 095
	Femmes	115 735	172 691	578 194	563 872	639 968	612 509	450 505	366 474	3 499 948
	Ensemble	233 302	346 907	1 166 700	1 145 983	1 274 439	1 180 168	822 942	643 602	6 814 043
1955	Hommes	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes	99 823	175 749	562 375	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes	97 777	173 721	557 621	626 354	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180
1958	Hommes	98 673	169 614	553 947	675 137	547 639	595 517	401 182	285 223	3 326 932
	Femmes	95 827	168 663	550 706	652 780	548 059	631 180	400 219	393 405	3 530 839
	Ensemble	194 500	338 277	1 104 653	1 327 917	1 095 698	1 226 697	891 401	678 628	6 857 771
1969	Hommes	110 676	156 657	547 941	682 850	536 019	597 294	409 636	288 682	3 329 755
	Femmes	106 996	155 454	545 852	663 560	535 958	630 868	501 154	402 740	3 542 582
	Ensemble	217 672	312 111	1 093 793	1 346 410	1 071 977	1 228 162	910 790	691 422	6 872 337
1960	Hommes	120 561	150 664	537 992	677 035	542 675	597 411	419 681	284 807	3 330 826
	Femmes	117 181	147 653	537 218	601 080	541 365	630 956	512 412	405 139	3 553 004
	Ensemble	237 742	298 317	1 075 210	1 338 115	1 084 040	1 228 367	932 093	689 946	6 883 830
*1961	Hommes	123 694	158 787	530 507	660 858	533 544	578 848	424 959	293 255	3 304 452
	Femmes	120 004	153 762	529 127	660 104	542 638	615 364	516 562	413 885	3 551 443
	Ensemble	243 698	312 549	1 059 634	1 320 959	1 076 182	1 194 212	941 521	707 140	6 855 895
1962	Hommes	135 278	174 345	518 775	660 552	536 243	576 672	435 073	294 468	3 331 406
	Femmes	130 577	167 682	512 579	657 967	545 090	613 448	526 859	421 394	3 575 596
	Ensemble	265 855	342 027	1 031 354	1 318 519	1 081 333	1 190 120	961 932	715 862	6 907 002
1963	Hommes	146 272	185 397	518 419	658 996	542 023	574 939	442 432	294 650	3 363 128
	Femmes	140 477	178 569	504 730	652 264	550 048	611 625	534 079	429 495	3 601 287
	Ensemble	286 749	363 966	1 023 149	1 311 260	1 092 071	1 186 564	976 511	724 145	6 964 415

* Chiffres du recensement au 31-XII-1961.

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1963.

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1963	Densité par km2 en 1963
Bruxelles	1 106,07	1 471 131	1 330
Louvain	1 129,28	369 382	327
Nivelles	1 048,21	212 400	203
Anvers	1 000,90	885 459	892.908 885
Malines	503,63	274 459	545
Turnhout	1 356,05	308 532	228
Mons	1 182,67	421 159	356
Charleroi	1 469,22	601 875	410
Tournai	1 072,18	298 679	279
Gand	1 354,50	559 703	413
Audenarde	679,44	256 616	378
Termonde	943,80	464 997	493
Bruges	1 227,98	411 699	335
Courtrai	678,26	377 230	556
Furnes	628,02	94 347	150
Ypres	700,74	129 315	185
Liège	882,87	640 143	725
Huy	1 014,92	127 480	126
Verviers	2 042,16	235 603	115
Tongres	1 179,82	285 871	242
Hasselt	1 228,13	312 377	254
Arlon	1 235,92	92 694	75
Marche-en-Famenne	1 402,05	55 474	40
Neufchâteau	1 780,00	68 989	39
Namur	1 124,42	230 109	205
Dinant	2 535,83	142 402	56
Le Royaume	30 507,07	9 328 126	306

(1) Y compris les moins de 16 ans.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1963 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter parce qu'elles se rapportent à un individu qui a été condamné plusieurs fois dans le cours de l'année. Il constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils

ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n° 1 correspond au tableau n° 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES ET DES
CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE
D'INFRACTION
ANNÉE 1963

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits po- litiques	1	Hommes Femmes Ensemble	4 — 4	— — —	4 — 4	4 — 4	— — —	4 — 4	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets pu- blics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	12 1 13	6 1 7	6 — 6	11 1 12	6 1 7	5 — 5	1 — 1	— — —	1 — 1
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	939 253 1 192	539 172 711	400 81 481	880 243 1 123	511 166 677	369 77 446	59 10 69	28 6 34	31 4 35
Faux témoignage ou ser- ment	4	Hommes Femmes Ensemble	39 15 54	25 10 35	14 5 19	38 15 53	25 10 35	13 5 18	1 — 1	— — —	1 — 1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom . . .	5	Hommes Femmes Ensemble	59 4 63	29 3 32	30 1 31	51 4 55	26 3 29	25 1 26	8 — 8	3 — 3	5 — 5
Infractions contre l'ordre public par des fonction- naires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	35 3 38	30 2 32	5 1 6	35 3 38	30 2 32	5 1 6	— — —	— — —	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particu- liers : peines correctionnelles .	7	Hommes Femmes Ensemble	2 218 259 2 477	966 142 1 108	1 252 117 1 369	2 069 249 2 318	930 139 1 069	1 139 110 1 249	149 16 159	36 3 39	113 7 120
peines de police	8	Hommes Femmes Ensemble	237 66 303	158 41 199	79 25 104	223 62 285	154 40 194	69 22 91	14 4 18	4 1 5	10 3 13
Infractions contre la sé- curité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	275 25 300	111 13 124	164 12 176	248 24 272	104 12 116	144 12 156	27 1 28	7 1 8	20 — 20
Avortement	10	Hommes Femmes Ensemble	45 87 132	30 72 102	15 15 30	38 86 124	26 71 97	12 15 27	7 1 8	4 1 5	3 — 3
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	121 56 177	43 33 76	78 23 101	103 49 152	35 27 62	68 22 90	18 7 25	8 6 14	10 1 11
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs .	13	Hommes Femmes Ensemble	34 23 57	16 14 30	18 9 27	32 22 54	16 14 30	16 8 24	2 1 3	— — —	2 1 3
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	15	Hommes Femmes Ensemble	1 065 30 1 095	703 25 728	362 5 367	1 022 29 1 051	679 25 704	343 4 347	43 1 44	24 — 24	19 1 20

Relevé n° 1 — 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	167 285 452	89 167 256	78 118 196	153 274 427	83 162 245	70 112 182	14 11 25	6 5 11	8 6 14
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes Femmes Ensemble	966 219 1 185	627 184 811	339 35 374	909 211 1 120	601 175 777	308 35 343	57 8 65	26 8 34	31 — 31
peines de police	18	Hommes Femmes Ensemble	2 2 4	1 2 3	1 — 1	2 2 4	1 2 3	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie . . .	19	Hommes Femmes Ensemble	2 881 1 774 4 655	1 681 1 408 3 089	1 200 366 1 566	2 725 1 727 4 452	1 612 1 380 2 992	1 113 347 1 460	156 47 203	69 28 97	87 19 106
Abandon de famille . . .	20	Hommes Femmes Ensemble	442 7 449	135 4 139	307 3 310	409 7 416	127 4 131	282 3 285	33 — 33	8 — 8	25 — 25
Meurtre : peines criminelles . . .	21	Hommes Femmes Ensemble	24 4 28	9 3 12	15 1 16	24 4 28	9 3 12	15 1 16	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles .	22	Hommes Femmes Ensemble	6 — 6	6 — 6	— — —	6 — 6	6 — 6	— — —	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles volon- taires : peines criminelles . . .	23	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles .	24	Hommes Femmes Ensemble	3 441 431 3 872	1 594 254 1 848	1 847 177 2 024	3 202 420 3 622	1 522 249 1 771	1 680 171 1 851	239 11 250	72 5 77	167 6 173
peines de police	25	Hommes Femmes Ensemble	1 932 580 2 512	1 033 362 1 395	899 218 1 117	1 800 563 2 363	999 358 1 357	801 205 1 006	132 17 149	34 4 38	98 13 111
Attentats à la liberté in- dividuelle ou au domicile par des particuliers . . .	27	Hommes Femmes Ensemble	114 8 122	53 5 58	61 3 64	104 8 112	49 5 54	55 3 58	10 — 10	4 — 4	6 — 6
Calomnies et injures : peines correctionnelles .	28	Hommes Femmes Ensemble	88 59 147	42 37 79	46 22 68	83 56 139	41 35 76	42 21 63	5 3 8	1 2 3	4 1 5
peines de police	29	Hommes Femmes Ensemble	23 22 45	13 10 23	10 12 22	23 19 42	13 10 23	10 9 19	— 3 3	— — —	— 3 3
Violation de sépulture . .	30	Hommes Femmes Ensemble	3 — 3	2 — 2	1 — 1	3 — 3	2 — 2	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . .	31	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret profes- sionnel	32	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret des let- tres et autres communi- cations	33	Hommes Femmes Ensemble	2 1 3	1 — 1	1 — 1	2 1 3	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —

Relevé n° 1 — 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONdamnATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONdamnÉS			NOMBRE DES CONdamnATIONS DÉCOMPTÉES		
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	— — —	2 — 2	2 — 2	— — —	2 — 2	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	35	Hommes Femmes Ensemble	4 995 1 354 6 349	2 503 931 3 434	2 492 423 2 915	4 539 1 308 5 847	2 339 906 3 245	2 200 402 2 602	456 46 502	164 25 189	292 21 313
peines de police	36	Hommes Femmes Ensemble	113 65 178	78 53 131	35 12 47	107 62 169	75 51 126	32 11 43	6 3 9	3 2 5	3 1 4
Banqueroute	37	Hommes Femmes Ensemble	88 12 100	62 11 73	26 1 27	84 12 96	59 11 70	25 1 26	4 — 4	3 — 3	1 — 1
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes Femmes Ensemble	1 394 315 1 709	642 198 840	752 117 869	1 262 292 1 554	605 185 790	657 107 764	132 23 155	37 13 50	95 10 105
peines de police	39	Hommes Femmes Ensemble	6 1 7	5 1 6	1 — 1	5 1 6	4 1 5	1 — 1	1 — 1	1 — 1	— — —
Recel	40	Hommes Femmes Ensemble	230 134 364	120 87 207	110 47 157	216 128 344	115 85 200	101 43 144	14 6 20	5 2 7	9 4 13
Incendie : peines criminelles	41	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	42	Hommes Femmes Ensemble	12 3 15	5 2 7	7 1 8	12 3 15	5 2 7	7 1 8	— — —	— — —	— — —
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 — —	— — —	1 — —	1 — —	— — —	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	44	Hommes Femmes Ensemble	404 34 438	194 24 218	210 10 220	385 33 418	190 24 214	195 9 204	19 1 20	4 — 4	15 1 16
peines de police	45	Hommes Femmes Ensemble	156 26 182	98 10 108	58 16 74	148 25 173	94 10 104	54 15 69	8 1 9	4 — 4	4 1 5
Totaux		Hommes Femmes Ensemble	22 577 6 158 28 735	11 651 4 282 15 933	10 926 1 876 12 802	20 962 5 943 26 905	11 096 4 170 15 266	9 866 1 773 11 639	1 615 215 1 830	555 112 667	1 060 103 1 163

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1954 à 1963 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONdamnÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1954	20 596	5 923	26 519
1955	20 604	6 086	26 690
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305
1958	21 205	5 694	26 899
1959	22 090	6 117	28 207
1960	21 795	5 870	27 665
1961	22 446	5 981	28 427
1962	21 475	5 968	27 443
1963	20 962	5 943	26 905

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONdamnÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1954	77,67	22,33	100
1955	77,20	22,80	
1956	77,97	22,03	
1957	77,98	22,02	
1958	78,83	21,17	
1959	78,31	21,69	
1960	78,78	21,22	
1961	78,96	21,04	
1962	78,25	21,75	
1963	77,91	22,09	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 44 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930, 1940 et 1950 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526
1950	715	206	454

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1954 à 1963.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1954 à 1963

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Moyennes relevées de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	64	64
1958	637	161	392	67	63	66
1959	663	173	410	70	68	69
1960	654	165	402	69	64	68
1961	679	168	415	72	66	70
1962	645	167	397	68	65	67
1963	623	165	386	66	64	65

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1954	14 881	11 638	26 519
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337
1957	14 986	11 319	26 305
1958	15 082	11 817	26 899
1959	15 952	12 255	28 207
1960	15 896	11 769	27 665
1961	16 325	12 102	28 427
1962	16 006	11 437	27 443
1963	15 266	11 639	26 905

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1954.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1954 à 1963.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1954	56,12	43,88	100
1955	56,75	43,25	
1956	56,17	43,83	
1957	56,97	43,03	
1958	56,07	43,93	
1959	56,55	43,45	
1960	57,46	42,54	
1961	57,43	42,57	
1962	58,32	41,68	
1963	56,74	43,26	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				VEUFs				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
					SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	288	96	100	77	196	112	5	3	3	6	2	6	7	8	—	—	601	308	909
		Femmes	109	8	12	9	48	10	2	1	—	2	2	3	3	2	—	—	176	35	211
		Ensemble	397	104	112	86	244	122	7	4	3	8	4	9	10	10	—	—	777	343	1 120
peines de pol.	18	Hommes	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
		Femmes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
		Ensemble	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Adultère et bigamie	19	Hommes	440	210	494	366	542	367	25	18	20	17	54	84	37	51	—	—	1 612	1 113	2 725
		Femmes	9	3	498	106	776	204	7	1	10	4	30	13	50	16	—	—	1 380	347	1 727
		Ensemble	449	213	992	472	1 318	571	32	19	30	21	84	97	87	67	—	—	2 992	1 460	4 452
Abandon de famille	20	Hommes	1	2	43	91	69	107	—	2	—	—	8	38	6	42	—	—	127	282	409
		Femmes	1	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	4	3	7
		Ensemble	2	2	43	91	72	109	—	2	—	—	8	38	6	43	—	—	131	285	416
Meurtre	21	Hommes	2	5	2	1	5	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	15	24
		Femmes	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
		Ensemble	4	5	3	1	5	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	16	28
peines correc.	22	Hommes	2	—	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	—	1	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6	—	6
peines crim.	23	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	69																		

Relevé n° 2 — 1963 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
					SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Vols et maraudages . . .	34	Hommes	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
peines correc.	35	Hommes	1 418	946	231	343	659	734	5	27	7	25	8	72	10	50	1	3	2 339	2 200	4 539
		Femmes	174	48	166	88	522	195	8	16	17	12	9	22	10	21	—	—	906	402	1 308
		Ensemble	1 592	994	397	431	1 181	929	13	43	24	37	17	94	20	71	1	3	3 245	2 602	5 847
peines de pol.	36	Hommes	32	3	15	8	28	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75	32	107
		Femmes	10	—	11	1	27	7	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—	51	11	62
		Ensemble	42	3	26	9	55	28	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—	126	43	169
Banqueroute	37	Hommes	4	1	10	5	42	14	1	—	—	1	—	3	2	1	—	—	59	25	84
		Femmes	2	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	11	1	12
		Ensemble	6	1	10	5	51	14	1	—	—	1	—	3	2	2	—	—	70	26	96
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	170	140	90	145	321	304	2	13	6	3	6	36	8	15	—	1	605	657	1 262
		Femmes	25	15	21	12	115	53	1	2	8	7	8	7	7	11	—	—	185	107	292
		Ensemble	195	155	111	157	436	357	3	15	14	10	14	43	15	26	2	1	790	764	1 554
peines de pol.	39	Hommes	—	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5
		Femmes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Ensemble	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6
Recel	40	Hommes	39	27	18	12	54	52	—	—	—	1	1	6	3	3	—	—	115	101	216
		Femmes	10	1	16	6	51	29	1	1	4	2	1	1	2	3	—	—	85	43	128
		Ensemble	49	28	34	18	105	81	1	1	4	3	2	7	5	6	—	—	200	144	344
Incendie	41	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
peines correc.	42	Hommes	2	4	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	5	7	12
		Femmes	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
		Ensemble	2	4	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	7	8	15
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Destructions et dommages	44	Hommes	115	77	17	22	52	76	—	4	3	2	1	10	2	4	—	—	190	195	385
		Femmes	7	—	4	2	12	4	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	24	9	33
		Ensemble	122	77	21	24	64	80	—	5	3	2	1	11	3	5	—	—	214	204	418
peines de pol.	45	Hommes	43	23	15	13	36	14	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	94	54	148
		Femmes	—	2	3	5	7	6	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	10	15	25
		Ensemble	43	25	18	18	43	20	—	—	—	3	—	2	—	1	—	—	104	69	173
Totaux		Hommes	4 694	2 877	1 778	1 956	4 273	4 078	49	110	62	110	112	435	119	294	9	6	11 096	9 866	20 962
		Femmes	560	160	978	389	2 336	915	45	40	79	67	72	88	98	114	2	—	4 170	1 773	5 943
		Ensemble	5 254	3 037	2 756	2 345	6 609	4 993	94	150	141	177	184	523	217	408	11	6	15 266	11 639	26 905

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Etat civil des condamnés.

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1954 à 1963 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

TABLEAU A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS D'APRÈS L'ÉTAT CIVIL,

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ÉTAT CIVIL											
		CÉLIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total
Chiffres relatifs de 1930 à 1939	Hommes	6 854	4 023	10 877	2 212	2 425	4 637	5 813	6 329	12 142	86	168	254
	Femmes	1 047	267	1 314	1 038	528	1 566	3 031	1 660	4 691	49	43	92
	Ensemble	7 901	4 290	12 191	3 250	2 953	6 203	8 844	7 989	16 833	135	211	346
1954	Hommes	4 387	2 378	6 765	1 905	2 233	4 138	4 288	4 243	8 531	77	144	221
	Femmes	675	173	848	898	417	1 315	2 141	1 076	3 217	59	49	108
	Ensemble	5 062	2 551	7 613	2 803	2 650	5 453	6 429	5 319	11 748	136	193	329
1955	Hommes	4 429	2 472	6 901	1 806	2 017	3 823	4 464	4 271	8 735	82	119	201
	Femmes	666	198	864	898	456	1 354	2 295	1 044	3 339	56	39	95
	Ensemble	5 095	2 670	7 765	2 704	2 473	5 177	6 759	5 315	12 074	138	158	296
1956	Hommes	4 634	2 529	7 163	1 899	2 187	4 086	4 502	4 428	8 930	57	108	165
	Femmes	668	194	862	972	494	1 466	2 143	1 052	3 195	43	57	100
	Ensemble	5 302	2 723	8 025	2 871	2 681	5 552	6 645	5 480	12 125	100	165	265
1957	Hommes	4 512	2 368	6 880	1 911	2 090	4 001	4 432	4 240	8 672	53	103	156
	Femmes	536	187	723	1 001	446	1 447	2 154	1 045	3 199	32	42	74
	Ensemble	5 048	2 555	7 603	2 912	2 536	5 448	6 586	5 285	11 871	85	145	230
1958	Hommes	4 715	2 583	7 298	1 889	2 191	4 080	4 378	4 415	8 793	59	95	154
	Femmes	527	163	690	954	492	1 446	2 129	996	3 125	41	40	81
	Ensemble	5 242	2 746	7 988	2 843	2 683	5 526	6 507	5 411	11 918	100	135	235
1959	Hommes	4 932	2 796	7 728	2 106	2 152	4 258	4 555	4 455	9 010	56	111	167
	Femmes	543	169	712	1 030	505	1 535	2 287	1 131	3 418	49	45	94
	Ensemble	5 475	2 965	8 440	3 136	2 657	5 793	6 842	5 586	12 428	105	156	261
1960	Hommes	5 088	2 735	7 823	1 886	2 134	4 020	4 528	4 384	8 912	60	138	198
	Femmes	590	155	745	981	476	1 457	2 319	931	3 250	28	50	78
	Ensemble	5 678	2 890	8 568	2 867	2 610	5 477	6 847	5 315	12 162	88	188	276
1961	Hommes	4 949	2 880	7 829	2 039	2 253	4 292	4 819	4 353	9 172	57	77	134
	Femmes	599	186	785	985	419	1 404	2 351	989	3 340	51	37	88
	Ensemble	5 548	3 066	8 614	3 024	2 672	5 696	7 170	5 342	12 512	108	114	222
1962	Hommes	5 048	2 736	7 784	1 941	1 986	3 927	4 446	4 032	8 478	54	90	144
	Femmes	613	160	773	985	378	1 363	2 325	987	3 312	50	36	86
	Ensemble	5 661	2 896	8 557	2 926	2 364	5 290	6 771	5 019	11 790	104	126	230
1963	Hommes	4 694	2 877	7 571	1 778	1 956	3 734	4 273	4 078	8 351	49	110	159
	Femmes	560	160	720	978	389	1 367	2 336	915	3 251	45	40	85
	Ensemble	5 254	3 037	8 291	2 756	2 345	5 101	6 609	4 993	11 602	94	150	244

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

	DIVORCES												TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNÉS		
	AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			ETAT CIVIL INCONNU					
	Pri- maires	Réci- distes	Total	Pri- maires	Réci- distes	Total	Pri- maires	Réci- distes	Total	Pri- maires	Réci- distes	Total	Pri- maires	Réci- distes	Total
181 136 317	300 121 421	481 257 738	63 29 92	230 48 278	293 77 370	39 28 67	136 59 195	175 87 262	50 5 55	6 1 7	56 6 62	15 298 5 363 20 661	13 617 2 727 16 344	28 915 8 090 37 005	
113 99 212	162 84 246	275 183 458	104 40 144	334 78 412	438 118 556	51 44 95	177 90 267	228 134 362	— — —	— — —	— — —	10 925 3 956 14 881	9 671 1 967 11 638	20 596 5 923 26 519	
101 100 201	133 98 231	234 198 432	99 44 143	351 53 404	450 97 547	56 49 105	201 89 290	257 138 395	— 1 1	3 — 3	3 1 4	11 037 4 109 15 146	9 567 1 977 11 544	20 604 6 086 26 690	
91 80 171	142 73 215	233 153 386	109 42 151	337 73 410	446 115 561	72 41 113	216 91 307	288 132 420	3 — 3	— — —	3 — 3	11 367 3 989 15 356	9 947 2 034 11 981	21 314 6 023 27 337	
90 62 152	119 73 192	209 135 344	87 33 120	274 64 338	361 97 458	49 33 82	182 84 266	231 117 348	1 — 1	1 1 2	2 1 3	11 135 3 851 14 986	9 377 1 942 11 319	20 512 5 793 26 305	
80 70 150	115 63 178	195 133 328	95 34 129	329 71 400	424 105 529	62 44 106	195 69 264	257 113 370	4 1 5	— — —	4 1 5	11 282 3 800 15 082	9 923 1 894 11 817	21 205 5 694 26 899	
84 74 158	114 72 186	198 146 344	95 26 121	359 60 419	454 86 540	78 37 115	195 89 284	273 126 399	— — —	2 — 2	2 — 2	11 906 4 046 15 952	10 184 2 071 12 255	22 090 6 117 28 207	
91 57 148	129 61 190	220 118 338	89 34 123	272 76 348	361 110 471	65 33 98	158 70 228	223 103 326	38 9 47	— — —	38 9 47	11 845 4 051 15 896	9 950 1 819 11 769	21 795 5 870 27 665	
74 56 130	107 48 155	181 104 285	106 47 153	385 60 445	491 107 598	87 63 150	205 78 283	292 141 433	34 8 42	21 4 25	55 12 67	12 165 4 160 16 325	10 281 1 821 12 102	22 446 5 981 28 427	
89 72 161	83 56 139	172 128 300	123 49 172	402 65 467	525 114 639	95 66 161	300 117 417	395 183 578	42 8 50	8 1 9	50 9 59	11 838 4 168 16 006	9 637 1 800 11 437	21 475 5 968 27 443	
62 79 141	110 67 177	172 146 318	112 72 184	435 88 523	547 160 707	119 98 217	294 114 408	413 212 625	9 2 11	6 — 6	15 2 17	11 096 4 170 15 266	9 866 1 773 11 639	20 962 5 943 26 905	

TABLEAU B. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS D'APRÈS L'ÉTAT CIVIL.

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ÉTAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri- maires	Récidi- vistes	Total	Pri- maires	Récidi- vistes	Total	Pri- maires	Récidi- vistes	Total
Pour moyen des 1930 à 1939	{ Hommes Femmes Ensemble	18,42 2,81 21,23	10,87 0,72 11,59	29,29 3,53 32,82	5,98 2,82 8,80	6,58 1,44 8,02	12,56 4,26 16,82	15,70 8,20 23,90	17,13 4,49 21,62	32,83 12,69 45,52	0,23 0,14 0,37	0,46 0,11 0,57	0,69 0,25 0,94
1954	{ Hommes Femmes Ensemble	16,54 2,55 19,09	8,97 0,65 9,62	25,51 3,20 28,71	7,19 3,39 10,58	8,42 1,57 9,99	15,61 4,96 20,57	16,17 8,07 24,24	16,00 4,06 20,06	32,17 12,13 44,30	0,29 0,22 0,51	0,55 0,18 0,73	0,84 0,40 1,24
1955	{ Hommes Femmes Ensemble	16,59 2,50 19,09	9,26 0,74 10,00	25,85 3,24 29,09	6,76 3,37 10,13	7,56 1,71 9,27	14,32 5,08 19,40	16,73 8,60 25,33	16,00 3,91 19,91	32,73 12,51 45,24	0,31 0,21 0,52	0,44 0,15 0,59	0,75 0,36 1,11
1956	{ Hommes Femmes Ensemble	16,95 2,45 19,40	9,25 0,71 9,96	26,20 3,16 29,36	6,95 3,55 10,50	8,00 1,81 9,81	14,95 5,36 20,31	16,46 7,84 24,30	16,21 3,84 20,05	32,67 11,68 44,35	0,21 0,16 0,37	0,39 0,21 0,60	0,60 0,37 0,97
1957	{ Hommes Femmes Ensemble	17,15 2,04 19,19	9,01 0,71 9,72	26,16 2,75 28,91	7,27 3,81 11,08	7,95 1,70 9,65	15,22 5,51 20,73	16,85 8,19 25,04	16,12 3,97 20,09	32,97 12,16 45,13	0,20 0,12 0,32	0,39 0,16 0,55	0,59 0,28 0,87
1958	{ Hommes Femmes Ensemble	17,53 1,96 19,49	9,60 0,61 10,21	27,13 2,57 29,70	7,02 3,55 10,57	8,15 1,83 9,98	15,17 5,38 20,55	16,28 7,92 24,20	16,41 3,70 20,11	32,69 11,62 44,31	0,22 0,15 0,37	0,35 0,15 0,50	0,57 0,30 0,87
1959	{ Hommes Femmes Ensemble	17,48 1,93 19,41	9,91 0,60 10,51	27,39 2,53 29,92	7,47 3,65 11,12	7,63 1,79 9,42	15,10 5,44 20,54	16,15 8,10 24,25	15,79 4,01 19,80	31,94 12,11 44,05	0,20 0,17 0,37	0,39 0,16 0,55	0,59 0,33 0,92
1960	{ Hommes Femmes Ensemble	18,39 2,13 20,52	9,89 0,56 10,45	28,28 2,69 30,97	6,82 3,55 10,37	7,71 1,72 9,43	14,53 5,27 19,80	16,37 8,38 24,75	15,84 3,37 19,21	32,21 11,75 43,96	0,21 0,11 0,32	0,51 0,17 0,68	0,72 0,28 1,00
1961	{ Hommes Femmes Ensemble	17,41 2,10 19,51	10,13 0,66 10,79	27,54 2,76 30,30	7,17 3,47 10,64	7,93 1,47 9,40	15,10 4,94 20,04	16,95 8,27 25,22	15,31 3,49 18,80	32,26 11,76 44,02	0,20 0,18 0,38	0,27 0,13 0,40	0,47 0,31 0,78
1962	{ Hommes Femmes Ensemble	18,39 2,24 20,63	9,97 0,58 10,55	28,36 2,82 31,18	7,07 3,59 10,66	7,24 1,37 8,61	14,31 4,97 19,28	16,20 8,47 24,67	14,69 3,60 18,29	30,89 12,07 42,96	0,20 0,18 0,38	0,33 0,13 0,46	0,53 0,31 0,84
1963	{ Hommes Femmes Ensemble	17,45 2,08 19,53	10,69 0,60 11,29	28,14 2,68 30,82	6,61 3,63 10,24	7,27 1,45 8,72	13,88 5,08 18,96	15,88 8,68 24,56	15,16 3,40 18,56	31,04 12,08 43,12	0,18 0,17 0,35	0,41 0,15 0,56	0,59 0,32 0,91

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

DIVORCES												ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS											
Pri-maires	Réci-di-vistes	Total	Pri-maires	Réci-di-vistes	Total	Pri-maires	Réci-di-vistes	Total	Pri-maires	Réci-di-vistes	Total	Pri-maires	Réci-di-vistes	Total			
0,49	0,81	1,30	0,17	0,63	0,80	0,11	0,37	0,48	0,13	0,02	0,15	41,23	36,87	78,10			
0,37	0,33	0,70	0,08	0,13	0,21	0,07	0,17	0,24	0,02	—	0,02	14,51	7,39	21,90			
0,86	1,14	2,—	0,25	0,76	1,01	0,18	0,54	0,72	0,15	0,02	0,17	55,74	44,26	100,00			
0,43	0,61	1,04	0,39	1,26	1,65	0,19	0,66	0,85	—	—	—	41,20	36,47	77,67			
0,37	0,32	0,69	0,15	0,29	0,44	0,17	0,34	0,51	—	—	—	14,92	7,41	22,33			
0,80	0,93	1,73	0,54	1,55	2,09	0,36	1,00	1,36	—	—	—	56,12	43,88	100,00			
0,37	0,50	0,87	0,38	1,31	1,69	0,21	0,76	0,97	—	0,01	0,01	41,35	35,84	77,19			
0,38	0,37	0,75	0,16	0,20	0,36	0,18	0,33	0,51	—	—	—	15,40	7,41	22,81			
0,75	0,87	1,62	0,54	1,51	2,05	0,39	1,09	1,48	—	0,01	0,01	56,75	43,25	100,00			
0,33	0,52	0,85	0,40	1,23	1,63	0,27	0,79	1,06	0,01	—	0,01	41,58	36,39	77,97			
0,29	0,27	0,56	0,15	0,27	0,42	0,15	0,33	0,48	—	—	—	14,59	7,44	22,03			
0,62	0,79	1,41	0,55	1,50	2,03	0,42	1,12	1,54	0,01	—	0,01	56,17	43,83	100,00			
0,34	0,45	0,79	0,33	1,04	1,37	0,19	0,69	0,88	—	—	—	42,33	35,65	77,98			
0,24	0,28	0,52	0,12	0,24	0,36	0,12	0,32	0,44	—	—	—	14,64	7,38	22,02			
0,58	0,73	1,31	0,45	1,28	1,73	0,31	1,01	1,32	—	—	—	56,97	43,03	100,00			
0,30	0,42	0,72	0,35	1,23	1,58	0,23	0,73	0,96	0,01	—	0,01	41,94	36,39	78,83			
0,26	0,23	0,49	0,13	0,26	0,39	0,16	0,26	0,42	—	—	—	14,13	7,04	21,17			
0,56	0,65	1,21	0,48	1,49	1,97	0,39	0,99	1,38	0,01	—	0,01	56,07	43,93	100,00			
0,30	0,40	0,70	0,34	1,28	1,62	0,27	0,69	0,96	—	0,01	0,01	42,21	36,10	78,31			
0,26	0,26	0,52	0,09	0,21	0,30	0,14	0,32	0,46	—	—	—	14,34	7,35	21,69			
0,56	0,66	1,22	0,43	1,49	1,92	0,41	1,01	1,42	—	0,01	0,01	56,55	43,45	100,00			
0,33	0,46	0,79	0,32	0,98	1,30	0,24	0,57	0,81	0,14	—	0,14	42,82	35,96	78,78			
0,20	0,23	0,43	0,12	0,28	0,40	0,12	0,25	0,37	0,03	—	0,03	14,64	6,58	21,22			
0,53	0,69	1,22	0,44	1,26	1,70	0,36	0,82	1,18	0,17	—	0,17	57,46	42,54	100,00			
0,26	0,38	0,64	0,37	1,36	1,73	0,31	0,72	1,03	0,12	0,07	0,19	42,79	36,17	78,96			
0,20	0,16	0,36	0,17	0,20	0,37	0,22	0,27	0,49	0,03	0,02	0,05	14,64	6,40	21,04			
0,46	0,54	1,00	0,54	1,56	2,10	0,53	0,99	1,52	0,15	0,09	0,24	57,43	42,57	100,00			
0,33	0,30	0,63	0,45	1,47	1,91	0,34	1,09	1,44	0,15	0,03	0,18	43,13	35,12	78,25			
0,26	0,21	0,47	0,18	0,24	0,41	0,24	0,43	0,67	0,03	—	0,03	15,19	6,56	21,75			
0,59	0,51	1,10	0,63	1,71	2,32	0,58	1,52	2,11	0,18	0,03	0,21	58,32	41,68	100,00			
0,23	0,41	0,64	0,42	1,62	2,04	0,44	1,09	1,53	0,03	0,02	0,05	41,24	36,67	77,91			
0,29	0,25	0,54	0,27	0,32	0,59	0,37	0,42	0,79	0,01	—	0,01	15,50	6,59	22,09			
0,52	0,66	1,18	0,69	1,94	2,63	0,81	1,51	2,32	0,04	0,02	0,06	56,74	43,26	100,00			

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables ; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1954	6 338	12 568	18 906
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699
1958	6 290	12 616	18 906
1959	6 594	13 171	19 765
1960	6 224	12 826	19 050
1961	6 516	13 230	19 746
1962	6 159	12 668	18 827
1963	6 052	12 545	18 597

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1954	13 951	12 568	26 519
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 742	12 563	26 305
1958	14 283	12 616	26 899
1959	15 036	13 171	28 207
1960	14 839	12 826	27 665
1961	15 197	13 230	28 427
1962	14 775	12 668	27 443
1963	14 360	12 545	26 905

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1954	33,52	66,48	100
1955	31,82	68,18	
1956	33,03	66,97	
1957	32,81	67,19	
1958	30,06	69,94	
1959	33,36	66,64	
1960	32,67	67,33	
1961	33,00	67,00	
1962	32,71	67,29	
1963	32,54	67,46	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1954	52,61	47,39	100
1955	51,66	48,34	
1956	52,70	47,30	
1957	52,24	47,76	
1958	53,10	46,90	
1959	53,31	46,69	
1960	53,64	46,36	
1961	53,46	46,54	
1962	53,84	46,16	
1963	53,37	46,63	

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3. — CONDAMNÉS REPARTIS PAR PROFESSION, ETAT SOCIAL ET GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

A. — HOMMES — ANNÉE 1963

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. — Agriculture — Forêts											
Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	4 — 1 1 —	— — — — —	9 — 7 1 —	5 — 3 — —	10 — 3 — —	16 — 2 1 —	— — — — —	— — — 1 —	3 — 2 — —	47 — 18 4 —
Agriculture, élevage	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	39 — 40 4 —	2 — 4 2 —	50 — 99 11 —	12 — 27 — —	11 — 21 11 —	85 — 94 25 —	2 — 5 — —	3 — 3 — —	28 — 19 1 —	232 — 312 54 —
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	1 — 1 — —	— — — — —	— — 3 — —	— — — — —	— — 1 — —	1 — 2 1 —	— — — — —	— — 1 — —	— — — — —	2 — 8 1 —
Total	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	44 — 42 5 —	2 — 4 2 —	59 — 109 12 —	17 — 30 — —	21 — 25 11 —	102 — 98 27 —	2 — 5 — —	3 — 4 1 —	31 — 21 1 —	281 — 338 59 —
		91	8	181	47	57	227	7	8	53	679

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	2 1 22 — —	— — — — —	2 — 51 1 —	1 — 10 — —	— 1 9 — —	3 — 17 — —	— — 2 — —	— — — — —	— — 3 — —	8 2 114 1 —
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	— — — — —	— — — — —	1 — — — —	— — — — —	— — — — —	— — — — —	— — — — —	— — — — —	— — — — —	1 — — — —
Total	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	2 1 22 — —	— — — — —	3 — 51 1 —	1 — 10 — —	— 1 9 — —	3 — 17 — —	— — 2 — —	— — — — —	— — 3 — —	9 2 114 1 —
		25	—	55	11	10	20	2	—	3	126

Relevé n° 3 — A — 1963 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

III. — Industrie

Industrie des mines	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	3 — 60 1 1	— — 10 — 1	2 — 283 2 —	2 — 120 — —	2 — 87 — —	9 1 424 1 1	— — 4 — —	— — 1 — —	1 — 35 — —	19 1 1 024 4 3
Industrie des carrières	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	— — 4 — —	— — 1 — —	2 — 34 — —	— — 14 — —	— — 9 — —	— — 27 1 —	— — — — —	— — — — —	— — 3 — —	2 1 92 1 —
Industrie des métaux bruts	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	— — 11 — —	— — — — —	— — 38 1 —	1 — 18 — —	1 — 16 2 —	— 1 43 1 —	— — 2 — —	— — 1 — —	— — 2 — —	2 1 131 4 —
Industrie des métaux façonnés	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	1 — 95 2 —	— — 10 — —	2 1 271 6 —	1 — 163 3 1	— — 105 2 —	1 — 245 8 —	— — 3 — —	— — 6 — —	— — 24 1 —	5 1 922 22 1
Industrie céramique	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	— — — — —	— — — — —	1 — 5 1 —	— — 1 — —	— — 2 — —	— — 4 — —	— — — — —	— — — — —	— — 1 — —	1 1 13 1 —
Industrie verrière	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	— — 18 — —	— — 1 — —	— — 63 — —	— — 20 — —	— — 22 — —	— — 44 — —	— — — — —	— — 1 — —	— — 2 — —	1 — 171 — —
Industrie chimique	Patrons Employés Ouvriers Aidants Indéterm.	— — 1 — —	— — — 1 —	1 — 8 2 —	— — 4 — —	— — 1 — —	1 1 1 1 —	— — — — —	— — — — —	— — — — —	2 1 15 4 —

Relevé n° 3 — A — 1963 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	18	—	62	10	11	19	1	—	2	123
	Employés	—	—	—	1	1	3	—	—	—	5
	Ouvriers	29	5	94	27	32	46	1	1	6	241
	Aidants	7	—	9	5	7	2	—	1	1	32
Industrie textile	Patrons	1	—	1	1	1	—	—	—	—	4
	Employés	—	—	2	—	—	—	—	—	1	3
	Ouvriers	14	3	81	40	34	73	3	—	9	257
	Aidants	—	—	2	—	2	—	—	—	—	4
Industrie du vêtement	Patrons	4	—	7	8	3	2	—	—	—	24
	Employés	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvriers	8	1	11	5	10	8	—	—	—	43
	Aidants	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Industrie de la construction	Patrons	24	2	26	28	11	27	—	1	3	122
	Employés	—	1	3	—	1	—	—	—	1	6
	Ouvriers	206	33	568	318	174	470	11	10	52	1 842
	Aidants	13	1	32	8	13	24	1	1	5	98
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	4	—	1	5	—	4	—	—	—	14
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	25	7	106	71	40	97	2	4	17	369
	Aidants	—	—	6	—	1	1	—	—	—	8
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	1	—	1	—	—	1	—	—	1	4
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	7	1	21	10	6	8	—	—	2	55
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	3	—	3	4	—	—	—	10
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	3	1	1	1	1	—	—	7
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1

Relevé n° 3 — A — 1963 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
	Employés	1	—	3	1	1	3	—	—	—	9
	Ouvriers	4	—	8	6	3	6	—	—	1	28
	Aidants	—	—	1	—	—	—	1	—	—	2
Industrie d'art et de précision	Patrons	23	3	37	20	15	18	—	—	3	119
	Employés	13	1	14	19	7	13	—	1	—	68
	Ouvriers	93	4	248	149	72	137	6	2	17	728
	Aidants	1	—	7	1	2	6	—	—	—	17
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	5	—	13	7	7	6	1	—	—	39
	Employés	4	—	12	11	7	4	—	—	1	39
	Ouvriers	317	29	871	437	170	471	7	4	38	2 344
	Aidants	1	—	1	1	1	2	1	—	—	7
Total	Patrons	84	5	156	84	52	89	2	1	10	483
	Employés	18	3	37	32	17	26	—	1	4	138
	Ouvriers	892	105	2 716	1 404	787	2 109	40	30	209	8 292
	Aidants	25	2	72	18	30	48	3	2	7	207
Total		1 021	115	2 986	1 540	889	2 275	46	34	230	9 136

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	139	6	336	137	65	249	4	12	27	975
	Employés	21	—	71	36	7	23	2	—	2	162
	Ouvriers	30	—	81	57	17	52	1	1	5	244
	Aidants	—	2	11	1	5	5	—	—	—	24
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	36	5	83	42	29	60	—	3	4	262
	Employés	88	5	345	168	77	107	2	4	11	807
	Ouvriers	19	4	59	42	24	33	1	—	2	184
	Aidants	3	2	10	4	4	8	—	—	—	31
Total	Patrons	175	11	419	179	94	309	4	15	31	1 237
	Employés	109	5	416	204	84	130	4	4	13	969
	Ouvriers	49	4	140	99	41	85	2	1	7	428
	Aidants	3	4	21	5	9	13	—	—	—	55
Total		336	24	999	487	229	538	10	20	51	2 694

Relevé n° 3 — B — 1963 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	4	1	—	2	—	—	—	7
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	1	—	3	—	2	—	—	—	—	6
	Employées	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
	Ouvrières	—	—	2	3	1	2	—	—	—	8
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	1	3	—	—	—	—	—	4
	Ouvrières	3	—	7	8	2	4	—	—	—	24
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	4	—	5	3	4	2	—	—	—	18
	Employées	—	—	1	5	—	1	—	—	—	7
	Ouvrières	17	1	97	136	26	60	1	3	2	343
	Aidantes	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3
Indéterm.		—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
		21	1	105	145	31	63	1	3	2	372

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	30	2	87	66	52	73	—	5	2	317
	Employées	1	—	14	15	4	3	—	1	—	38
	Ouvrières	5	—	21	37	14	11	—	—	1	89
	Aidantes	2	—	4	1	2	2	—	—	—	11
Indéterm.		—	—	3	1	—	1	—	—	—	5
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	13	—	29	30	27	27	—	1	2	129
	Employées	4	—	29	26	5	6	—	1	1	72
	Ouvrières	14	1	66	84	48	41	—	2	2	258
	Aidantes	—	—	6	6	—	2	—	1	—	15
Indéterm.		—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Total	Patronnes	43	2	116	96	79	100	—	6	4	446
	Employées	5	—	43	41	9	9	—	2	1	110
	Ouvrières	19	1	87	121	62	52	—	2	3	347
	Aidantes	2	—	10	7	2	4	—	1	—	26
Indéterm.		—	—	4	1	—	1	—	—	—	6
		69	3	260	266	152	166	—	11	8	935

Relevé n° 3 — B — 1963 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1 - 2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	4	—	12	10	2	1	—	—	—	29
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	2	—	1	3	—	2	—	—	2	10
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Professions libérales diverses	—	—	2	3	—	—	—	—	—	5
Total	6	—	15	16	2	3	—	—	2	44

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	4	—	3	5	—	—	—	—	—	12
Armée	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	1	—	2	4	—	—	—	—	—	7
Total	5	—	6	9	—	1	—	—	—	21

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service domestique et des personnes	11	2	85	69	30	21	—	—	1	219
Soins personnels	2	—	10	18	4	3	1	1	—	39
Total	13	2	95	87	34	24	1	1	1	258

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	52	—	319	411	74	134	—	9	11	1 010
--	----	---	-----	-----	----	-----	---	---	----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	149	17	1 252	957	221	586	6	51	35	3 274
Total général des femmes condamnées	319	24	2 062	1 893	514	987	8	75	61	5 943

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNÉE 1963.

Relevé n° 3 — 1963 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou traités à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	{ Hommes Femmes Ensemble	91 4 95	8 1 9	181 9 190	47 2 49	57 — 57	227 10 237	7 — 7	8 — 8	53 2 55	679 28 707
II. Pêche	{ Hommes Femmes Ensemble	25 — 25	— — —	55 1 56	11 — 11	10 — 10	20 — 20	2 — 2	— — —	3 — 3	126 1 127
III. Industrie	{ Hommes Femmes Ensemble	1 021 21 1 042	115 1 116	2 986 105 3 091	1 540 145 1 685	889 31 920	2 275 63 2 338	46 1 47	34 3 37	230 2 232	9 136 372 9 508
IV. Commerce	{ Hommes Femmes Ensemble	336 69 405	24 3 27	999 260 1 259	487 266 753	229 152 381	538 166 704	10 — 10	20 11 31	51 8 59	2 694 935 3 629
V. Professions libérales	{ Hommes Femmes Ensemble	27 6 33	2 — 2	80 15 95	41 16 57	25 2 27	26 3 29	— — —	1 — 1	6 2 8	208 44 252
VI. Fonctions publiques	{ Hommes Femmes Ensemble	41 5 46	— — —	55 6 61	76 9 85	38 — 38	78 1 79	2 — 2	3 — 3	7 — 7	300 21 321
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	{ Hommes Femmes Ensemble	15 13 28	1 2 3	43 95 138	17 87 104	23 34 57	18 24 42	— 1 1	2 1 3	— 1 1	119 258 377
VIII. Professions non déterminées	{ Hommes Femmes Ensemble	707 52 759	78 — 78	2 290 319 2 609	972 411 1 383	655 74 729	1 494 134 1 628	35 — 35	23 9 32	156 11 167	6 410 1 010 7 420
IX. Sans profession	{ Hommes Femmes Ensemble	124 149 273	20 17 37	455 1 252 1 707	118 957 1 075	158 221 379	354 586 940	4 6 10	16 51 67	41 35 76	1 290 3 274 4 564
Total hommes		2 387	248	7 144	3 309	2 084	5 030	106	107	547	20 962
Total femmes		319	24	2 062	1 893	514	987	8	75	61	5 943
Total général		2 706	272	9 206	5 202	2 598	6 017	114	182	608	26 905

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

**Tableau A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS,
PAR GROUPE PROFESSIONNEL PRINCIPAL.**

GROUPES PRINCIPAUX DES PROFESSIONS	SEXE	ANNEES								
		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Agriculture et forêts	Hommes	1 111	1 162	972	925	969	971	892	730	679
	Femmes	53	51	38	46	38	41	32	30	28
	Ensemble.	1 164	1 213	1 010	971	1 007	1 012	924	760	707
2. Pêche	Hommes	144	157	174	197	164	161	173	81	126
	Femmes	3	3	4	4	1	1	3	—	1
	Ensemble.	147	160	178	201	165	162	176	81	127
3. Industrie	Hommes	9 971	10 611	10 325	10 592	11 092	10 529	10 722	10 185	9 136
	Femmes	437	448	399	390	457	442	443	477	372
	Ensemble.	10 408	11 059	10 724	10 982	11 549	10 971	11 165	10 662	9 508
4. Commerce	Hommes	2 759	3 085	2 737	2 924	3 245	3 077	3 329	3 190	2 694
	Femmes	816	960	940	947	1 011	931	1 063	1 051	935
	Ensemble.	3 575	4 045	3 677	3 871	4 256	4 008	4 392	4 241	3 629
5. Professions libérales	Hommes	219	211	225	227	252	281	247	189	208
	Femmes	28	28	28	19	46	52	53	58	44
	Ensemble.	247	239	253	246	298	333	300	247	252
6. Fonctions publiques	Hommes	572	540	381	361	362	536	665	494	300
	Femmes	64	58	26	25	24	19	49	42	21
	Ensemble.	636	598	407	386	386	555	714	536	321
7. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	165	193	156	157	158	208	184	157	119
	Femmes	280	318	295	317	293	311	271	246	258
	Ensemble.	445	511	451	474	451	519	455	403	377
8. Professions non détermi- nées	Hommes	4 612	4 341	4 559	4 766	4 767	4 797	5 057	5 176	6 410
	Femmes	817	789	733	738	721	744	779	849	1 010
	Ensemble.	5 429	5 130	5 292	5 504	5 488	5 541	5 836	6 025	7 420
9. Sans profession	Hommes	1 051	1 014	983	1 056	1 081	1 235	1 177	1 273	1 290
	Femmes	3 588	3 368	3 330	3 208	3 526	3 329	3 288	3 215	3 274
	Ensemble.	4 639	4 382	4 313	4 264	4 607	4 564	4 465	4 488	4 564
Total	Hommes	20 604	21 314	20 512	21 205	22 090	21 795	22 446	21 475	20 962
	Femmes	6 086	6 023	5 793	5 694	6 117	5 870	5 981	5 968	5 943
	Ensemble.	26 690	27 337	26 305	26 899	28 207	27 665	28 427	27 443	26 905

Tableau B. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS
PAR GROUPE PROFESSIONNEL PRINCIPAL.

[illegible]

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I à IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1955	Hommes	2 873	219	1 718	9 786	342	1 051	4 615	20 604
	Femmes	589	28	212	832	20	3 588	817	6 086
	Ensemble	3 462	247	1 930	10 618	362	4 639	5 432	26 690
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 368	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305
1958	Hommes	2 496	227	1 788	10 404	457	1 056	4 777	21 205
	Femmes	678	19	288	729	21	3 208	751	5 694
	Ensemble	3 174	246	2 076	11 133	478	4 264	5 528	26 899
1959	Hommes	2 533	252	1 957	10 986	501	1 081	4 780	22 090
	Femmes	603	46	330	852	24	3 526	736	6 117
	Ensemble	3 136	298	2 287	11 838	525	4 607	5 516	28 207
1960	Hommes	2 295	281	2 096	10 470	612	1 235	4 806	21 795
	Femmes	498	52	349	867	28	3 329	747	5 870
	Ensemble	2 793	333	2 445	11 337	640	4 564	5 553	27 665
1961	Hommes	2 310	247	2 293	10 964	385	1 177	5 070	22 446
	Femmes	559	53	337	948	16	3 288	780	5 981
	Ensemble	2 869	300	2 630	11 912	401	4 465	5 850	28 427
1962	Hommes	2 314	189	2 018	10 119	354	1 273	5 208	21 475
	Femmes	566	58	333	918	17	3 215	861	5 968
	Ensemble	2 880	247	2 351	11 037	371	4 488	6 069	27 443
1963	Hommes	2 010	208	1 458	9 243	322	1 290	6 431	20 962
	Femmes	478	44	177	920	32	3 274	1 018	5 943
	Ensemble	2 488	252	1 635	10 163	354	4 564	7 449	26 905

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1955	Hommes	10,76	0,82	6,44	36,67	1,28	3,94	17,29	77,20
	Femmes	2,21	0,10	0,79	3,12	0,08	13,44	3,06	22,80
	Ensemble	12,97	0,92	7,23	39,79	1,36	17,38	20,35	100,00
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00
1958	Hommes	9,28	0,84	6,65	38,68	1,70	3,92	17,76	78,83
	Femmes	2,52	0,07	1,07	2,71	0,08	11,93	2,79	21,17
	Ensemble	11,80	0,91	7,72	41,39	1,78	15,85	20,55	100,00
1959	Hommes	8,98	0,89	6,94	38,95	1,78	3,83	16,94	78,31
	Femmes	2,14	0,17	1,17	3,02	0,08	12,50	2,61	21,69
	Ensemble	11,12	1,06	8,11	41,97	1,86	16,33	19,55	100,00
1960	Hommes	8,30	1,01	7,58	37,85	2,21	4,46	17,37	78,78
	Femmes	1,80	0,19	1,26	3,13	0,10	12,04	2,70	21,22
	Ensemble	10,10	1,20	8,84	40,98	2,31	16,50	20,07	100,00
1961	Hommes	8,13	0,87	8,07	38,57	1,35	4,14	17,83	78,96
	Femmes	1,96	0,19	1,18	3,33	0,06	11,57	2,75	21,04
	Ensemble	10,09	1,06	9,25	41,90	1,41	15,71	20,58	100,00
1962	Hommes	8,43	0,69	7,35	36,87	1,29	4,64	18,98	78,25
	Femmes	2,06	0,21	1,21	3,35	0,06	11,72	3,14	21,75
	Ensemble	10,49	0,90	8,56	40,22	1,35	16,36	22,12	100,00
1963	Hommes	7,47	0,78	5,42	34,35	1,20	4,79	23,90	77,91
	Femmes	1,78	0,16	0,66	3,42	0,12	12,17	3,78	22,09
	Ensemble	9,25	0,94	6,08	37,77	1,32	16,96	27,68	100,00

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS.

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS. - ANNEE 1963

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CONDAMNÉS AGES AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	—	3	—	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	11	1	12
Faux en écritures	3	34	15	220	66	285	81	215	49	97	22	28	10	1	—	880	243	1 123
Faux témoignage ou serment	4	5	1	6	—	10	4	9	2	6	4	2	4	—	—	38	15	53
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	3	—	20	1	19	2	7	1	1	—	1	—	—	—	51	4	55
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	—	13	1	10	2	7	—	1	—	1	—	—	—	35	3	38
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	138	10	743	63	595	73	360	60	179	32	54	11	—	—	2 069	249	2 318
peines de police	8	22	1	58	9	58	21	46	16	21	10	18	5	—	—	223	62	285
Infractions contre la séc. publ.	9	10	1	74	5	79	5	46	7	25	3	14	3	—	—	248	24	272
Avortement	10	—	11	11	31	14	23	7	12	4	6	2	3	—	—	38	86	124
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	2	33	23	42	17	20	6	5	1	—	—	—	—	103	49	152
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	2	—	12	6	11	11	5	3	2	—	—	—	—	—	32	22	54
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	15	258	10	324	9	189	6	110	4	87	—	54	—	—	—	1 022	29	1 051
Corrupt. de la jeunesse et prost.	16	13	15	45	63	39	76	21	64	25	41	10	15	—	—	153	274	427
Outrages publics aux bonnes mœurs :																		
peines correctionnelles	17	121	94	322	52	215	40	124	17	78	6	49	2	—	—	909	211	1 120
peines de police	18	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
Adultère et bigamie	19	56	91	812	634	1 077	659	477	267	259	67	44	9	—	—	2 725	1 727	4 452
Abandon de famille	20	3	—	79	2	177	3	82	2	58	—	10	—	—	—	409	7	416
Meurtre :																		
peines criminelles	21	5	1	4	—	6	1	4	1	3	1	2	—	—	—	24	4	28
peines correctionnelles	22	1	—	1	—	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	6	—	6
Lésions corporel. volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	24	317	23	1 203	113	855	139	454	79	271	52	102	14	—	—	3 202	420	3 622
peines de police	25	141	37	583	130	556	165	285	121	164	71	71	39	—	—	1 800	563	2 363
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	9	2	38	2	39	1	10	1	7	—	1	2	—	—	104	8	112
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	1	1	18	13	22	17	21	11	12	9	9	5	—	—	83	56	139
peines de police	29	—	2	10	1	7	8	4	2	2	4	—	2	—	—	23	19	42
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	3	—	3
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	35	883	116	1 735	356	1 094	324	461	250	266	175	109	87	—	—	4 539	1 308	5 847
peines de police	36	14	4	34	12	22	13	13	9	14	11	10	13	—	—	197	62	259
Banqueroute	37	—	1	16	3	25	3	21	3	16	2	6	—	—	—	84	12	96
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	42	10	383	83	409	100	250	64	140	28	38	7	—	—	1 262	292	1 554
peines de police	39	—	—	1	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	5	1	6
Recel	40	28	6	61	31	51	30	39	27	28	29	9	5	—	—	216	128	344
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
peines correctionnelles	42	1	—	4	2	4	—	1	—	1	1	1	—	—	—	12	3	15
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
peines correctionnelles	44	52	1	128	8	106	9	46	7	29	5	24	3	—	—	385	33	418
peine de police	45	14	—	48	6	40	6	20	5	15	5	11	3	—	—	148	25	173
Totaux		2 182	457	7 048	1 725	6 064	1 842	3 175	1 092	1 819	585	673	242	1	—	20 962	5 943	26 905

* H = Hommes; F = Femmes; E = Ensemble.

Relevé n° 5. — AGE DES CONDAMNÉS, EN TREIZE CATEGORIES, PAR
A. — HOMMES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	3	—	1	1	—	1	—	2
Faux en écritures	3	7	2	18	7	67	24	82	47	85	60
Faux témoignage ou serment	4	1	—	4	—	3	—	—	3	2	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	3	—	11	2	5	2	4	7
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	—	1	—	7	—	4	2	5	—
Infractions contre l'ordre public par { peines correctionnelles	7	18	2	96	22	208	110	200	225	129	187
des particuliers { peines de police	8	8	—	13	1	22	4	25	7	19	9
Infractions contre la sécurité publique	9	2	—	7	1	22	14	21	17	17	25
Avortement	10	—	—	—	—	3	—	6	2	4	1
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	2	1	4	7	7	15	13	14
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	1	2	1	4	5	2	3
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	15	89	4	141	24	112	58	110	44	59	43
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	4	—	8	1	9	4	18	14	8	11
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	30	1	72	18	130	22	113	57	82	47
{ peines de police	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	4	1	46	5	206	74	353	179	349	234
Abandon de famille	20	—	—	2	1	8	8	25	38	31	61
Meurtre { peines criminelles	21	1	—	1	3	—	—	1	3	2	2
{ peines correctionnelles	22	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
{ peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires { peines correctionnelles	24	47	8	208	54	318	219	333	333	194	289
{ peines de police	25	30	2	95	14	197	60	208	118	147	161
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	4	1	2	2	11	7	11	9	9	16
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	—	—	—	1	4	—	10	4	4	6
{ peines de police	29	—	—	—	—	4	—	5	1	1	4
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages { peines criminelles	34	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	35	219	13	521	130	547	345	381	462	243	413
{ peines de police	36	5	—	9	—	18	1	10	5	10	3
Banqueroute	37	—	—	—	—	2	—	9	5	11	5
Abus de confiance, escroquerie, tromperie { peines correctionnelles	38	9	1	26	6	94	42	142	105	86	114
{ peines de police	39	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—
Recel	40	7	—	15	6	19	10	23	9	12	13
Incendie { peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
{ peines correctionnelles	42	1	—	—	—	1	—	1	2	1	2
{ peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages { peines correctionnelles	44	13	—	33	6	48	27	19	34	23	38
{ peines de police	45	2	—	11	1	22	7	12	7	12	13
Totaux		503	35	1339	305	2101	1051	2140	1756	1568	1783

PRIMAIRES ET RECIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS
ANNEE 1963

AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																				Numé- ros de la no- men- cla- ture
De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu		TOTAL				
Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Prim. et récidiv. réunis		
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	2bis	
—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	1	
—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	6	5	11	2	
72	68	74	62	37	42	33	25	18	21	16	9	2	1	—	1	511	369	880	3	
4	4	4	2	3	—	1	2	1	2	1	—	1	—	—	—	25	13	38	4	
1	7	1	4	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	26	25	51	5	
5	—	4	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	30	5	35	6	
103	176	67	160	35	98	34	79	19	47	17	24	4	9	—	—	930	1 139	2 069	7	
20	10	18	12	11	5	9	1	3	8	4	9	2	3	—	—	154	69	223	8	
9	28	9	19	4	14	6	8	1	10	5	5	1	3	—	—	104	144	248	9	
5	4	3	2	1	1	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	26	12	38	10	
4	11	2	11	1	6	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	35	68	103	11	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	
5	1	1	3	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	16	16	32	13	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	
48	39	35	30	21	24	21	33	19	14	16	20	8	10	—	—	679	343	1 022	15	
11	9	4	5	6	6	8	8	5	4	2	8	—	—	—	—	83	70	153	16	
56	30	36	36	26	26	15	23	17	23	19	21	5	4	—	—	601	308	909	17	
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	18	
259	235	175	136	87	79	80	97	38	44	15	29	—	—	—	—	1 612	1 113	2 725	19	
21	64	13	30	11	28	9	25	6	18	1	8	—	1	—	—	127	282	409	20	
2	—	—	2	—	2	1	1	—	1	1	1	—	—	—	—	9	15	24	21	
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	6	—	6	22	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	
143	229	95	167	64	128	51	118	28	74	30	57	11	4	—	—	1 522	1 680	3 202	24	
113	135	90	84	40	71	40	63	19	42	18	38	2	13	—	—	999	801	1 800	25	
6	8	4	3	1	2	—	5	1	1	—	1	—	—	—	—	49	55	104	27	
6	6	6	3	4	8	3	7	—	2	3	4	1	1	—	—	41	42	83	28	
1	1	1	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	13	10	23	29	
—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	30	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	32	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	33	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	34	
164	274	110	187	61	103	47	109	26	84	19	69	1	11	—	—	2 339	2 200	4 539	35	
6	3	3	1	6	3	3	6	1	4	2	5	2	1	—	—	75	32	107	36	
8	1	8	1	9	3	5	5	3	3	3	1	1	1	—	—	59	25	84	37	
93	116	40	107	46	57	33	54	22	31	10	23	4	1	—	—	605	657	1 262	38	
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	39	
11	15	11	13	6	9	7	14	3	4	1	6	—	2	—	—	115	101	216	40	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	41	
—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	5	7	12	42	
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	43	
20	25	7	13	8	18	5	9	6	9	4	14	4	2	—	—	190	195	385	44	
11	4	4	8	6	2	7	3	1	4	2	5	4	—	—	—	94	54	148	45	
1208	1505	830	1107	496	742	421	703	243	452	193	359	54	67	—	1	11 096	9 866	20 962		

B. — FEMMES

Relevé n° 5 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNEES AVAIENT									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Prima- res	Réci- di- vistes	Prima- res	Réci- di- vistes	Prima- res	Réci- di- vistes	Prima- res	Réci- di- vistes	Prima- res	Réci- di- vistes
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Faux en écritures	3	—	—	14	1	22	4	29	11	26	20
Faux témoignage ou serment	4	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	1	1	6	2	16	4	26	17	19	14
	8	—	—	1	—	3	2	3	1	8	2
Infractions contre la sécurité publique	9	—	—	—	1	1	—	3	1	2	2
Avortement	10	2	—	9	—	11	1	16	3	9	1
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	2	—	9	5	4	5	9	4
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	8	—	2	—	3	1	7	4	5	1
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	5	—	10	—	24	4	20	15	21	18
Outrages publics aux mœurs	17	35	—	55	4	24	1	21	6	12	7
	18	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	3	—	77	11	228	25	321	60	301	78
Abandon de famille	20	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—
Meurtre	21	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	3	1	18	1	34	11	44	24	40	28
	25	7	1	28	1	40	4	60	26	56	28
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—
Calomnies et injures	28	—	—	—	1	5	—	7	1	4	2
	29	2	—	—	—	—	—	1	—	3	2
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	35	19	1	85	11	141	31	130	54	129	42
	36	1	—	3	—	4	—	8	—	4	2
Banqueroute	37	—	—	1	—	2	—	1	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	4	—	4	2	30	2	34	17	29	20
	39	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Recel	40	1	1	4	—	10	2	13	6	15	4
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	—	—	1	—	3	—	3	2	2	2
	45	—	—	—	—	2	2	—	2	2	3
Totaux		92	5	325	35	614	100	754	257	705	280

ANNEE 1963

AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION																		Numé- ros de la no- men- cla- ture	
De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu		TOTAL			
Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Prim. et réci- div. réunis
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	2bis
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	166	77	1	2
26	9	17	8	12	12	8	5	5	4	5	3	2	—	—	—	10	5	243	3
2	1	1	1	—	—	2	1	—	1	3	1	—	—	—	—	3	1	15	4
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	6
18	22	17	17	13	13	10	6	7	9	5	5	1	—	—	—	139	110	249	7
3	8	6	3	5	2	5	1	2	2	4	—	—	1	—	—	40	22	62	8
—	1	2	1	2	2	2	1	—	—	—	3	—	—	—	—	12	12	24	9
9	4	9	1	2	—	—	1	3	2	—	2	1	—	—	—	71	15	86	10
2	2	—	5	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	27	22	49	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
10	1	3	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	12	51	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
20	17	14	17	21	12	12	17	3	9	8	2	4	1	—	—	162	112	274	16
15	6	7	5	3	2	2	3	1	—	1	1	—	—	—	—	176	35	211	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	18
208	72	126	50	67	24	30	16	12	9	5	2	2	—	—	—	1 380	347	1 727	19
—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	7	20
—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
40	31	21	26	14	18	19	15	8	10	8	5	—	1	—	—	249	171	420	24
47	34	31	42	33	15	19	18	15	19	19	15	3	2	—	—	358	205	563	25
1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	5	3	8	27
5	6	2	3	5	1	5	1	—	3	2	2	—	1	—	—	35	21	56	28
2	1	—	1	—	1	1	3	—	—	1	1	—	—	—	—	10	9	19	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
99	54	87	57	65	41	56	43	51	25	39	34	5	9	—	—	906	402	1 308	35
5	2	4	—	3	2	3	—	7	1	5	3	4	1	—	—	51	11	62	36
2	1	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	12	37
37	14	22	22	9	11	11	6	3	8	2	3	—	2	—	—	185	107	292	38
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	39
7	4	12	4	5	6	8	12	7	2	3	2	—	—	—	—	85	43	128	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
2	3	2	1	4	—	1	1	3	—	1	—	2	—	—	—	24	9	33	44
1	—	—	2	3	—	1	1	—	3	1	2	—	—	—	—	10	15	25	45
561	296	385	272	272	163	197	152	128	108	113	86	24	19	—	—	4 170	1 773	5 943	

C. — TOTAL DES DEUX SEXES

Relevé n° 5 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	3	—	1	1	—	1	1	2
Faux en écritures	3	7	2	32	8	89	28	111	58	111	80
Faux témoignage ou serment	4	2	—	4	—	3	—	—	3	3	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	3	—	11	2	6	2	5	7
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	—	1	—	7	1	4	2	7	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers { peines correctionnelles	7	19	3	102	24	224	114	226	242	148	201
{ peines de police	8	8	—	14	1	25	6	28	8	27	11
Infractions contre la sécurité publique	9	2	—	7	2	23	14	24	18	19	27
Avortement	10	2	—	9	—	14	1	22	5	13	2
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	4	1	13	12	11	20	22	18
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	1	2	2	7	7	4	4
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	15	97	4	143	24	115	58	114	46	62	43
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	9	—	18	1	33	8	38	29	29	29
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	65	1	127	22	154	23	134	63	94	54
{ peines de police	18	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	7	1	123	16	434	99	674	239	650	312
Abandon de famille	20	—	—	2	1	9	8	26	38	32	61
Meurtre { peines criminelles	21	1	—	2	3	—	—	1	3	3	2
{ peines correctionnelles	22	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Lésions corporelles volontaires { peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	24	50	9	226	55	352	230	377	357	234	317
{ peines de police	25	37	3	123	15	237	64	268	144	203	189
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	4	1	4	2	11	7	12	10	9	16
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	—	—	—	2	9	—	17	5	8	8
{ peines de police	29	2	—	—	—	4	—	6	1	4	6
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—
Vols et maraudages { peines criminelles	34	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	35	238	14	606	141	688	376	511	516	372	455
{ peines de police	36	6	—	12	—	22	1	18	5	14	5
Banqueroute	37	—	—	1	—	4	—	10	5	11	5
Abus de confiance, escroquerie, tromperie { peines correctionnelles	38	13	1	30	8	124	44	176	122	115	134
{ peines de police	39	—	—	—	—	—	—	1	—	4	—
Recel	40	8	1	19	6	29	12	36	15	27	17
Incendie { peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
{ peines correctionnelles	42	1	—	—	—	2	—	1	3	1	2
Destructions et dommages { peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	44	13	—	34	6	51	27	22	36	25	40
{ peines de police	45	2	—	11	1	24	9	12	9	14	16
Totaux		595	40	1664	340	2715	1151	2894	2013	2273	2063

ANNEE 1963

AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION

De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu		TOTAL			Numéros de la nomenclature
Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-mai-res	Réci-di-vistes	Pri-m. et réci-div. réunis	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	
—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	1
—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	7	5	12	2
98	77	91	70	49	54	41	30	23	25	21	12	4	1	—	1	677	446	1 123	3
6	5	5	3	3	—	3	3	1	3	4	1	1	—	—	—	35	18	53	4
1	8	2	4	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	29	26	55	5
5	—	4	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	32	6	38	6
121	198	84	177	48	111	44	85	26	56	22	29	5	9	—	—	1 069	1 249	2 318	7
23	18	24	15	16	7	14	2	5	10	8	9	2	4	—	—	194	91	285	8
9	29	11	20	6	16	8	9	1	10	5	8	1	3	—	—	116	156	272	9
14	8	12	3	3	1	1	1	4	4	2	2	1	—	—	—	97	27	124	10
6	13	2	16	2	6	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	62	90	152	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
13	1	2	7	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	30	24	54	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
50	40	37	31	22	24	21	33	19	14	16	20	8	10	—	—	704	347	1 051	15
31	26	18	22	27	18	20	25	8	13	10	10	4	1	—	—	245	182	427	16
71	36	43	41	29	28	17	26	18	23	20	22	5	4	—	—	777	343	1 120	17
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	18
467	307	301	186	154	103	110	113	50	53	20	31	2	—	—	—	2 992	1 460	4 452	19
21	66	14	30	11	29	9	25	6	18	1	8	—	1	—	—	131	285	416	20
2	—	—	2	1	2	1	2	—	1	1	1	—	—	—	—	12	16	28	21
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
183	260	116	193	78	146	70	133	36	84	38	62	11	5	—	—	1 771	1 851	3 622	24
160	169	121	126	73	86	59	81	34	61	37	53	5	15	—	—	1 357	1 006	2 363	25
7	8	4	4	1	2	—	5	1	1	1	1	—	1	—	—	54	58	112	27
11	12	8	6	9	9	8	8	—	5	5	6	1	2	—	—	76	63	139	28
3	2	1	3	—	2	1	4	1	—	1	1	—	—	—	—	23	19	42	29
—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	34
263	328	197	244	126	144	103	152	77	109	58	103	6	20	—	—	3 245	2 602	5 847	35
11	5	7	1	9	5	6	6	8	5	7	8	6	2	—	—	126	43	169	36
10	2	8	1	12	3	7	5	3	3	3	1	1	1	—	—	70	26	96	37
130	130	62	129	55	68	44	60	25	39	12	26	4	3	—	—	790	764	1 554	38
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6	39
18	19	23	17	11	15	15	26	10	6	4	8	—	2	—	—	200	144	344	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	41
—	1	—	—	—	1	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	7	8	15	42
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	43
22	28	9	14	12	18	6	10	9	9	5	14	6	2	—	—	214	204	418	44
12	4	4	10	9	2	8	4	1	7	3	7	4	—	—	—	104	69	173	45
1769	1801	1215	1379	768	905	618	855	371	560	306	445	78	86	—	—	1 15 266	11 639	26 905	

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Rappelons, à propos de l'établissement des taux, la note de la page 25.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1954.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1954	Hommes	325	1 284	6 612	5 239	4 203	2 168	517	248	—	20 596
	Femmes	90	345	1 790	1 614	1 221	664	141	58	—	5 923
	Ensemble	415	1 629	8 402	6 853	5 424	2 832	658	306	—	26 519
1955	Hommes	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	Ensemble	592	1 596	8 035	7 047	5 491	3 049	519	361	—	26 690
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337
1957	Hommes	778	1 681	6 271	5 434	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes	146	421	1 653	1 697	1 030	654	125	67	—	5 793
	Ensemble	924	2 102	7 924	7 131	4 401	3 028	503	292	—	26 305
1958	Hommes	670	1 660	6 667	5 728	3 382	2 309	537	250	2	21 205
	Femmes	129	359	1 564	1 677	1 035	692	172	65	1	5 694
	Ensemble	799	2 019	8 231	7 405	4 417	3 001	709	315	3	26 899
1959	Hommes	617	1 853	7 153	6 100	3 434	2 211	516	205	1	22 090
	Femmes	95	374	1 817	1 871	1 042	700	162	56	—	6 117
	Ensemble	712	2 227	8 970	7 971	4 476	2 911	678	261	1	28 207
1960	Hommes	653	1 644	7 138	6 155	3 250	2 192	473	288	2	21 795
	Femmes	124	315	1 772	1 796	974	655	161	73	—	5 870
	Ensemble	777	1 959	8 910	7 951	4 224	2 847	634	361	2	27 665
1961	Hommes	743	1 596	7 525	6 489	3 291	2 122	531	148	1	22 446
	Femmes	155	344	1 735	1 888	992	641	190	36	—	5 981
	Ensemble	898	1 940	9 260	8 377	4 283	2 763	721	184	1	28 427
1962	Hommes	861	1 700	7 105	6 208	3 052	1 817	591	141	—	21 475
	Femmes	163	335	1 773	1 839	1 033	579	212	34	—	5 968
	Ensemble	1 024	2 035	8 878	8 047	4 085	2 396	803	175	—	27 443
1963	Hommes	538	1 644	7 048	6 064	3 175	1 819	552	121	1	20 962
	Femmes	97	360	1 725	1 842	1 092	585	199	43	—	5 943
	Ensemble	635	2 004	8 773	7 906	4 267	2 404	751	164	1	26 905

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1954	Hommes	1,23	4,84	24,93	19,75	15,85	8,18	1,95	0,94	—	77,67
	Femmes	0,34	1,30	6,75	6,09	4,60	2,50	0,53	0,22	—	22,33
	Ensemble	1,57	6,14	31,68	25,84	20,45	10,68	2,48	1,16	—	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00
1958	Hommes	2,49	6,17	24,79	21,30	12,57	8,58	2,00	0,93	—	78,83
	Femmes	0,48	1,33	5,82	6,24	3,85	2,57	0,64	0,24	—	21,17
	Ensemble	2,97	7,50	30,61	27,54	16,42	11,15	2,64	1,17	—	100,00
1959	Hommes	2,18	6,57	25,36	21,63	12,17	7,84	1,83	0,73	—	78,31
	Femmes	0,34	1,33	6,44	6,63	3,70	2,48	0,57	0,20	—	21,69
	Ensemble	2,52	7,90	31,80	28,26	15,87	10,32	2,40	0,93	—	100,00
1960	Hommes	2,36	5,94	25,80	22,25	11,75	7,92	1,71	1,05	—	78,78
	Femmes	0,45	1,14	6,41	6,49	3,52	2,37	0,58	0,26	—	31,22
	Ensemble	2,81	7,08	32,21	28,74	15,27	10,29	2,29	1,31	—	100,00
1961	Hommes	2,61	5,61	26,47	22,83	11,58	7,47	1,87	0,52	—	78,96
	Femmes	0,55	1,21	6,10	6,64	3,49	2,25	0,67	0,13	—	21,04
	Ensemble	3,16	6,82	32,57	29,47	15,07	9,72	2,54	0,65	—	100,00
1962	Hommes	3,14	6,20	25,89	22,62	11,12	6,62	2,15	0,51	—	78,25
	Femmes	0,59	1,22	6,46	6,70	3,77	2,11	0,77	0,13	—	21,75
	Ensemble	3,73	7,42	32,35	29,32	14,89	8,73	2,92	0,64	—	100,00
1963	Hommes	2,00	6,11	26,20	22,54	11,80	6,76	2,05	0,45	—	77,91
	Femmes	0,36	1,34	6,41	6,85	4,06	2,17	0,74	0,16	—	22,09
	Ensemble	2,36	7,45	32,61	29,39	15,86	8,93	2,79	0,61	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE,
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	TOTAL (1)
Taux moyens relevés de 1930 à 1939 (Cf. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1954	Hommes	276	737	1 124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	108	31	169
	Ensemble	178	470	721	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	104	26	164
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383
1958	Hommes	679	979	1 204	848	618	388	134	637
	Femmes	135	213	284	257	189	110	35	161
	Ensemble	411	597	745	558	403	245	80	392
1959	Hommes	557	1 183	1 305	893	641	370	126	663
	Femmes	89	241	333	282	194	111	32	173
	Ensemble	327	714	820	592	418	237	74	410
1960	Hommes	542	1 091	1 327	909	599	367	113	654
	Femmes	106	213	330	272	180	104	31	165
	Ensemble	327	657	829	594	390	232	68	402
1961	Hommes	601	1 005	1 418	982	615	367	125	679
	Femmes	129	224	328	286	183	104	37	168
	Ensemble	368	621	874	634	398	231	77	415
1962	Hommes	636	975	1 370	940	569	315	135	645
	Femmes	125	200	346	279	190	94	40	167
	Ensemble	385	595	861	610	378	201	83	397
1963	Hommes	368	887	1 360	920	586	316	125	623
	Femmes	69	202	342	282	199	96	37	165
	Ensemble	221	551	857	603	391	203	77	386

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

**D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.**

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	TOTAL (1)
INDICES EN	Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)								
	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
		100							
	1954 Hommes	49	71	73	69	73	71	54	66
	1954 Femmes	46	79	82	75	68	67	42	66
	1954 Ensemble	48	73	75	71	72	69	50	66
	1955 Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66
	1955 Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68
	1955 Ensemble	69	72	72	71	74	74	39	66
	1956 Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68
	1956 Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67
	1956 Ensemble	115	93	75	68	75	73	34	67
	1957 Hommes	137	92	72	65	64	74	37	65
	1957 Femmes	89	96	79	71	63	65	36	64
	1957 Ensemble	127	93	73	66	64	72	36	64
	1958 Hommes	120	94	78	65	68	72	52	67
	1958 Femmes	80	85	76	67	67	68	48	63
	1958 Ensemble	111	92	77	66	68	71	50	66
	1959 Hommes	98	114	85	69	70	69	49	70
	1959 Femmes	53	96	89	74	69	69	44	68
	1959 Ensemble	89	111	85	70	71	69	46	69
	1960 Hommes	96	105	86	70	66	68	44	69
	1960 Femmes	63	85	88	71	64	65	42	64
	1960 Ensemble	89	102	86	71	66	67	42	68
	1961 Hommes	106	97	92	76	68	68	49	72
	1961 Femmes	77	89	87	75	65	65	51	66
	1961 Ensemble	100	96	91	75	68	67	49	70
	1962 Hommes	112	94	89	73	62	58	53	68
	1962 Femmes	74	80	82	73	67	58	55	65
	1962 Ensemble	104	92	89	73	64	58	53	67
	1963 Hommes	65	86	88	71	64	59	49	66
	1963 Femmes	41	80	91	74	70	60	51	64
	1963 Ensemble	60	85	89	72	66	59	48	65

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par les variations dans la répartition par âge de la population.

Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

* * *

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre

de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p^{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p^{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle *fictive*, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande ; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1954	Hommes	372	1 514	7 349	5 601	3 431	1 846	520	20 633
	Femmes	104	405	1 960	1 821	1 021	490	125	5 926
	Ensemble	476	1 919	9 309	7 422	4 452	2 336	645	26 559
1955	Hommes	554	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 964	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 455	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518
1958	Hommes	916	2 011	7 872	5 277	3 203	1 700	508	21 487
	Femmes	181	432	1 795	1 636	1 010	499	138	5 691
	Ensemble	1 097	2 443	9 667	6 913	4 213	2 199	646	27 178
1959	Hommes	751	2 430	8 532	5 557	3 322	1 621	455	22 668
	Femmes	119	488	2 105	1 796	1 037	504	124	6 173
	Ensemble	870	2 918	10 637	7 353	4 359	2 125	579	28 841
1960	Hommes	731	2 241	8 676	5 657	3 104	1 608	477	22 494
	Femmes	142	432	2 086	1 732	962	472	133	5 959
	Ensemble	873	2 673	10 762	7 389	4 066	2 080	610	28 453
1961	Hommes	810	2 064	9 271	6 111	3 187	1 608	420	23 471
	Femmes	172	454	2 074	1 821	978	472	123	6 094
	Ensemble	982	2 518	11 345	7 932	4 165	2 080	543	29 565
1962	Hommes	858	2 003	8 957	5 850	2 949	1 380	442	22 439
	Femmes	167	405	2 187	1 777	1 016	427	133	6 112
	Ensemble	1 025	2 408	11 144	7 627	3 965	1 807	575	28 551
1963	Hommes	496	1 822	8 892	5 725	3 037	1 384	404	21 760
	Femmes	92	409	2 162	1 796	1 064	436	129	6 088
	Ensemble	588	2 231	11 054	7 521	4 101	1 820	533	27 848

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1954	Hommes	1,40	5,70	27,67	21,09	12,92	6,95	1,96	77,69
	Femmes	0,39	1,53	7,38	6,86	3,84	1,84	0,47	22,31
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,50	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,00	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,61	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,37	7,40	28,96	19,42	11,79	6,25	1,87	79,06
	Femmes	0,67	1,59	6,60	6,02	3,72	1,83	0,51	20,94
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	2,60	8,43	29,58	19,27	11,52	5,62	1,58	78,60
	Femmes	0,42	1,69	7,30	6,22	3,59	1,75	0,43	21,40
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	2,57	7,88	30,49	19,88	10,91	5,66	1,68	79,06
	Femmes	0,50	1,52	7,33	6,09	3,38	1,65	0,46	20,94
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	2,74	6,98	31,36	20,67	10,78	5,43	1,42	79,38
	Femmes	0,58	1,54	7,02	6,16	3,31	1,59	0,42	20,62
	Ensemble	3,32	8,52	38,38	26,83	14,09	7,02	1,84	100,00
1962	Hommes	3,01	7,02	31,37	20,49	10,33	4,83	1,55	78,60
	Femmes	0,58	1,42	7,66	6,22	3,56	1,49	0,47	21,40
	Ensemble	3,59	8,44	39,03	26,71	13,89	6,32	2,02	100,00
1963	Hommes	1,78	6,54	31,93	20,56	10,91	4,97	1,45	78,14
	Femmes	0,33	1,47	7,76	6,45	3,82	1,57	0,46	21,86
	Ensemble	2,11	8,01	39,69	27,01	14,73	6,54	1,91	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1954	Hommes	1,80	7,34	35,62	27,14	16,63	8,95	2,52	100,00
	Femmes	1,76	6,83	33,07	30,73	17,23	8,27	2,11	100,00
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	4,26	8,96	34,33	25,54	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	4,26	9,36	36,64	24,56	14,91	7,91	2,36	100,00
	Femmes	3,18	7,59	31,54	29,75	17,75	8,77	2,42	100,00
	Ensemble	4,04	8,99	35,57	25,44	15,50	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	3,31	10,72	37,64	24,51	14,66	7,15	2,01	100,00
	Femmes	1,93	7,91	34,10	29,09	16,80	8,16	2,01	100,00
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	3,25	9,97	38,57	25,14	13,80	7,15	2,12	100,00
	Femmes	2,39	7,26	35,00	29,08	16,14	7,93	2,20	100,00
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	3,45	8,79	39,51	26,05	13,57	6,85	1,78	100,00
	Femmes	2,82	7,45	34,04	29,88	16,05	7,74	2,02	100,00
	Ensemble	3,32	8,52	38,38	26,83	14,09	7,02	1,84	100,00
1962	Hommes	3,82	8,93	39,92	26,07	13,14	6,15	1,97	100,00
	Femmes	2,73	6,63	35,78	29,07	16,62	6,99	2,18	100,00
	Ensemble	3,59	8,44	39,03	26,71	13,89	6,32	2,02	100,00
1963	Hommes	2,28	8,37	40,86	26,31	13,96	6,36	1,86	100,00
	Femmes	1,51	6,72	35,51	29,50	17,48	7,16	2,12	100,00
	Ensemble	2,11	8,01	39,69	27,01	14,73	6,54	1,91	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$c \times p^{30}$$

$$p$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$c \times p^{30}$$

$$p \times p^{30}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, —
est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c^1 \times p^{1,30}}{p^1} + \frac{c^2 \times p^{2,30}}{p^2} + \dots + \frac{c^n \times p^{n,30}}{p^n}}{p^{1,30} + p^{2,30} + \dots + p^{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice
1930	Hommes	1 039
	Femmes	278
	Ensemble	653
1954	Hommes	684
	Femmes	191
	Ensemble	434
1955	Hommes	678
	Femmes	196
	Ensemble	433
1956	Hommes	708
	Femmes	195
	Ensemble	448
1957	Hommes	686
	Femmes	188
	Ensemble	433
1958	Hommes	713
	Femmes	183
	Ensemble	444
1959	Hommes	752
	Femmes	199
	Ensemble	471
1960	Hommes	746
	Femmes	192
	Ensemble	465
1961	Hommes	779
	Femmes	196
	Ensemble	483
1962	Hommes	744
	Femmes	197
	Ensemble	466
1963	Hommes	722
	Femmes	196
	Ensemble	455

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$(\text{donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p})$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C^{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABLEAU I

Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	Hommes	66	87	98	101	108	119	92	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	Ensemble	65	91	101	101	104	112	82	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	152	113	98	94	104	105	65	100
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	Ensemble	171	117	99	95	94	107	65	100
1958	Hommes	157	111	101	91	97	106	86	100
	Femmes	112	124	106	96	97	95	65	100
	Ensemble	147	113	102	92	97	103	81	100
1959	Hommes	122	127	104	91	95	95	73	100
	Femmes	68	129	114	97	92	88	54	100
	Ensemble	110	128	106	92	94	94	68	100
1960	Hommes	119	118	107	93	89	95	77	100
	Femmes	84	119	117	97	88	86	59	100
	Ensemble	112	119	109	94	89	93	73	100
1961	Hommes	127	104	109	97	88	91	65	100
	Femmes	99	122	114	100	88	84	54	100
	Ensemble	121	107	110	97	88	89	62	100
1962	Hommes	140	106	110	97	85	82	72	100
	Femmes	96	108	120	97	91	76	58	100
	Ensemble	131	106	112	97	86	80	68	100
1963	Hommes	84	99	113	97	90	85	68	100
	Femmes	53	110	113	99	95	77	57	100
	Ensemble	77	101	114	98	92	83	65	100

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

**REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.**

CANTONS	1963			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	170 715	555	842	2 147
Anderlecht	113 907	162	294	147
Asse	73 870	133	110	75
Hal	73 626	116	100	74
Ixelles	147 047	316	415	214
Kraainem*	18 895	—	—	—
Molenbeek-Saint-Jean	132 854	174	433	245
Overijse*	20 079	—	—	—
Rhode-Saint-Genèse*	22 873	—	—	—
Saint-Gilles	56 235	77	276	158
Saint-Josse-ten-Noode	151 388	241	398	207
Schaerbeek	140 948	192	460	228
Sint-Kwintens-Lennik	55 534	62	32	21
Uccle	127 429	281	352	194
Vilvorde	60 968	81	105	84
Wolvertem	66 549	51	57	33
Zaventem*	38 214	—	—	—
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Louvain	143 904	286	275	304
Aarschot	40 077	74	55	61
Diest	47 233	104	96	86
Glabbeek	19 059	30	16	14
Haacht	41 987	60	50	60
Landen*	14 186	—	—	—
Tirlemont	44 434	123	122	108
Léau	18 502	43	22	14
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Nivelles	82 314	160	205	232
Genappe	18 203	45	39	48
Jodoigne	28 593	61	55	43
Perwez	17 583	39	24	18
Wavre	65 709	154	159	149
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

* Nouvelle répartition des cantons judiciaires d'après la loi du 9 août 1963.

CANTONS	1963			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Anvers	295 652	1 165	1 557	2 103
Berchem	115 307	131	209	162
Boom	52 718	130	97	87
Borgerhout	158 248	349	513	333
Brecht	52 650	91	60	48
Ekeren	94 924	144	219	135
Kontich	61 829	78	84	89
Zandhoven	54 131	83	77	70
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Malines	97 815	228	233	241
Duffel	45 879	78	59	53
Heist-op-den-Berg	53 676	64	37	42
Lierre	42 803	92	60	49
Puurs	34 286	45	20	20
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Turnhout	63 241	149	118	124
Arendonk	30 790	55	46	44
Herentals	63 851	131	115	108
Hoogstraten	27 518	56	52	42
Mol	78 434	121	90	87
Westerlo	44 698	77	64	46
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Mons	85 916	291	386	443
Boussu	73 217	267	294	273
Chièvres	15 554	52	61	52
Dour	32 630	100	91	94
Enghien	13 712	47	34	30
La Louvière	54 748	209	274	287
Lens	27 839	58	70	90
Pâturages	41 630	118	109	105
Rœulx	38 513	92	136	140
Soignies	37 400	116	146	133
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Charleroi	148 733	652	826	932
Beaumont	11 659	47	29	36
Binche	68 345	248	236	200
Châtelet	77 445	243	257	237
Chimay	14 251	40	31	34
Fontaine-l'Évêque	60 660	171	200	179
Gosselies	51 613	159	180	166
Jumet	39 360	128	145	128
Marchienne-au-Pont	42 940	125	174	170
Merbes-le-Château	18 064	46	49	53
Seneffe	44 136	108	117	116
Thuin	24 670	79	73	60
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

CANTONS	1963			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	50 052	176	169	179
Antoing	23 925	59	46	43
Ath	18 158	73	69	58
Celles	13 565	44	32	28
Comines*	18 015	—	—	—
Flobecq	8 537	34	30	30
Frasnes-lez-Buissenal	9 950	27	22	23
Lessines	18 687	87	74	71
Leuze	18 980	19	28	34
Mouscron*	53 203	—	—	—
Péruwelz	22 372	55	81	95
Quevaucamps	23 745	75	91	80
Templeuve	19 490	41	42	46
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Gand	177 614	614	742	754
Assenede	24 782	50	37	44
Deinze	27 259	35	33	30
Eeklo	41 613	93	71	62
Evergem	52 934	117	92	75
Kaprijke	15 829	18	12	11
Kruishoutem	19 889	43	30	27
Ledeberg	46 101	72	95	99
Lochristi	25 634	42	22	25
Nazareth	26 050	25	22	28
Nevele	19 910	44	25	28
Oosterzele	45 155	68	56	59
Waarschoot	14 800	18	18	17
Zomergem	22 133	63	28	24
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Audenarde	38 068	97	72	77
Grammont	33 054	86	51	49
Herzele	46 332	111	84	96
Nederbrakel	18 277	35	32	27
Ninove	47 627	147	132	138
Renaix	28 662	93	68	67
Sint-Maria-Horebeke	15 340	29	17	11
Zottegem	29 256	66	46	39
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Termonde	63 034	161	114	113
Alost	106 746	368	320	298
Beveren-Waas	30 748	129	77	37
Hamme	30 110	74	57	52
Lokeren	31 326	80	69	58
Sint-Gillis-Waas	33 313	100	72	56
Saint-Nicolas	58 607	144	128	119
Tamise	37 319	119	85	78
Wetteren	39 519	113	86	82
Zeel	34 275	68	49	50
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

* Nouvelle répartition des cantons judiciaire d'après la loi du 9 août 1963.

CANTONS	1963			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	204 832	603	656	771
Ardoie	15 929	34	40	29
Gistel	29 981	89	68	58
Ostende	74 069	251	359	443
Ruiselede	12 365	23	18	14
Tielt	19 341	52	28	22
Torhout	55 182	133	96	103
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Courtrai	107 470	360	383	417
Avelgem	15 818	45	41	37
Harelbeke	51 718	101	84	77
Izegem	33 899	113	83	84
Menin	60 013	156	182	208
Meulebeke	17 414	45	31	29
Moorsele	25 951	64	39	38
Mouscron	—	141	183	210
Oostrozebeke	20 361	36	24	22
Roulers	44 586	211	191	183
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Furnes	31 038	80	97	134
Dixmude	24 537	93	57	64
Haringe	25 271	33	23	24
Nieuport	13 501	50	61	91
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Ypres	47 401	188	168	168
Hooghelede	18 672	13	19	18
Messines	8 518	61	55	65
Pasendale	18 823	44	34	35
Poperinge	15 781	45	29	34
Wervik	20 120	117	104	126
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Liège	154 561	751	1 062	1 224
Dalhem	21 885	48	54	70
Fexhe-Stins	47 044	89	76	66
Fléron	65 681	109	181	180
Grivegnée	61 763	93	207	140
Herstal	44 454	115	197	151
Hollogne-aux-Pierres	84 565	211	254	229
Louveigné	22 728	55	50	43
Saint-Nicolas	43 952	75	77	68
Seraing-sur-Meuse	69 937	232	307	310
Waremmes	23 573	38	39	42
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

CANTONS	1963			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	59 577	191	200	190
Ferrières	4 222	7	4	3
Hannut	23 623	30	27	26
Jehay-Bodegnée	16 041	25	17	18
Landen	—	55	42	39
Nandrin	24 017	54	39	52
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Verviers	44 072	167	178	191
Aubel	13 093	67	39	42
Dison	19 481	34	56	40
Eupen	32 492	46	50	61
Herve	11 691	36	19	16
Limbourg	23 549	38	37	50
Malmédy	23 056	60	66	68
Saint-Vith	17 935	40	28	30
Spa	36 598	86	96	119
Stavelot	13 636	18	12	12
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Tongres	44 214	97	99	128
Bilzen	34 731	59	45	32
Borgloon (Looz)	32 465	74	56	58
Brée	26 294	34	24	25
Genk	64 751	124	192	204
Maaseik	32 808	61	51	53
Mechelen s/Meuse	46 225	88	121	138
Fouron-Saint-Martin*	4 383	—	—	—
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Haaseh	70 515	175	171	184
Beringen	77 203	120	119	140
Herck-la-Ville	33 390	56	43	44
Neerpelt	50 311	95	64	71
Peer	34 339	37	54	58
Saint-Trond	46 619	174	137	137
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Arlon	23 729	86	98	143
Etalle	14 594	34	25	28
Fauvillers	3 868	7	6	10
Florenville	10 537	32	31	39
Messancy	20 494	47	75	82
Virton	19 472	62	54	52
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

* Nouvelle répartition des cantons judiciaire d'après la loi du 9 août 1963.

CANTONS	1963			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	14 056	37	30	37
Durbuy	7 742	20	11	13
Erezée	5 387	4	1	2
Houffalize	7 887	13	9	14
La Roche	8 108	24	13	12
Nassogne	4 538	14	14	14
Vielsalm	7 756	15	11	12
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Neufchâteau	15 310	49	31	40
Bastogne	11 967	39	23	32
Bouillon	6 994	17	11	16
Paliseul	11 690	24	23	22
Saint-Hubert	10 560	31	18	17
Sibret	7 009	23	11	8
Wellin	5 459	29	22	20
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Namur	107 472	436	555	670
Andenne	20 043	77	82	76
Eghezée	20 014	51	47	50
Fosse	51 795	233	247	244
Gembloux	30 785	103	112	110
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Dinant	25 581	98	78	96
Beauraing	12 120	41	36	37
Ciney	22 376	72	76	71
Couvin	17 281	59	61	73
Florennes	13 399	65	60	74
Gedinne	9 706	26	15	16
Philippeville	10 118	40	43	47
Rocheftort	14 391	46	46	52
Walcourt	17 430	46	66	65
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1 9 6 3			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 471 131	2 441	3 874	3 827
Louvain	369 382	720	636	647
Nivelles	212 400	459	482	490
Anvers	885 459	2 171	2 816	3 027
Malines	274 459	507	409	405
Turnhout	308 532	589	485	451
Mons	421 159	1 350	1 601	1 647
Charleroi	601 876	2 046	2 317	2 311
Tournai	298 679	690	684	687
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 843 077	10 973	13 304	13 492
Gand	559 703	1 302	1 283	1 283
Audenarde	256 616	664	502	504
Termonde	464 997	1 356	1 057	943
Bruges	411 699	1 185	1 265	1 440
Courtrai	377 230	1 272	1 241	1 305
Furnes	94 347	256	238	313
Ypres	129 315	471	409	446
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 293 907	6 506	5 995	6 234
Liège	640 143	1 816	2 504	2 523
Huy	127 480	362	329	328
Verviers	235 603	592	581	629
Tongres	285 871	537	588	638
Hasselt	312 377	657	588	634
Arlon	92 694	268	289	354
Marche-en-Famenne	55 474	127	89	104
Neufchâteau	68 989	212	139	155
Namur	230 109	900	1 043	1 150
Dinant	142 402	493	481	531
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 191 142	5 964	6 631	7 046
Totaux	9 328 126	23 443	25 930	26 772
A l'étranger		3 462	975	133
Inconnu		—	—	—
Totaux généraux	9 328 126	26 905	26 905	26 905

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique . .	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles . .	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique . .	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires . .	6	21, 22, 23, 24, 25, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages . . .	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1954. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1954.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1954	Hommes	20 596	4 654	5 017	9 671	226	244	470
	Femmes	5 923	883	1 084	1 967	149	183	332
	Ensemble	26 519	5 537	6 101	11 638	209	230	439
1955	Hommes	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	Ensemble	26 690	5 558	5 986	11 544	208	224	432
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438
1957	Hommes	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	Ensemble	26 305	5 275	6 044	11 319	201	230	430
1958	Hommes	21 205	4 734	5 189	9 923	223	245	468
	Femmes	5 694	857	1 037	1 894	151	182	333
	Ensemble	26 899	5 591	6 226	11 817	208	231	439
1959	Hommes	22 090	4 840	5 344	10 184	219	242	461
	Femmes	6 117	927	1 144	2 071	152	187	339
	Ensemble	28 207	5 767	6 488	12 255	204	230	434
1960	Hommes	21 795	4 817	5 133	9 950	221	236	457
	Femmes	5 870	851	968	1 819	145	165	310
	Ensemble	27 665	5 668	6 101	11 769	205	220	425
1961	Hommes	22 446	4 993	5 288	10 281	222	236	458
	Femmes	5 981	849	972	1 821	142	162	304
	Ensemble	28 427	5 842	6 260	12 102	206	220	426
1962	Hommes	21 475	4 654	4 984	9 638	217	232	449
	Femmes	5 968	845	954	1 799	142	160	302
	Ensemble	27 443	5 499	5 938	11 437	200	216	416
1963	Hommes	20 962	4 668	5 198	9 866	223	248	471
	Femmes	5 943	801	972	1 773	135	163	298
	Ensemble	26 905	5 469	6 170	11 639	203	229	432

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1954 A 1963

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930 - 1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
100				
1954	Hommes	109	92	100
	Femmes	99	98	99
	Ensemble	108	93	100
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99
1957	Hommes	103	92	97
	Femmes	103	97	99
	Ensemble	104	93	98
1958	Hommes	108	93	99
	Femmes	100	98	100
	Ensemble	107	94	100
1959	Hommes	106	92	98
	Femmes	101	101	101
	Ensemble	105	93	99
1960	Hommes	107	89	97
	Femmes	96	89	92
	Ensemble	106	89	96
1961	Hommes	107	89	97
	Femmes	94	87	90
	Ensemble	106	89	97
1962	Hommes	105	88	95
	Femmes	94	86	90
	Ensemble	103	87	94
1963	Hommes	108	94	100
	Femmes	89	88	88
	Ensemble	105	93	98

Indices en

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1963

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	— — 2	2 — —	— — —	— — —	— — 2	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	13 1 14	39 2 41	— — —	— — —	13 1 14	38 2 40	— — —	1 — 1
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	3 — 3	2 — 2	— — —	— — —	3 — 3	2 — 2	— — —	— — —
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	3 — 3	— — —	— — —	1 — 1	3 — 3	1 — 1	— — —
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes Femmes Ensemble	277 17 294	547 28 575	— — —	— — —	40 1 41	215 13 228	237 16 253	332 15 347
		Hommes Femmes Ensemble	20 6 26	19 3 22	— — —	— — —	3 1 4	6 1 7	17 5 22	13 2 15
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	12 — 12	41 2 43	— — —	— — —	4 — 4	25 1 26	8 — 8	16 1 17
		Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 1 2	— — —	— — —	1 — 1	1 1 2	— — —	— — —
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	2 1 3	6 1 7	— — —	— — —	2 1 3	6 1 7	— — —	— — —
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	— — —	3 2 5	— — —	— — —	— — —	3 2 5	— — —	— — —

Relevé n° 8 — 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	23 — 23	54 — 54	— — —	1 — 1	22 — 22	48 — 48	1 — 1	5 — 5
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	2 1 3	10 9 19	— — —	— — —	1 1 2	9 9 18	1 — 1	1 — 1
		Hommes Femmes Ensemble	21 2 23	52 6 58	— — —	— — —	13 1 14	42 3 45	8 1 9	10 3 13
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie	19	Hommes Femmes Ensemble	64 7 71	162 8 170	— — —	— — —	63 6 69	160 8 168	1 — 1	2 — 2
		Hommes Femmes Ensemble	5 — 5	35 — 35	— — —	— — —	5 — 5	35 — 35	— — —	— — —
Abandon de famille	20	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Meurtre	21	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes Femmes Ensemble	184 13 197	555 21 576	— — —	— — —	68 4 72	351 16 367	116 9 125	204 5 209
		Hommes Femmes Ensemble	87 5 92	173 15 188	1 — 1	— 1 1	35 2 37	129 8 137	51 3 54	44 6 50
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes Femmes Ensemble	7 — 7	26 — 26	— — —	— — —	1 — 1	18 — 18	6 — 6	8 — 8

Relevé n° 8 — 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes	4	8	—	—	3	5	1	3
		Femmes	1	3	—	—	—	2	1	1
		Ensemble . . .	5	11	—	—	3	7	2	4
Calomnies et injures	29	Hommes	1	4	—	—	1	4	—	—
		Femmes	—	2	—	—	—	2	—	—
		Ensemble . . .	1	6	—	—	1	6	—	—
Violation de sépulture	30	Hommes	1	—	—	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	—	—	—	1	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	35	Hommes	137	501	—	2	95	415	42	84
		Femmes	4	30	—	1	4	24	—	5
		Ensemble . . .	141	531	—	3	99	439	42	89
Vols et maraudages	36	Hommes	2	8	—	—	1	7	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	2	8	—	—	1	7	1	1
Banqueroute	37	Hommes	3	3	—	—	3	3	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	3	3	—	—	3	3	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	27	142	—	—	24	138	3	4
		Femmes	5	6	—	—	5	6	—	—
		Ensemble . . .	32	148	—	—	29	144	3	4
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
Recel	40	Hommes	2	16	—	—	2	16	—	—
		Femmes	—	3	—	—	—	2	—	1
		Ensemble . . .	2	19	—	—	2	18	—	1

Relevé n° 8 — 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- dvi- stes 5	Pri- maires 6	Réci- dvi- stes 7	Pri- maires 8	Réci- dvi- stes 9	Pri- maires 10	Réci- dvi- stes 11
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie	42	Hommes	—	3	—	—	—	2	—	1
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble . . .	—	4	—	—	—	3	—	1
Incendie	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages . . .	44	Hommes	24	84	—	—	6	43	18	41
		Femmes	3	5	—	—	1	1	2	4
		Ensemble . . .	27	89	—	—	7	44	20	45
Destructions et dommages . . .	45	Hommes	12	19	—	—	3	11	9	8
		Femmes	1	1	—	—	—	1	1	—
		Ensemble . . .	13	20	—	—	3	12	10	8
Totaux		Hommes	937	2 520	1	3	415	1 739	521	778
		Femmes	67	149	1	2	28	104	38	43
		Ensemble . . .	1 004	2 669	2	5	443	1 843	559	821
Totaux généraux			3 673		7		2 286		1 380	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1934-1963 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1934	39 653	7 835	19,76
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71
1958	26 899	4 188	15,57
1959	28 207	3 841	13,62
1960	27 665	3 935	14,22
1961	28 427	4 324	15,21
1962	27 443	3 966	14,45
1963	26 905	3 673	13,65

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces *délinquants*.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces *délinquants*, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous répartit par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, *commises en Belgique, dans un lieu déterminé*, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1^o) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2^o) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3^o) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4^o) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois.

**C. — COMMUNES DE 10.000
ANNEE**

Relevé n° 9 — 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS									
		Janvier		Février		Mars		Avril		Mai	
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	4	1	1	1	5	1	6	6	2	—
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	1	1	1	1	—	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	2	—	1	—	1	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	7	9	14	8	7	12	11	12	9	14
Infractions contre la sécurité publique	8	1	—	1	2	—	2	1	1	3	—
Avortement	9	—	3	1	—	2	1	4	1	2	2
Exposition ou délaisement d'enfants	10	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	11	1	—	—	1	1	—	3	1	—	1
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	13	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux mœurs	15	5	3	1	1	4	7	8	2	3	1
Adultère et bigamie	16	1	—	1	1	1	3	—	—	2	3
Abandon de famille	17	9	2	4	6	6	1	6	3	5	7
Meurtre	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	19	38	17	21	9	21	16	14	17	20	6
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	1	3	—	2	2	2	3	1	3	—
Calomnies et injures	21	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	26	31	29	23	17	26	24	41	22	33	14
Banqueroute	27	3	1	1	—	1	—	2	1	1	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	8	12	6	4	5	6	6	6	4	4
Recel	29	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie	30	3	2	2	3	2	2	1	2	3	1
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	32	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	34	3	6	1	3	3	1	3	2	1	3
	35	2	2	4	1	2	1	—	3	2	2
Totaux		162	118	115	90	125	122	161	126	133	93

**A MOINS DE 25.000 HABITANTS.
1963**

DURANT LE MOIS DE	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE										TOTAL	Nombres de la nomenclature
	Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre			
	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes
13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
15	1	3	6	—	4	1	2	3	7	5	2	3
16	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
17	—	—	1	1	2	—	1	—	—	—	—	5
18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
19	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	7
20	5	13	14	14	14	16	19	15	10	8	10	8
21	—	2	—	—	5	1	6	—	3	4	2	9
22	3	—	3	3	2	2	3	1	—	—	—	10
23	—	—	4	1	2	—	1	—	4	3	—	11
24	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	12
25	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	13
26	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	14
27	11	1	6	4	7	3	6	2	5	2	1	15
28	4	1	3	2	1	—	1	—	5	1	2	16
29	8	6	4	8	17	3	7	2	6	—	4	17
30	29	26	29	7	23	10	28	11	20	16	17	18
31	4	2	4	3	—	3	1	5	—	2	3	19
32	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
33	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
35	13	26	27	42	24	16	28	27	23	28	15	23
36	16	17	25	17	26	15	27	9	17	8	11	24
37	1	1	—	—	2	1	—	1	—	—	—	25
38	—	4	—	1	5	4	1	2	3	—	—	26
39	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28
41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29
42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
44	32	36	40	33	31	22	41	21	36	32	31	32
45	—	1	5	1	1	—	3	—	1	1	6	33
	1	—	1	—	2	—	—	—	2	—	—	34
	10	11	4	7	5	6	1	7	7	7	6	35
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36
	1	1	2	4	1	—	1	1	—	2	3	37
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39
	2	3	4	2	6	5	5	1	1	2	3	40
	2	—	2	2	—	1	—	—	1	1	—	41
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45
Totaux	145	158	184	155	182	110	183	112	151	120	133	1 570

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1963

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															
	durant le mois de														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		
+ 100 000 habitants	571	454	450	486	514	506	554	517	542	572	471	527	155	83	447	6 849
25 000 — 100 000	339	304	324	349	401	344	377	386	402	405	290	355	54	21	417	4 768
10 000 — 25 000	280	205	247	287	226	303	339	292	295	271	253	251	55	28	214	3 546
— 10 000	812	714	774	882	927	1 038	1 039	1 033	1 033	1 002	747	799	149	98	1 015	12 062
Total	2 002	1 677	1 795	2 004	2 068	2 191	2 309	2 228	2 272	2 250	1 761	1 932	413	230	2 093	27 225

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de																
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril septembre			

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1954	2 252	1 811	2 030	2 106	2 325	2 335	2 498	2 398	2 480	2 632	2 218	2 490	428	161	2 168	30 332
1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 190	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 499	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962
1958	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 464	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282
1959	2 684	2 100	2 380	2 365	2 540	2 396	2 630	2 715	2 508	2 377	2 394	2 574	158	55	1 882	31 758
1960	2 715	1 988	2 362	2 314	2 572	2 342	2 645	2 665	2 627	2 471	2 345	2 311	127	44	1 866	31 394
1961	2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829
1962	2 258	1 676	1 859	2 025	2 144	2 276	2 441	2 499	2 361	2 108	1 914	2 191	306	342	1 963	28 363
1963	2 002	1 677	1 795	2 004	2 068	2 191	2 309	2 228	2 272	2 250	1 761	1 932	413	230	2 093	27 225

2. — POURCENTAGES.

1954	7,42	5,97	6,69	6,94	7,67	7,70	8,24	7,90	8,18	8,68	7,31	8,21	1,41	0,53	7,15	100
1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89	
1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	
1957	8,34	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25	
1958	8,43	6,51	6,69	7,22	7,77	8,67	9,10	8,79	8,14	7,82	7,51	7,40	0,38	0,11	5,46	
1959	8,45	6,61	7,49	7,45	8,00	7,54	8,28	8,55	7,90	7,48	7,54	8,11	0,50	0,17	5,93	
1960	8,65	6,33	7,52	7,37	8,19	7,46	8,43	8,49	8,37	7,87	7,47	7,36	0,41	0,14	5,94	
1961	8,94	5,84	6,53	6,54	6,83	7,20	8,07	8,08	7,43	7,41	6,77	7,75	2,78	1,71	8,12	
1962	7,96	5,91	6,55	7,14	7,56	8,03	8,61	8,81	8,32	7,43	6,75	7,72	1,08	1,21	6,92	
1963	7,35	6,16	6,59	7,36	7,60	8,05	8,48	8,18	8,35	8,26	6,47	7,10	1,52	0,84	7,69	

Le relevé n° 10 reproduit ci-contre donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

Relevé n° 10. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES COMMISES EN
BELGIQUE DANS UN LIEU INDETERMINE ET
A. — PAR DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE						
		DURANT						
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	1	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	1	—	1	1
Faux en écritures	3	47	39	36	46	33	33	33
Faux témoignage ou serment	4	2	3	7	2	1	1	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	5	1	2	5	4	2
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	—	2	1	1	1	—
Infractions contre l'ordre public par { peines correctionnelles	7	73	90	92	104	103	88	124
des particuliers { peines de police	8	11	17	18	18	19	12	19
Infractions contre la sécurité publique	9	15	7	10	13	10	10	16
Avortement	10	8	1	1	1	5	6	7
Exposition ou délaisement d'enfants	11	6	7	2	4	4	1	4
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	3	—	5	—	2	3	—
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	1
{ peines correctionnelles	15	41	20	34	50	42	45	59
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	19	8	15	7	20	15	14
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	62	41	42	45	54	65	64
{ peines de police	18	—	1	—	—	1	1	—
Adultère et bigamie	19	243	129	132	142	183	189	149
Abandon de famille	20	5	4	14	9	7	8	11
Meurtre { peines criminelles	21	—	3	1	1	—	2	—
{ peines correctionnelles	22	—	—	1	—	—	2	—
Lésions corporelles volontaires { peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	24	115	112	148	188	157	186	177
{ peines de police	25	76	95	83	100	125	135	166
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	4	4	1	4	7	9	3
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	7	3	2	8	6	9	9
{ peines de police	29	1	3	2	—	2	2	3
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages { peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	35	247	209	201	264	277	276	275
{ peines de police	36	9	4	8	6	10	5	20
Banqueroute	37	5	1	1	1	3	3	3
Abus de confiance, escroquerie, { peines correctionnelles	38	60	60	55	56	60	53	60
tromperie { peines de police	39	1	1	—	—	—	1	—
Recel	40	14	17	14	8	11	18	9
Incendie { peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	42	—	—	1	1	—	1	2
{ peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages { peines correctionnelles	44	24	9	18	21	19	21	20
{ peines de police	45	13	13	9	10	10	16	17
Totaux		1 116	906	956	1 113	1 178	1 222	1 268

BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE, DES INFRACTIONS COMMISES EN
DES INFRACTIONS COMMISES A L'ETRANGER.
PRIMAIRES. — ANNEE 1963

DANS UN LIEU DETERMINE									FAITS COMMIS		Total général	Nombres de la nomenclature	
LES MOIS DE								à une époque inconnue ou indéterminée	Total	En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé			A l'étranger
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre							
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis	
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	
—	2	—	—	—	—	1	1	7	—	—	7	2	
27	33	43	23	41	9	6	115	564	1	165	730	3	
—	3	6	2	1	—	—	2	30	—	—	30	4	
5	6	2	1	4	—	2	3	44	—	3	47	5	
—	5	4	1	2	—	1	4	25	—	7	32	6	
144	131	123	75	84	2	—	4	1 237	—	16	1 253	7	
22	23	16	18	11	1	—	—	205	—	—	205	8	
13	13	9	15	7	—	2	4	144	—	6	150	9	
16	6	3	6	8	4	3	13	88	—	13	101	10	
4	7	2	2	4	6	1	6	60	—	2	62	11	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	
1	—	3	2	1	—	1	1	22	—	8	30	13	
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	14	
64	52	41	32	44	20	11	107	662	2	53	717	15	
12	16	17	14	13	6	8	40	224	1	27	252	16	
91	72	60	41	20	15	7	92	771	1	41	813	17	
—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	18	
169	208	196	191	210	123	75	388	2 727	1	275	3 003	19	
4	5	6	9	10	2	3	23	120	—	7	127	20	
1	1	2	—	2	—	—	—	13	—	—	13	21	
1	2	—	—	—	—	—	—	6	—	—	6	22	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	
147	163	186	143	149	1	—	23	1 895	3	21	1 919	24	
164	130	130	88	97	—	—	9	1 398	—	—	1 398	25	
7	10	2	5	6	—	—	1	63	—	3	66	27	
11	5	9	4	6	—	—	5	84	—	1	85	28	
1	4	3	2	3	—	—	—	26	—	—	26	29	
1	—	3	—	—	—	—	—	4	—	—	4	30	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	
254	281	281	223	212	43	12	229	3 284	3	302	3 589	35	
8	17	11	16	11	—	—	—	125	—	—	125	36	
4	2	4	2	4	1	—	25	59	—	16	75	37	
45	47	55	47	35	21	9	125	788	1	198	897	38	
—	—	1	—	1	—	—	—	5	—	—	5	39	
10	11	15	8	9	5	3	31	183	—	34	217	40	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	
—	—	—	—	—	—	1	1	7	—	—	7	42	
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	43	
22	30	28	29	29	—	—	5	275	—	2	277	44	
6	10	12	8	8	—	—	3	135	—	—	135	45	
1 255	1 295	1 273	1 007	1 032	260	146	1 260	15 287	13	1 110	16 410		

B. — PAR DES CONDAMNÉS

Relevé n° 10 — 1963 (suite)

		FAITS COMMIS EN BELGIQUE							
NATURE DES INFRACTIONS	Numeros de la nomenclature	DURANT							
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	1	—	—	1	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	1	—	—	
Faux en écritures	3	27	20	14	23	27	24	18	
Faux témoignage ou serment	4	1	1	2	1	—	1	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	5	3	—	4	3	1	6	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	1	1	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	{ peines correctionnelles	7	91	113	115	127	131	110	147
	{ peines de police	8	13	10	12	11	4	9	7
Infractions contre la sécurité publique	9	12	17	17	19	13	12	14	
Avortement	10	3	—	1	—	—	—	2	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	6	3	4	6	5	10	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	—	1	1	—	1	—	1	
Attentats à la pudeur et viols	{ peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	
	{ peines correctionnelles	15	27	10	21	16	20	23	34
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	19	7	8	12	14	6	17	
Outrages publics aux mœurs	{ peines correctionnelles	17	25	22	14	20	44	33	39
	{ peines de police	18	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	113	64	82	76	74	87	62	
Abandon de famille	20	15	17	16	14	10	17	15	
Meurtre	{ peines criminelles	21	1	1	1	2	—	1	3
	{ peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	—	—
	{ peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	{ peines correctionnelles	24	127	132	166	175	156	202	193
	{ peines de police	25	65	75	68	80	89	124	126
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	6	9	7	7	6	8	5	
Calomnies et injures	{ peines correctionnelles	28	3	3	8	5	7	9	8
	{ peines de police	29	3	—	1	2	4	5	—
Violation de sépulture	30	1	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	1	
Vols et maraudages	{ peines criminelles	34	—	—	—	—	1	—	
	{ peines correctionnelles	35	211	173	172	202	179	196	230
	{ peines de police	36	5	2	—	3	1	3	9
Banqueroute	37	2	—	—	—	2	—	—	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	{ peines correctionnelles	38	59	43	70	49	49	51	43
	{ peines de police	39	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	17	11	3	7	14	9	9	
Incendie	{ peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—
	{ peines correctionnelles	42	2	—	—	—	—	—	1
	{ peines criminelles	43	—	—	—	—	—	1	—
Destructions et dommages	{ peines correctionnelles	44	23	21	25	24	25	23	29
	{ peines de police	45	7	10	11	8	10	6	11
Totaux		886	771	839	891	890	969	1 041	

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE

jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1963

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAL
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	85	102	71	103	122	103	135	144	113	113	110	93	9	1 303
Faits d'ivresse commis isolément	919	846	1 050	1 022	1 018	945	1 117	1 130	1 023	1 021	974	998	—	12 063
Total des deux catégories	1 004	948	1 121	1 125	1 140	1 048	1 252	1 274	1 136	1 134	1 084	1 091	9	13 366

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1948, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque inconnue
	connexes isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1948	5 897	1 723	7 620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4
1957	12 495	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23
1958	11 834	1 984	13 818	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5
1959	11 606	1 879	13 485	977	885	1 076	1 147	1 250	1 270	1 284	1 285	1 122	1 111	1 034	1 037	7
1960	12 281	1 938	14 219	1 038	954	1 244	1 228	1 278	1 194	1 415	1 261	1 128	1 155	1 078	1 245	1
1961	12 729	1 637	14 366	1 109	963	1 073	1 260	1 214	1 278	1 413	1 298	1 230	1 303	1 045	1 169	11
1962	12 344	1 384	13 728	1 112	960	1 024	1 108	1 094	1 274	1 239	1 228	1 286	1 254	1 117	991	41
1963	13 366	1 303	12 063	1 004	948	1 121	1 125	1 140	1 048	1 252	1 274	1 136	1 134	1 084	1 091	9

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités	9
2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle	9
Nomenclature détaillée	10
3. Unités prises en considération par la statistique criminelle	13
4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle	13
Modèle de fiche	15
5. Organisation des travaux statistiques	16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel	17
2. Notions de droit pénal :	17
1) Le droit pénal est un droit écrit	17
2) Infractions et peines principales	17
3) Peines accessoires et subsidiaires	17
4) Personnalité des peines	18
5) Non rétroactivité de la loi pénale	18
6) Tentative	18
7) Concours	18
8) Participation	18
9) Causes de justification	18
10) Causes d'excuse	18
11) Circonstances atténuantes	19
12) Récidive	19
13) Extinction de peine	19
14) Délais de prescription	19

15) Libération et condamnation conditionnelle	19
16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance	19
17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930	19
3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence	20
1) Mission de la police judiciaire	20
2) Saisine des juridictions répressives	20
a) Actions publique et civile	20
b) Action publique devant les juridictions répressives	21
Les juridictions de jugement	21
1) Tribunaux de police	22
2) Tribunaux correctionnels	23
3) Cours d'appel	23
4) Cours d'assises	23
5) Cour de cassation	23
Extinction de l'action publique	23
4. Le droit et la statistique	24
1) Infractions et peines	24
2) Concours et participation	24
3) Récidive	24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge	26
2) Etendue territoriale et densité de population par km2 par arrondissement judiciaire	27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° Le sexe des condamnés :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° Les antécédents judiciaires :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain - BRUXELLES 1

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNÉE 1963

N^o. 1

octobre 1965

STATISTIQUE
DES
CONDAMNATIONS PRONONCÉES
PAR LES
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
EN
1943

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Annee 1963

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignent le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

- 4 -
TABLEAU 1 - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, EN 1963 PAR LES
INFRACTIONS ET LE

5 -
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, CLASSES D'APRES LA NATURE DES
RESULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS											
		Total des con- dam- nés	En ordre principal à						Accessoirement				
			l'emprisonnement					l'amende		à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'inter- diction de conduite
			condi- tion- nel	sans condition			condi- tion- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 loi du 15 mai 1912		Art. 28 Loi de défense sociale du 9 avril 1930		
				plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE PENAL													
Crimes correctionnalisés													
Sûreté de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux en écritures (art. 194 à 197)	235	807	471	17	97	217	2	3	10	-	4	5	
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240 § 1)	1	9	5	2	-	2	-	-	-	-	-	-	
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Avortement ayant causé la mort avec consentement de la femme (art. 352)	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces :													
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372 § 1)	71	637	422	4	76	133	1	1	575	1	-	1	
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	1	14	8	1	4	1	-	-	12	-	-	1	
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	1	2	1	-	1	-	-	-	2	-	-	-	
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces :													
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	7	58	31	1	7	19	-	-	49	-	-	1	
sur mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	2	4	3	-	1	-	-	-	4	-	-	-	
sur mineur de plus de 16 ans, par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, (L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	4	3	-	-	1	-	-	3	-	-	-	
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	29	181	93	7	44	35	1	1	166	-	-	1	
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	1	6	-	-	1	5	-	-	5	-	-	-	
Viol :													
sur personne majeure (art. 375, § 1)	6	46	20	6	9	10	-	1	39	-	-	-	
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	2	12	2	-	5	5	-	-	16	-	-	-	
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	4	2	-	2	-	-	-	3	-	-	-	
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	2	6	2	1	2	1	-	-	5	-	-	-	
sur personne majeure, par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	2	1	-	1	-	-	-	2	-	-	-	
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	7	15	6	1	4	4	-	-	8	-	-	-	
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc. (art. 375 ³ , 377 ⁶)	1	8	1	3	4	-	-	-	7	-	-	-	
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	3	2	-	1	-	-	-	3	-	-	-	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	6	31	16	4	10	1	-	-	25	-	-	-	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	1	14	3	5	6	-	-	-	13	-	-	-	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	

Tableau I - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<u>Excitation à la débauche :</u>												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	9	13	10	-	1	2	-	-	11	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	1	7	4	-	1	2	-	-	7	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	2	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	3	2	-	1	-	-	-	2	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	1	4	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	1	4	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	3	-	-	1	2	-	-	-	-	-	1
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2, 402)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	73	1.319	495	33	259	528	1	3	29	-	10	23
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	2	28	4	6	15	3	-	-	2	-	-	-
Banqueroute frauduleuse (art. 489 § 2)	26	34	20	-	6	7	-	1	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)	2	7	3	-	-	3	-	1	1	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	3	3	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	4	6	3	2	-	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	3	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 513, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	3	7	1	-	-	-	-	6	-	-	-	-
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur, etc. (art. 525)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Délits</u>												
Recel d'inciviques - Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	10	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149, L. du 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Contrefaçon :</u>												
Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	5	1	-	-	1	-	3	-	-	-	1
Marques de bureau de garantie (Application frauduleuse); sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	-	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Timbres-postes et autres (contrefaçon, usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant : objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	14	294	202	1	7	63	5	10	-	-	-	1
Registre des logeurs et albergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignages en justice (art. 218, 220)	31	42	34	1	-	5	1	1	-	-	-	1
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	7	6	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	1	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	7	16	6	-	-	2	3	5	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	2	30	2	-	1	12	7	8	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaire (art. 233, 234, 236)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	-	9	8	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	3	11	4	-	1	3	2	1	-	-	-	1
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	3	4	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Corruption : offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	4	11	4	-	-	3	1	3	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art. 257)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus de faire agir (art. 259)	-	3	1	-	1	1	-	-	1	-	-	1
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du code civil)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	18	472	136	-	4	127	56	149	-	-	-	33
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	1	22	5	-	-	4	2	11	-	-	-	1
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officiers ministériels, agent de l'autorité (art. 276)	56	1.561	280	-	-	257	277	747	2	-	1	48
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (ART. 278, 279)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	5	176	51	-	-	54	21	50	-	-	1	6
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	9	1	-	-	2	1	5	-	-	-	1
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Fourniture pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (art. 299)	1	7	1	-	-	-	1	5	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	9	-	-	-	1	5	3	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gage (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrique (art. 309)	-	3	-	-	-	2	-	1	-	-	-	1
Coalition de fonctionnaire. Hausse et baisse des prix des marchandises (art. 311, 312)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Association de malfaiteurs (art. 323, § 2 et 324)	-	10	1	-	2	4	1	2	3	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	40	188	68	1	1	54	21	43	-	-	-	4
Evasion de détenus. Négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336 et 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	2	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Recel de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	1	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	14	2	-	-	9	-	3	-	-	-	-
Avertissement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Avertissement avec le consentement (art. 350, 351)	25	119	96	5	14	4	-	-	1	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	1	5	1	-	-	2	1	1	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardien (art. 355, 356, 357, 359)	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis, loi du 15 mai 1912, art. 60)	41	150	44	-	-	89	5	12	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 368)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-

- 10

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis art. 57 L. du 15 5 1912)	1	31	12	-	-	6	12	1	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	3	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 19 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 3 v. L. du 15 5 1912 art. 55)	-	17	7	-	2	8	-	-	4	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure</u>												
(art. 373 § 1 L. 15 5 1912 49 § 1)	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité etc (art. 373 § 1 et 377 § 3 L. 15 5 1912 49 § 1 52 § 3)	-	9	4	-	-	4	-	1	6	-	1	-
par plusieurs s'en aidant (art. 373 § 1 377 § 3 L. 15 5 1912 49 § 1 52 § 3)	-	2	1	-	-	1	-	-	2	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs</u>												
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379 § 1)	32	150	105	3	10	17	4	11	122	-	1	1
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité etc (art. 379 § 1 381)	4	15	11	1	1	-	-	2	12	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	3	20	14	-	-	1	2	3	17	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité etc (art. 380 381)	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	36	105	58	2	29	12	2	2	79	-	1	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité etc (art. 380 bis 381)	1	2	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	6	17	6	-	1	7	1	2	4	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité etc (art. 380 ter 381)	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	22	73	34	-	1	35	2	1	13	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	7	-	-	-	6	-	1	-	-	-	-
Ecrits ou images Vente impression annonces etc (art. 383 §§ 1 3 4 art. 384)	5	48	19	-	-	7	3	19	-	-	-	-
Publication (L. du 11 4 1920 arrêté du 29 mai 1936)	3	7	1	-	-	-	-	6	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383 §§ 5 9)	1	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2 L. du 29 1 1905)	2	3	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Ouvrage public aux moeurs (art. 385 § 1 386)	133	925	455	2	9	188	113	158	47	1	-	2
Ouvrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385 § 2 L. du 15 5 1912 art. 53)	21	148	75	1	2	42	8	20	23	-	-	-
Ouvrage public aux moeurs images figures ou objets indécents (art. 386 bis)	-	9	4	-	-	1	1	3	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	137	4.456	121	-	-	49	919	3.367	1	-	-	-
Abandon de famille (art. 391 bis)	75	418	121	1	-	259	21	16	-	-	-	-
Coups et blessures (art. 398 399 400 § 1 et 410 § 1)	715	3.658	735	5	30	537	742	1.609	3	-	2	4
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400 § 1 410 § 2)	1	3	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable (art. 398, 401 bis)	5	17	8	-	1	7	1	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402 405 410)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398 411 414)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401 411 à 414)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	113	545	394	-	21	66	15	49	-	-	-	-
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1.093	11.136	648	1	6	324	1.751	4.406	4	-	2	-
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	1	18	10	-	-	6	2	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	3	12	2	1	-	1	-	8	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	12	23	5	-	-	4	4	10	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434 435 436)	-	4	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un particulier avec menaces et violences (art. 439)	14	96	29	-	1	33	7	16	-	-	-	-
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité (art. 440 441)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile introduction furtive la nuit (art. 442)	5	7	2	-	-	1	2	2	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	40	119	36	-	-	10	32	41	-	-	-	-
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	24	11	-	-	6	2	5	-	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits écrits images emblèmes (art. 448)	-	6	1	-	-	-	2	3	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 457 458)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460 460 bis L. 14 5 1920 art. 3 b et c L. 13 10 1930 art. 17)												

TABLEAU 1 - 1963 (suite)

1
Vol (art. 463 à 466)
Fabrication de fausses clefs (art. 488)
Banqueroute simple (art. 489, § 1)
Faude dans les faillites (art. 490)
Abus de confiance (art. 491)
Abus de faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)
Escroquerie (art. 496)
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498 et 499)
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)
Effets de commerce fictifs (art. 509)
Chèques sans provision (art. 509 bis)
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512 §§ 2 et suivants, 514)
Incendie involontaire (art. 519)
<u>Destruction :</u>
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ou téléphones (art. 523, L. 13.10.30, art. 24)
de tombeaux, monuments, d'objets d'art (art. 526)
de titres publics ou privés (art. 527)
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)
de poissons ; empoisonnement (art. 539)
de clôtures (art. 545, 546)
Inondation (art. 549, 550)
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6e § 2, 463)
<u>Contraventions de police</u>
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2e et 3e)
Autres contraventions
<u>INFRACTIONS PREVUES PAR LES LOIS SPECIALES</u>
<u>1. - Ordre et sécurité publics</u>
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)
Témoins défaillants (Code d'instruction criminelle, art. 80, 157 et 189)
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)
Port illégitime du titre d'avocat (L. 30.8.1913)
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 83)
Offre ou provocation pour commerce des crimes ou délits (L. 7.7.1875, L. 25.3.1891, L. 28.7.1934)
Elections (lois électorales, art. 181 à 203, etc.)
Registre de la population (L. 2.6.1856, A.R. 30.12.1900, L. 6.2.1919, A.R. 14.10.1939)
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)
Règlement provincial

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
351	4.45	1.948	4	104	1.296	355	748	17	1	6	87
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
12	62	42	-	3	17	-	-	-	-	-	-
1	5	2	-	-	3	-	-	-	-	-	-
139	570	205	2	14	272	26	51	12	-	2	3
1	6	1	-	-	-	-	5	-	-	-	1
55	230	67	2	20	114	13	14	2	-	-	1
-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	38	10	-	-	3	6	19	-	-	-	-
7	69	3	-	-	-	8	58	-	-	-	-
145	342	151	1	7	73	41	69	-	-	1	-
25	148	77	-	-	48	8	15	-	-	-	-
32	150	49	-	-	27	34	40	-	-	-	-
48	181	12	-	-	132	5	32	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22	153	74	-	5	37	13	24	-	-	-	2
-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
3	15	-	-	-	2	5	8	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	82	18	-	-	11	28	25	-	-	-	-
4	3	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-
2	10	1	-	1	4	-	4	-	-	-	1
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	12	4	-	-	3	3	2	-	-	-	-
3	11	3	-	-	2	-	6	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25	218	20	-	1	42	42	113	-	-	-	1
2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	17	4	-	1	1	1	10	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29	129	-	-	-	3	27	99	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2
3	20	-	-	-	-	-	20	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	18	-	-	-	-	3	15	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	6	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Règlements communaux	-	16	1	-	-	1	8	6	-	-	-	-
Impôts (Lois et règlements)	69	2.491	57	2	59	113	33	2.227	-	-	-	-
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	38	3	-	2	31	1	1	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	7	238	7	-	-	136	21	54	-	-	-	-
Police des étrangers - (A.L. du 28.9.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	4	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	-	12	1	-	-	1	3	7	-	-	-	-
Organisation militaire	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Pigeons militaires (L.L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Recei de déserteurs (loi du 12.12.1817)	4	9	3	-	-	-	2	4	-	-	-	-
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934)	2	24	1	-	1	1	11	10	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc. ; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	25	334	20	-	1	20	124	193	-	-	-	-
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888	-	9	-	-	-	2	-	7	-	-	-	-
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monuments et sites (loi du 7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (loi du 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62)	-	3	-	-	-	1	1	1	-	-	-	1
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	2	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938)	1	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 15.11.1946)	6	10	-	-	-	-	2	8	-	-	-	-
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc., de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. du 30.1.1940)	46	330	12	-	-	1	171	151	-	-	-	-
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art. 8)	4	4	1	-	-	-	2	1	-	-	-	-
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1818; A.R. 22.9.1823)	86	832	22	-	-	3	186	315	-	-	-	-
Accès à la danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. - Santé publique												
Art de guérir (lois et règlements)	29	76	5	1	1	6	22	41	1	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Ivresse (A.L. du 14.11.1939)	187	1.330	245	-	1	417	87	580	-	-	-	-
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	7	359	6	-	6	26	5	316	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	1	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L. du 14.11.1939)	-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921)-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.R. 31.12.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sauf art. 23	3	14	2	-	-	1	1	10	-	-	-	-
Seul art. 23	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1963 (suite)

1
Falsification des denrées alimentaires (loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5 etc.)
Beurre, margarine, graisses préparées (loi du 8.7.1935)
Protection des eaux de boisson (loi du 14 août 1933, art. 5)
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935)
Distribution de lait (A.R. du 7.7.1939)
Salubrité publique
<u>3. Commerce et industrie</u>
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)
Registre du commerce (A.A. 30.7.1940, 11.8.1940, 18.10.1940)
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. du 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)
Recensement des stocks (A.R. 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêtés 28.2.1947 et 10.3.1950)
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)
Affichage des prix de vente (loi du 30.7.1923)
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935, Code de commerce, Livre I, titre V)
Sociétés commerciales (loi coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934)
Vente de marchandises neuves (loi du 20.5.1846)
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1936)
Vente à tempérament
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (loi du 1.4.1879)
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (loi du 5.5.1888, etc.)
Mines et extraction de toute nature (A.R. de coordination des lois du 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)
Matières explosives ou inflammables (loi du 15.10.1881; loi du 22.5.1886)
<u>4. Agriculture, animaux, chasse, pêche</u>
Infractions rurales, écharonnage, échenillage, etc. (Code rural, Loi du 7.10.1886)
Importation, transit et exportation des oeufs (loi du 14.7.1930; loi du 5.4.1934)
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. 19.7.1926; A.R. 20.8.1926)
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)
Art vétérinaire (loi du 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; loi du 23.5.1924)
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (loi du 30.12.1882)
Rage canine (A.R. 29.10.1908)
Protection des animaux (loi du 22.3.1929)
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (loi du 28.2.1882, art. 31 A.R. 25.10.1929)
Carte d'élève (A. 4.8.1941)
Chasse (loi du 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)
Permis de vendue (loi du 30.7.1922)
Pêche fluviale (loi du 19.1.1883; loi du 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (loi du 15.7.1931, etc.)

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
2	6	-	-	1	-	1	4	-	-	-	-
-	43	1	-	2	1	9	30	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	4	1	-	-	-	-	5	-	-	-	-
6	15	-	-	-	-	3	12	-	-	-	-
1	4	1	-	-	-	-	3	1	-	-	-
44	383	5	-	2	34	94	248	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	107	4	-	1	2	28	72	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
15	57	2	-	-	1	17	37	-	-	-	-
2	9	2	-	-	-	3	4	-	-	-	-
1	8	-	-	-	1	2	5	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	89	-	-	-	7	23	58	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
6	105	1	-	-	-	6	98	-	-	-	-
3	7	-	-	-	1	-	6	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
10	54	-	-	-	-	29	25	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
129	271	3	-	-	2	175	91	-	-	-	1
32	49	-	-	-	17	32	-	-	-	-	-
-	15	-	-	-	-	6	9	-	-	-	-
9	21	4	-	-	9	3	5	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	5	1	-	-	-	1	3	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
59	525	5	-	1	2	202	315	-	-	-	-
-	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
30	141	15	-	-	3	55	68	-	-	-	-
4	11	1	-	-	-	2	8	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
134	651	42	1	-	16	291	301	-	-	-	1
-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
-	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
4	18	-	-	-	-	3	15	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
5. Travail et prévoyance												
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	2	5	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-
Liberté d'association (loi du 24.5.1921 garantissant la...)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Réglementation des accidents de travail (loi du 24.12.1903, etc.)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlement d'ateliers (loi du 15.6.1896; loi du 14.6.1921; A.R. 20.6.1936)	5	43	-	-	-	1	16	26	-	-	-	-
Contrat d'emploi (loi du 7.8.1922; loi du 2.5.1929; loi du 28.9.1932)	-	9	-	-	-	-	7	2	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; loi du 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; loi du 7.4.36)	1	24	1	-	-	-	9	14	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30.4.1909, A.R. 4.7.1925)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Mesurage du travail (loi du 30.7.1901)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (loi du 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; loi du 20.7.1934; loi du 7.7.1936)	-	4	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Congés annuels payés (loi du 8.7.1938)	-	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et maxima de 48 heures (loi du 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	12	44	2	-	-	-	20	22	-	-	-	-
Repos dominical (loi du 17.7.1905; loi du 26.5.1914; loi du 14.6.1921; loi du 24.7.1927)	3	44	-	-	-	1	27	16	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les L.L. 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	1	5	-	-	-	-	2	3	-	-	-	-
Emploi de la céfusse (loi du 20.5.1926)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; loi du 16.5.1938)	6	55	19	-	-	1	24	11	-	-	-	1
Travail à domicile (loi du 13.2.1934; arrêté du 21.1.1941)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	43	113	1	-	-	3	36	73	-	-	-	-
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	7	-	-	-	-	2	5	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (loi du 14.7.1930; loi du 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution; loi du 15.12.1937)	2	31	2	-	-	2	3	24	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	8	23	4	-	-	1	6	12	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.8.1946 instituant le fonds de soutien des chômeurs involontaires	9	72	14	-	-	8	16	34	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 498)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (loi du 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Transport, voirie, communications												
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12.4.1835; loi du 24.6.1865; loi du 25.7.1891, etc.)	-	5	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voie, soulage et menageries (réglementation)	173	629	45	-	-	41	125	418	-	-	-	97
Assurance obligatoire véhicules automobiles (L. 7.1956)	136	1.409	242	-	-	165	179	823	2	-	-	518
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (loi du 1.8.1924, art. 3)	5	206	66	-	-	61	14	65	1	-	-	141
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (loi du 1.8.1924, art. 2)	-	6	-	-	-	3	1	2	-	-	-	5
Police maritime (réglementation)	-	115	12	-	-	6	25	72	-	-	-	-
Police des rivières et des ports	6	9	-	-	-	-	4	5	-	-	-	-
Inscription sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	20	162	1	-	-	13	75	73	-	-	-	-
Navigabilité aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1927)	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Telegraphes et téléphones (loi du 1.2.1851, etc.)	-	8	1	-	-	1	2	4	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT												
Crimes correctionnels prévus par le Code pénal	501	3.314	1.644	98	565	985	5	17	996	1	14	24
Délits prévus par le Code pénal	3.658	32.158	6.604	34	308	4.460	4.658	16.094	379	2	18	1.558
Contraventions de police prévues par le Code pénal	29	129	-	-	-	3	27	99	-	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	1.441	11.866	890	4	78	1.156	2.266	7.472	5	-	1	1.425
TOTAUX :	5.629	47.467	9.138	136	951	6.604	6.956	23.582	1.380	3	33	2.588

TABEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGANT EN PREMIER RECOURS - 1963

ARRONDISSEMENTS	Durée des sursis						TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1	4	-	101	-	1.102	1.203
Louvain	3	36	22	467	1	125	654
Nivelles	7	5	-	114	-	164	230
Anvers	13	32	1	1.750	-	104	1.909
Malines	-	13	-	250	-	25	294
Turnhout	1	8	-	623	-	7	639
Mons	7	31	-	522	-	198	758
Charleroi	3	15	-	746	1	374	1.139
Tournai	2	25	3	42	-	444	516
Gand	-	57	-	297	-	393	747
Audenarde	-	42	-	458	-	43	543
Termonde	-	62	-	691	-	192	945
Bruges	1	10	1	835	-	60	907
Courtrai	1	71	39	38	-	531	740
Furnes	1	86	12	7	-	3	109
Ypres	1	23	-	145	-	334	503
Liège	14	16	36	821	1	263	1.156
Huy	-	21	-	268	-	24	313
Verviers	4	54	157	42	-	22	279
Tongres	1	23	1	500	-	136	661
Hasselt	-	3	-	470	-	31	504
Arlon	17	1	162	31	-	18	226
Marche-en-Famenne	-	-	-	28	-	13	41
Neufchâteau	-	1	2	45	-	72	120
Namur	13	11	2	459	-	26	511
Dinant	32	9	2	274	-	67	272
Total :	122	656	500	10.033	3	4.775	16.043

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1963

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNES							
	1	Total des prévenus	Prévenus acquittés	Total des condamnés	à l'emprisonnement		à l'amende	
					conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition
	2	3	4	5	6	7	8	
<u>INFRACTIONS JUGÉES EN DEGRÉ D'APPEL</u>								
Délits prévus par le Code pénal :								
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1.504	558	946	11	8	290	637	
Infractions prévues par des lois spéciales	124	69	55	1	3	16	35	
	9.110	3.023	6.087	147	197	1.349	4.394	
Totaux :	10.738	3.650	7.088	159	208	1.655	5.066	
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	53.096	5.623	47.467	9.138	7.691	6.956	23.682	
<u>Récapitulation générale</u>								
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	63.834	9.279	54.555	9.297	7.899	8.611	28.743	

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1963

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	272	Gand	49	Verviers	12
Louvain	8	Audenarde	26	Tongres	28
Nivelles	5	Termonde	41	Hasselt	8
Anvers	68	Bruges	67	Arlon	13
Malines	1	Courtrai	9	Marche-en-Famenne	8
Turnhout	-	Furnes	7	Neufchâteau	8
Mons	7	Ypres	4	Namur	64
Charleroi	21	Liège	23	Dinant	33
Tournai	3	Huy	17		
				Total :	802

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NEVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOUSSAINT		
	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
INFRACTIONS PREVUES										PAR LE CODE PENAL																	
Crimes										correctionnalisés																	
Sûreté de l'Etat - Livraison de document, renseignements espion-nage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	239	23	216	32	4	28	9	-	9	127	30	97	14	4	10	2	1	1	53	11	42	36	27	46	28	7	21
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :																											
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	77	9	68	18	1	17	22	5	17	105	6	99	18	2	16	15	-	16	30	3	27	41	8	32	23	7	21
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	2	-	2	1	-	1	1	-	1	3	1	2	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :																											
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	14	1	13	1	1	-	1	-	1	9	2	7	1	-	1	-	-	-	1	-	1	4	1	3	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 42, § 2, 52, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	44	7	37	2	-	2	7	-	7	16	1	15	1	-	1	3	-	3	8	-	8	11	1	11	2	-	2
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	1
Viol :																											
sur personne majeure (art. 375, § 1)	8	1	7	2	-	2	-	-	-	7	1	6	1	-	1	2	-	2	7	-	7	4	-	4	-	-	2
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant auto-rité, etc. (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	4	1	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	1	1	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375 § 3, 377 § 6)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

A. FAITS INFRACTIONNELS	GAND			A. J. ENARDE			SERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YFRES			LIEGE			HUY		
	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés
111	24	3	31	32	33	34	35	32	39	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
INFRACTIONS PREVUES																											
Crimes														PAR LE CODE PENAL													
														correctionnalisés													
Sûreté de l'Etat - Livraison de document, renseignements espion-nage (art. 118, 120, 123 ter)																											
Recel de condamnés (art. 121)																											
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)																											
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 180, 181, 188)																											
Faux en écritures (art. 194 à 197)																											
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)																											
Rebellion en bande (art. 272)																											
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)																											
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)																											
Enlèvement de mineur (art. 364)																											
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :																											
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)																											
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)																											
par ascendant sur mineur non émancipé par la mariage (art. 372, § 2)																											
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :																											
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)																											
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)																											
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, § 2, 52, § 4)																											
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)																											
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)																											
Viol :																											
sur personne majeure (art. 375, § 1)																											
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)																											
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant auto-rité, etc. (art. 375, § 2, 377 quater)																											
sur personne majeure par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)																											
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 6)																											
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)																											
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)																											
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)																											
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375 § 3, 377 § 6)																											

NATURE DES INFRACTIONS	LIEUX			LIEUX			LIEUX			LIEUX			LIEUX			LIEUX			LIEUX			LIEUX		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des préve-nus	Acquit-tés	Con-dam-nés
	55	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
INFRACTIONS PREVUES																								
Crimes																								
Sûreté de l'Etat - Livraison de document, renseignements espion-nage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	25	11	15	13	33	24	13	3	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	9	-	9	2	1	1	19	7	12	43	17	26	16	5	11
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :																								
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	24	1	23	9	3	3	13	4	18	8	1	7	2	-	2	-	-	21	-	21	20	1	19	
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par la mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :																								
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	-	-	5	1	-	1	2	-	5	1	-	1	1	1	-	-	-	5	1	4	2	2	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 42, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	4	-	4	5	-	5	2	-	1	2	-	2	-	-	-	3	-	3	2	-	2	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viol :																								
sur personne majeure (art. 375, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	5	1	4	1	-	1	
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant auto-rité, etc. (art. 375, § 2, 377 quater)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375 § 3, 377 § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-

LITS

NATURE DES INFRACTIONS	L'AN			ALDENARNE			THERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	
Viol (suite) :																											
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)			2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	-	-	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377 § 6)				-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
sur enfant de plus de 10 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377 § 6)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Excitation à la débauche :																											
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Bigamie (art. 391)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Meurtre (art. 393)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Infanticide (art. 396)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410 § 2)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Arrestation arbitraire (art. 437)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)			46	27	-	2	31	3	4	66	3	83	46	-	46	10	1	9	13	1	12	170	5	165	14	1	
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)				1	-	1	3	-	2	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)			4	1	-	1	12	13	-	4	1	3	12	5	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux habités (art. 510)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)				-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (513, 514)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de construction (art. 521)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur etc. (art. 525)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recel d'inciviques. Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)				-	-	-	-	-	-																		
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)				-	-	-	-	-	-																		
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)				-	-	-	-	-	-				2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)				-	-	-	-	-	-																		
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)				-	-	-	-	-	-																		
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)				-	-	-	-	-	-																		
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)				-	-	-	-	-	-																		
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149; L. 13, 10, 1930, art. 18)				-	-	-	-	-	-																		
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)				-	-	-	-	-	-																		
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12, 10, 1930, art. 19)				-	-	-	-	-	-																		

DE

LITS

- 34 -

TABLEAU 4 - 1963 (suite)																											
NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
Viol (suite) :																											
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	1	-	1	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1			
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377 § 6)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
sur enfant de plus de 10 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377 § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Excitation à la débauche :																											
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	1	-	1			
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1			
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-			
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	23	-	23	29	-	28	36	8	15	23	4	19	11	-	11	5	-	5	54	1	53	21	-	21			
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-			
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1			
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie de lieux habités (art. 510)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-			
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (513, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Destruction de construction (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur etc. (art. 525)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
DE LITS																											
Recel d'inciviques, Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex. 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149; L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrefaçon :																											
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage)(art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	41	3	38	13	-	13	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	-	26	3	-	3	8	-	8	12	-	12	26	2	24	18	2	16
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	5	-	5	6	5	1	4	-	4	7	6	1	-	-	-	1	-	1	6	2	4	2	1	1	-	-	
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	3	-	3	-	-	-	8	4	4	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	5	1	4	1	1	-	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	
Coalition de fonctionnaires(art. 233, 234, 236)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	3	-	3	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art.248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité, Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	92	4	88	6	-	6	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	96	-	96	7	-	7	12	-	12	21	-	19	8	2	6	9	9	
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1	-	-	
Outrages envers officier ministériel agent de l'autorité(art.276)	229	6	223	26	-	26	35	1	34	220	-	226	17	-	17	47	4	43	103	1	102	84	4	80	49	43	
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

[illegible]

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT													
1	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrefaçon :																																			
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage)(art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	7	-	7	8	1	9	11	2	3	5	-	5	-	-	-	-	2	-	2	16	-	16	3	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausses déclarations par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	1	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coalition de fonctionnaires(art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art.248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	1	1	11	8	-	8	4	-	4	3	-	3	2	-	2	6	-	6	10	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers officier ministériel agent de l'autorité(art.276)	2	3	29	63	4	29	18	1	14	27	4	23	2	1	8	13	-	13	45	-	4	19	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ARCCC

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

[illegible]

44

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)																											
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	4		4	4		4	8	2	3										2		2	2		2			
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)																											
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1		1				1		1																		
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)																			1		1	1	1				
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)																						1		1			
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)																											
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)																											
Loteries non autorisées (art. 302, 303)				2		2													2		2						
Jeux de hasard (art. 305)				2	2																						
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)																											
Communications de secrets de fabrique (art. 309)																											
Coalition de fonctionnaires, Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)																											
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)																											
Inhumations (infractions) (art. 315)																											
Epizootie (art. 319 à 321)																											
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)				1		1																					
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	1		1	6	2	4	1	1		7	2	5	2		2	3		3	5	1	4	7	1	6			
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)																											
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)																											
Rupture de ban (art. 338)																											
Recèlement de criminels (art. 339)																											
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)										1	1																
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)																						1		1			
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)																											
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)				6	1	5																					
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)																											
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)																											
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	12	1	11	1		1	1		1	1		1							22	4	18	1		1			
Enlèvement de mineurs (art. 368)																											
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)							1		1										1		1	2		2			
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)																						1		1			
Enlèvement de fille de moins de 16 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L. 15.5.1912, art. 55)	1		1										1		1												
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :																											
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	1		1																								
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)				1		1																1		1			
par plusieurs'entraidant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)																											

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Attentat aux moeurs :																											
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	24	5	58	1	1		2			22	5	17	-	-	-	4	-	4	12	4	8	20	7	13	4	2	2
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	7	2	5				1		1	2		2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	4	1	3							1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	6	4	2	3	-	3
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)																					2	2					
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	29	4	25	1	-	1	3	1	2	23	2	21	1	-	1	3	1	2	2	-	2	9	3	6	6	3	3
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	1		1	1	-	1																					
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)			7	1	1														1	-	1	4	-	4	-	-	
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	3		3																								
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	45	10	35				2	1	2	4	-	4	-	-	-	-	-	-	2	-	2	3	-	3	-	-	
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382)	2		2	-															1	-	1	-			-	-	
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, §§ 1, 3, 4, art. 384)	12	1	11	2		2				6	-	6	4	-	4	-	-	-	2	1	1	3	-	3	4	1	3
Publications (L. 11.4.1936 : arrêté du 29.5.1936)	8	1	4																1	-	1	2	-	2	-	-	
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, §§ 5, 9)	1		1	-						1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	2	1	1							1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	122	19	103	16		15	1	6	1	162	15	147	18	4	14	29	10	19	56	6	50	40	11	29	77	7	70
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	12	3	9	3		3				31	6	25	2	1	1	5	-	5	5	-	5	12	3	9	2	-	2
Outrage public aux moeurs; images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	1		1				1		1	1		1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	1,083	15	1,055	102	6	96	86	2	84	664	15	649	75	10	65	28	-	28	259	6	253	514	7	507	101	3	98
Abandon de famille (art. 391 bis)	52		52	14	2	11	15	1	14	79	6	73	15	5	10	7	3	4	35	2	33	53	27	26	7	5	2
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	340	53	287	117	15	102	37	7	30	246	37	209	143	42	101	138	40	98	373	69	304	238	62	176	149	30	119
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410 § 2)																											
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)				2		2				3	1	2	-	-	-	-	-	-	7	2	5	2	1	1	2	1	1
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)																											
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)																			1		1						
Coups et bleasures provoqués (art. 398, 411, 414)																											
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)																											
Homicide involontaire (art. 419)	84	13	71	30	3	27	17	5	12	35	2	33	13	1	12	20	3	17	24	5	19	58	11	47	27	5	22
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1,227	68	1,152	878	47	831	123	21	105	1,332	44	1,238	549	38	511	269	23	246	557	64	493	329	63	266	196	11	185
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)				3	1	2				2	-	2	-	-	-	-	-	-	16	-	16	-	-	-	1	-	1
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)																											
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	8		8																						7	3	4
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	1		1				4			1	1	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	3	1	2	
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)																											
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	2	1	1	3		3				3	-	3	8	2	6	4	2	2	7	1	6	4	-	4	2	-	2
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)																											
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)										1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)							1	1		7	2	5	8	5	3	4	1	3	23	1	22	5	4	4	-	-	-

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Attentat aux moeurs :																											
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 2)	5	-	5	-	-	-	4	-	4	11	5	6	3	-	3	1	-	1	-	-	-	10	-	10	2	-	2
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	2	1	1	-	1
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	5	-	6	-	-	-	-	-	-	7	4	3	9	4	5	-	-	-	-	-	-	18	5	13	1	-	1
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	4	4	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	5	2	3	-	-	-	2	-	3	7	3	4	10	5	5	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, §§ 1, 3, 4, art. 384)	3	1	2	-	-	-	-	-	-	2	1	1	3	-	3	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-
Publications (L. 11.4.1936 : arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, §§ 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	35	-	35	11	1	10	38	1	2	116	12	104	49	8	41	18	6	12	43	4	39	76	4	72	14	2	12
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	5	-	5	1	-	1	13	3	10	29	2	27	15	1	14	2	1	1	4	-	4	12	-	12	1	-	1
Outrage public aux moeurs; images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	200	17	283	43	2	41	114	6	110	188	9	179	140	4	136	24	1	23	47	-	47	456	18	438	30	1	29
Abandon de famille (art. 391 bis)	27	3	24	11	-	11	23	9	14	31	5	26	18	-	18	3	2	1	13	-	13	32	-	32	6	-	6
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	253	24	229	173	21	152	369	40	312	288	29	259	322	25	297	89	26	63	105	7	98	212	23	189	15	3	12
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410 § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	35	8	27	15	4	11	53	1	22	23	5	18	27	5	22	3	2	1	10	1	9	65	11	54	13	1	12
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1,035	85	953	476	44	432	746	70	574	834	92	742	985	139	846	181	31	150	311	15	296	222	41	181	73	13	60
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	5	2	3	3	2	1	1	-	1	-	-	-	3	-	3	1	1	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	3	-	3	5	-	5	1	-	1	7	1	6	9	-	9	-	-	-	1	-	1	6	1	5	1	1	-
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	5	-	5	8	2	5	5	-	-	14	2	12	27	9	18	5	1	4	6	-	6	8	2	6	1	1	-

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIER			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79				
Attentat aux mœurs :																											
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	3	1	2	1		1	1		-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	2	8	2	-	2				
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)									-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	1	-	1				
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	1	-	1				
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	3	3							-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	1	-	1				
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2				
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	2		2				1		1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1				
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, §§ 1, 3, 4, art. 384)	2		2	3		3			-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-				
Publications (L. 11.4.1936 : arrêté du 29.5.1936)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, §§ 5, 9)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-				
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	10		10	25	2	22	11	3	15	2	13	1	-	1	3	1	2	45	9	36	12	-	12				
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	2		2	2	1	1	4		-	-	-	-	-	-	2	-	2	3	-	3	2	-	2				
Outrage public aux mœurs; images, figures, objets indécents (art. 386 bis)									1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1				
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	81	5	76	40	1	39	34	1	40	-	40	9	-	9	6	-	6	101	4	97	26	1	25				
Abandon de famille (art. 391 bis)	1		1	6		6			13	5	8	-	-	-	3	-	3	14	1	13	12	1	11				
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	116	19	97	207	58	139	210	30	66	10	56	9	-	9	27	4	23	59	11	48	82	13	69				
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410 § 2)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Homicide involontaire (art. 419)	21		1	40	10	10	10	10	12	1	11	2	-	2	7	1	6	21	5	16	16	5	11				
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	124	10	114	241	58	303	431	52	119	19	100	18	5	13	72	7	65	109	16	93	113	10	103				
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)									2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)									-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)									4	-	4	1	-	1	1	1	-	4	1	3	8	-	8				
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	1		1					4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)						1			1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Calomnie envers particulier (art. 444)			4		1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	2	1	1	6	2	4	3	-	3				

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

- 54 -

- 55 -

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	1	-	1	3	-	3	2	-	2	3	-	3
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol (art. 463 à 466)	587	34	553	197	8	189	96	5	91	828	43	785	73	9	64	101	5	96	277	14	263	305	34	271	69	4	65
Fabrication de fausses clefs (art. 468)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	13	1	12	-	-	-	2	-	-	19	-	19	-	-	-	-	-	-	1	-	1	4	1	3	1	-	1
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus de confiance (art. 491)	110	16	94	10	-	10	11	1	10	62	17	45	16	4	12	12	4	8	32	5	27	81	22	59	13	-	13
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	47	6	41	5	1	4	2	-	-	23	8	15	3	-	3	3	-	3	18	1	17	13	3	10	3	-	3
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	7	1	6	3	1	2	-	-	-	5	-	5	1	1	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	1	-	1
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	52	2	50	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	59	14	45	32	15	17	3	2	1	94	33	61	7	5	2	9	1	8	37	12	25	50	20	30	5	-	5
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	39	5	34	2	1	1	-	-	-	15	2	13	4	-	4	1	-	1	12	2	10	5	1	4	3	-	3
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	19	-	19	5	2	3	2	1	1	25	4	21	2	1	1	10	-	10	4	-	4	15	3	12	3	-	3
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	13	2	11	2	1	1	3	-	3	22	5	17	6	2	4	1	-	1	6	-	6	12	3	9	6	-	6
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chèques sans provision (art. 509 bis)	27	-	27	5	1	4	5	-	5	7	1	6	6	4	2	2	-	2	-	-	-	6	1	5	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et §§ suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie involontaire (art. 519)	1	1	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
<u>Destruction :</u>																											
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1930; art. 24)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de tombeaux, monuments; objets d'art (art. 526)	2	-	2	5	-	5	1	-	1	6	-	6	1	-	1	1	-	1	4	-	4	1	1	-	3	-	3
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	1	1	
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	1	-	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	- 1	-	- 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgarion méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et C; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	227	20	207	71	7	64	126	12	114	348	38	310	241	9	232	39	15	24	68	3	65	321	13	308	57	1	56
Fabrication de fausses clefs (art. 468)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 469, § 1)	2	-	2	1	-	1	6	2	4	2	-	2	3	1	2	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	41	3	38	13	3	10	9	2	7	24	8	16	31	4	27	11	3	8	7	1	6	80	8	72	13	4	9
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	19	4	15	2	-	2	5	-	5	19	4	15	17	5	12	-	-	-	9	1	8	33	8	25	2	-	2
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	6	-	6	3	-	3	1	-	1	9	-	9	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	3	-	3	3	2	1	-	-	-	8	-	8	3	3	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	27	6	21	12	3	9	3	-	3	25	3	22	23	3	20	-	-	-	10	-	10	29	6	23	-	-	-
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	7	-	7	3	2	1	5	-	5	2	-	2	9	1	8	-	-	2	6	1	5	19	2	17	2	-	2
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	11	3	8	5	1	4	8	4	4	9	2	7	11	2	-	1	-	1	9	3	6	7	1	6	6	-	6
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	6	-	6	2	1	1	3	2	1	16	2	14	4	1	3	6	2	4	6	1	5	25	1	24	3	-	3
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	11	-	11	4	1	3	6	1	5	22	5	17	16	1	15	1	-	1	3	-	3	12	-	12	3	-	3
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et §§ suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	- 1	-	- 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 510)	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-
Destruction :																											
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1930; art. 24)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	4	1	3	7	-	7	9	-	9	8	-	8	7	1	6	-	-	-	5	-	5	-	-	-	4	-	4
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	3	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1

MARCHE-EN-FAMENNE

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
1	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	-	-	-	-	
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et C; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol (art. 463 à 466)	104	8	96	120	19	101	125	4	121	82	8	74	18	3	15	25	2	23	212	23	189	89	10	79	-	-	
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	8	4	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	3	4	-	-	-	-	-	
Fraude dans les faillites (art. 490)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus de confiance (art. 491)	17	3	14	18	3	15	17	4	13	7	3	4	3	-	3	6	1	5	47	15	32	18	5	13	-	-	
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Escroquerie (art. 496)	14	3	11	15	5	10	11	2	9	1	-	1	-	-	-	2	-	2	15	3	12	4	1	3	-	-	
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	-	-	-	2	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	2	1	-	-	-	-	-	
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	10	4	6	9	1	8	14	3	11	6	3	3	1	1	-	1	-	1	17	10	7	4	-	4	-	-	
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	4	1	3	12	4	8	6	-	6	1	-	1	-	-	-	1	-	1	11	3	8	2	-	2	-	-	
Cel frauduleux d'objets trouvés, Détournement d'un trésor (art. 508)	6	-	6	4	-	4	6	3	6	1	-	1	2	-	2	-	-	-	6	1	5	2	1	1	-	-	
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	9	1	8	3	-	3	5	2	3	8	-	8	-	-	-	8	4	4	25	3	22	29	15	14	-	-	
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chèques sans provision (art. 509 bis)	5	1	4	6	1	5	3	1	2	3	-	3	-	-	-	3	-	3	15	3	12	4	1	3	-	-	
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et 55 suivants, 514)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie involontaire (art. 519)	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1	1	-	1	-	-	
<u>Destruction :</u>																											
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1930; art. 24)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de tombeaux, monuments; objets d'art (art. 526)	8	-	8	5	1	4	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	4	-	4	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NEUVES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Destruction (suite) :																											
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	2	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	18	1	17	17	5	12	4	1	3	18	1	17	3	2	1	2	-	2	17	1	16	6	1	5	12	-	12
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1	2	-	2
							Contravention de			police																	
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3° L. 4.8.1890, art. 5)	7	-	7	1	-	1	1	1	-	10	4	6	2	1	1	1	-	1	26	8	18	4	-	4	4	1	3
Autres contraventions (sauf art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
							INFRACTIONS PREVUES			PAR LES LOIS SPECIALES																	
							1. Ordre et			sécurité publiques																	
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Témoins défaillants (Code d'instruction criminelle (art. 80, 157 et 189)	3	-	3	-	-	-	2	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	2	2	-	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L.30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L.15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875; L. 25.3.1891; L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203 etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856; A.R. 30.12.1900; L. 6.2.1919; A.R. 14.10.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Règlements communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts (Lois et règlements)	727	12	715	83	2	91	8	-	3	248	12	236	41	-	41	42	2	40	80	-	80	160	3	157	32	-	32
Infractions aux arrêtés financiers du 6.10.1944	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	-	13	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	3	-	3
Police des étrangers (A.L. 28.9.1939)	46	4	42	2	-	2	1	-	1	15	-	15	-	-	-	34	-	34	10	-	10	16	-	16	8	-	8
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 31.1.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	1	-	1	-	-	-
Organisation militaire	2	-	2	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pigeons militaires (L.24.7.1923 et 15.4.1940)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de déserteurs (L.12.12.1817)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Milices privées interdites (L. 29.7.1934)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	8	3	5
Fabrication, vente, etc. et port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1	3	-	3	3	-	3	-	-	-

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

[illegible]

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIER			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMEN-NE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
Destruction (suite) :																											
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de clôtures (art. 545, 546)	2	1	3	2	-	2	2	-	3	4	-	4	2	-	2	5	2	3	2	-	3	4	3	1	-	-	
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	2	-	2	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
							Contravention de			police																	
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3° L. 4.8.1890, art. 5)	10	1	9	3	2	1	7	-	2	-	-	-	1	-	1	7	2	5	1	-	1	5	1	4	-	-	
Autres contraventions (sauf art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
							INFRACTIONS PREVUES			PAR LES LOIS SPECIALES																	
							1. Ordre et			sécurité publics																	
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Témoins défaillants (Code d'instruction criminelle art. 80, 157 et 189)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Port illicite du titre d'avocat (L.30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mendicité et vagabondage (L.15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875; L. 25.3.1891; L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203 etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Registres de la population (L. 2.6.1856; A.R. 30.12.1900; L. 6.2.1919; A.R. 14.10.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
Règlements provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
Règlements communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
Impôts (Lois et règlements)	58	1	57	37	5	32	47	4	4	42	-	42	10	-	10	20	1	19	66	-	66	59	5	54	-	-	
Infractions aux arrêtés financiers du 6.10.1944	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	10	-	10	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Police des étrangers (A.L. 28.9.1939)	4	1	3	10	1	6	36	1	36	9	-	9	-	-	-	1	-	1	6	-	6	7	-	7	-	-	
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 31.1.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	
Organisation militaire	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pigeons militaires (L.24.7.1923 et 15.4.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recel de déserteurs (L.12.12.1817)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Milices privées interdites (L. 29.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fabrication, vente, etc. et port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	3	-	-	

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NOUVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	51	3	43	10	-	10	3	2	3	16	2	14	18	-	18	11	1	10	21	2	19	36	1	35	15	2	13
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Monuments et sites (L. 7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	3	3	-	-	-	-	-	-	-	5	2	3	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	34	1	33	1	-	1	-	-	-	7	-	7	15	-	15	7	-	7	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918; A.R. 22.9.1923)	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	4	4	-	1	1	-	-	-	-	5	2	3	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.60)	102	4	98	41	6	35	14	1	13	83	6	77	33	5	28	54	2	52	36	5	31	37	6	31	18	3	15

2. Santé publique

Art de guérir (lois et règlements)	31	6	25	4	-	4	-	-	-	25	5	20	3	-	3	-	-	-	2	-	2	3	1	2	1	-	1
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	133	27	166	24	4	20	24	3	21	132	25	107	16	-	16	35	1	34	71	14	57	59	2	57	37	1	36
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	49	3	46	6	-	6	2	-	2	47	2	45	2	-	2	4	-	4	5	-	5	9	-	9	6	-	6
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930):																											
- sauf art. 23	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Prostitution, Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Beurres, margarine, graisses préparées (L. 8.7.1935)	4	-	4	-	-	-	2	-	2	3	-	3	2	-	2	1	-	1	2	-	2	-	-	-	7	-	7
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5 7.5.36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Salubrité publique	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1

[illegible]

2. Santé publique

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NEVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
3. Commerce et industrie																											
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	38	1	27	16	3	23	5	-	5	40	-	40	8	2	6	22	3	19	10	-	10	14	2	12	6	-	0
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940; 11.8.1940; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	3	-	3	4	-	4	1	-	1	6	1	5	1	-	1	3	-	3	5	1	4	6	1	5	2	-	2
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	26	-	26	6	-	6	1	-	1	8	-	8	2	1	1	2	-	2	6	-	6	1	-	1	1	-	1
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	22	-	22	3	1	2	1	1	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	75	-	75	1	-	1	4	1	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	6	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L.20.5.1946; 25.2.1935)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935; 30.3.1936)	14	1	13	8	2	6	1	-	-	6	2	4	1	1	-	9	1	8	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Vente à tempérament	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	21	2	19	10	3	7	11	14	3	105	35	70	7	2	5	12	5	7	1	-	1	3	3	-	1	-	1
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888)etc.	6	1	5	2	-	2	-	-	-	2	1	1	-	-	-	2	1	1	2	1	1	3	-	3	-	-	-
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	10	1	-	1	1	-	1
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Agriculture, Animaux, Chasse, Pêche																											
Infractions rurales : échardonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
3. Commerce et industrie																											
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	25	3	22	9	-	9	22	1	10	23	5	18	24	1	23	5	2	3	21	1	20	59	9	50	20	1	19
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940; 11.8.1940; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	2	-	2	1	-	1	3	2	1	3	-	3	14	2	12	5	5	-	1	-	1	1	-	1	2	1	1
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	3	-	3	15	-	15	-	-	-	2	-	2	18	1	17	2	-	2	5	-	5	3	-	3	1	-	1
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	3	-	3	8	-	8	2	-	-	19	-	19	6	1	5	-	-	-	2	-	2	6	2	4	4	-	4
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	7	3	4	2	-	1	-	-	-	11	1	10	4	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1946; 25.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935; 30.3.1936)	1	-	1	5	1	4	-	-	-	6	1	5	10	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente à tempérament	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	8	2	6	17	2	15	2	1	1	19	14	5	30	6	24	22	15	7	6	3	3	-	-	-	-	-	-
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888)etc.	2	-	2	11	2	3	2	1	1	7	-	7	4	-	4	1	-	1	24	23	1	5	-	5	1	1	-
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	9	5	13	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Agriculture, Animaux, Chasse, Pêche																											
Infractions rurales : échardonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	7	-	7	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-

2

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			CONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78				
3. Commerce et industrie																											
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	3	-	3	9	2	7	2	3	-	13	-	13	3	1	2	9	-	9	11	3	8	9	1	8			
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940; 11.8.1940; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	1	1	3	-	3				
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	2	-	-	1	-	1	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-			
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-			
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	3	-	3	4	1	3	2	1	1	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1				
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-			
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	-	-	-	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vente de marchandise neuve (L.20.5. 46; 25.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935; 30.3.1936)	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vente à tempérament	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	-	-	-	33	24	73	26	1	14	2	1	1	-	-	-	-	-	6	3	3	3	3	3	-			
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888)etc.	2	-	2	3	-	3	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	1	-	1	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	4	1	3				
4. Agriculture, Animaux, Chasse, Pêche																											
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	2	-	2				
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NEVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			FOURNAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	7	-	7	26	1	25	1	-	-	12	-	12	12	5	7	15	1	14	15	2	13	10	1	9	10	-	-
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	1	-	1	13	5	8	-	-	-	3	1	2	4	1	3	1	-	1	14	2	12	8	2	6	5	1	4
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	26	10	16	14	3	11	17	3	14	41	4	37	7	2	5	65	16	49	26	3	23	27	5	22	34	6	28
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	5	-	5	2	-	2	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
5. Travail et prévoyance																											
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	4	-	4	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	10	1	9	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	8	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	4	1	3	2	-	2	1	-	-	1	-	1	-	-	-	9	-	9	1	-	1	3	3	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	1	-	1	2	-	2	1	-	-	2	-	2	-	-	-	4	1	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	3	-	3	4	1	3	46	5	41	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	14	1	13	15	5	10	1	-	-	4	1	3	-	-	-	-	-	-	4	2	2	15	4	5	6	-	6

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	56
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	26	3	23	11	-	11	19	1	18	47	-	47	70	9	61	33	9	24	48	4	44	5	-	5	112	-	112
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	2	2	-	3	-	3	-	-	-	11	1	10	11	2	9	2	1	1	8	-	8	4	-	4	7	-	7
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	9	4	35	22	2	20	61	6	55	51	7	44	31	5	26	32	8	24	19	4	15	26	1	25	21	-	21
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L.5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	2	1	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-
5. Travail et prévoyance																											
Statut des commissions paritaires (A.L.9.6.1945)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Réparation des accidents de travail (L.24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	-	-	-	8	-	8	4	-	4	1	-	1	3	1	2	1	1	-	5	-	5	3	-	3	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	-	-	-	2	-	2	1	-	1	4	1	3	1	-	1	1	-	1	4	-	4	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	5	5	-	5	-	-	-	1	-	1	-	-	-	15	7	8	4	-	4	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	7	-	7	2	-	2	5	1	4	2	-	2	2	1	1	9	-	9	5	-	5	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	1	8	9	-	9	1	-	1	9	2	7	27	9	18	-	-	-

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	5	-	5	6	3	3	21	5	13	17	1	16	7	1	6	14	3	11	17	5	12	18	3	15
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	33	1	32	12	4	8	20	-	20	6	4	2	4	1	3	2	-	2	6	2	4	1	-	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	3	2	1	1	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	16	1	15	47	10	27	47	17	30	24	2	22	10	3	7	20	3	17	25	4	21	37	5	32
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Travail et prévoyance																								
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	1	-	1	3	-	3	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	1	-	1	2	1	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	6	-	3	12	7	5	6	3	3	5	2	3	-	-	-	1	-	1	4	4	-	4	2	2

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932 arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	9	-	9	4	-	4	-	-	-	5	1	4	-	-	-	2	-	2	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	2	2	2	1	7	1	-	-	5	-	5	10	1	9	6	-	6	-	-	-	2	-	2	2	2	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Transport, voirie, communications																											
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1836, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voie, roulage et messageries (réglementation)	33	6	27	25	4	21	3	1	3	41	10	31	24	10	14	8	2	6	29	8	21	25	9	16	17	6	11
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	165	3	162	65	4	61	31	2	29	146	13	133	28	6	22	53	7	46	108	10	98	162	18	144	30	2	28
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	29	1	28	9	1	8	-	-	-	16	1	15	11	-	11	9	-	9	4	-	4	18	-	18	7	-	7
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	3	3	-	97	1	96	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	23	1	22	11	1	10	1	-	1	7	3	4	9	1	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES														INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT													
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	740	72	668	101	10	21	81	7	54	459	55	404	54	8	46	63	6	57	176	20	156	296	45	251	86	20	66
Délits prévus par le Code pénal	5.252	309	4.943	1.635	119	1.418	513	30	452	4.133	268	3.865	1.013	149	864	743	98	645	2.047	211	1.836	2.007	329	1.678	810	80	730
Contravention de police prévues par le Code pénal	7	-	7	1	-	1	1	-	-	10	4	6	2	1	1	1	-	1	26	8	18	4	-	4	4	1	3
Infractions prévues par des lois spéciales	7.325	92	7.233	421	46	375	220	33	127	1.181	130	1.051	272	45	227	485	51	434	498	56	442	660	71	589	266	29	237
Totaux :	7.824	473	7.351	2.059	175	1.843	900	101	983	5.803	457	5.346	1.341	203	1.138	1.222	155	1.137	2.747	295	2.452	2.987	445	2.522	1.166	130	1.036

TABEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			THIEME			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932 arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	3	-	3	2	-	2	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	4	4	-	-	-	-	2	-	2	6	1	5	1	1	-	1	1	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	7	-	7	4	-	4	2	-	2	9	-	9	6	1	5	3	1	2	2	-	2	-	-	-	4	-	4
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Transport, voirie, communications																											
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1886, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voierie, roulage et messageries (réglementation)	111	10	101	33	2	25	47	12	35	48	16	32	46	10	36	16	3	13	23	6	17	60	9	51	7	1	6
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	56	3	53	13	-	13	37	1	28	78	10	68	47	4	43	5	-	5	14	-	14	157	6	151	35	2	33
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	15	-	15	2	-	2	10	-	10	7	-	7	30	2	28	3	-	3	2	-	2	11	-	11	4	-	4
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	19	-	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	27	-	27	4	-	4	28	5	21	12	3	9	36	1	35	6	-	6	7	1	6	1	-	1	2	-	2
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT																											
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	164	13	152	49	7	42	140	23	111	180	18	162	172	29	143	30	11	19	52	4	48	380	29	351	39	2	37
Délits prévus par le Code pénal	2.339	193	2.146	972	102	1.777	2.388	170	1.409	2.253	257	1.996	2.211	255	1.956	436	101	335	740	44	696	2.013	175	1.838	302	30	272
Contravention de police prévues par le Code pénal	2	1	1	10	1	9	15	3	18	14	-	14	8	-	8	13	2	11	7	-	7	4	1	3	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	742	67	675	319	30	289	536	559	577	731	104	627	897	98	799	249	77	172	336	59	277	1.023	71	952	310	7	303
Totaux :	3.247	274	2.973	1.361	140	1.217	2.430	261	1.219	3.178	379	2.799	3.288	382	2.906	728	191	537	1.135	107	1.028	3.420	276	3.144	651	39	612

TABLEAU 4 - 1963 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	SARREBOURG			LORRAINE			HAUT-RHIN			ARLON			MARCHÉ-ENFAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT					
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932 arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	-	2	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Transport, voirie, communications																											
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1836, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voierie, roulage et messageries (réglementation)	15	1	14	41	7	24	66	24	44	23	5	18	2	-	2	8	-	8	23	3	20	25	4	21	-	-	-
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	31	1	30	68	16	47	47	4	44	14	4	10	17	7	10	23	1	22	72	6	63	47	6	41	-	-	-
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	5	-	5	5	-	5	3	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	5	-	5	3	-	3	-	-	-
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	-	6	2	4	-	-	-	-	-	1	-	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT																											
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	37	13	74	113	42	71	77	17	21	46	5	41	17	2	15	29	7	22	136	22	114	67	3	59	-	-	-
Délits prévus par le Code pénal	627	40	807	1.022	200	222	361	123	225	443	60	383	81	10	71	210	28	192	864	152	732	402	70	422	-	-	-
Contravention de police prévues par le Code pénal	10	1	6	3	2	1	2	-	-	-	-	-	1	-	1	7	2	5	1	-	1	5	-	4	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	304	12	282	421	27	224	238	73	315	220	26	194	78	15	63	141	9	132	320	43	277	203	41	252	-	-	-
Totaux :	1.083	106	922	1.635	341	1.224	1.433	217	1.247	709	91	618	177	27	150	397	46	341	1.321	197	1.124	857	120	737	-	-	-

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT

Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	13	3	10	3	1	2	39	12	27
Contraventions de police prévues par le Code pénal	9	2	7	1	-	1	5	2	3
Infractions prévues par des lois spéciales	1.367	310	1.057	174	62	112	103	42	61
Totaux :	1.389	315	1.074	178	63	115	147	56	91
Totaux des infractions jugées en premier ressort	7.824	473	7.351	2.058	175	1.883	800	101	699
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	9.213	788	8.425	2.236	238	1.998	947	157	790

L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1963
en premier ressort et en degré d'appel

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
50	7	43	5	1	4	32	10	22	66	15	51	183	86	87	56	11	42
15	7	8	-	-	-	2	2	-	5	3	2	13	12	1	3	-	3
942	301	641	117	35	82	137	38	99	298	122	176	467	226	241	125	43	82
1.007	315	692	122	36	86	171	50	121	369	140	229	663	324	339	184	57	127
5.803	457	5.346	1.341	203	1.138	1.292	155	1.137	2.747	295	2.452	2.967	445	2.522	1.166	130	1.036
6.810	772	6.038	1.463	239	1.224	1.463	205	1.258	3.116	435	2.681	3.630	769	2.861	1.350	187	1.163

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	11	7	4	8	7	1	10	9	1
Contraventions de police prévues par le Code pénal	6	3	3	1	1	-	5	1	4
Infractions prévues par des lois spéciales	663	224	439	274	105	169	527	162	365
Totaux :	680	234	446	283	113	170	542	172	370
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.247	274	2.973	1.357	140	1.217	2.460	261	2.199
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3.927	508	3.419	1.640	253	1.387	3.002	433	2.569

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
18	12	6	52	22	30	2	2	-	3	1	2	226	74	152	84	25	59
7	5	2	1	-	1	2	1	1	2	1	1	4	2	2	1	1	-
526	170	356	390	151	239	87	32	55	164	56	108	648	221	427	237	100	137
551	187	364	443	173	270	91	35	56	169	58	111	878	297	581	322	126	196
3.178	379	2.799	3.288	382	2.906	728	191	537	1.135	107	1.028	3.420	276	3.144	651	39	612
3.729	566	3.163	3.731	555	3.176	819	226	593	1.304	165	1.139	4.298	573	3.725	973	165	868

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
1 ter	56	57	58	59	60	61	62	63	64
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	143	39	104	92	30	62	74	41	33
Contraventions de police prévues par le Code pénal	6	-	6	3	2	1	3	-	3
Infractions prévues par des lois spéciales	389	122	267	263	93	170	307	109	198
Totaux :	538	161	377	358	125	233	384	150	234
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1.088	106	982	1.635	341	1.294	1.460	218	1.242
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.626	267	1.359	1.993	466	1.527	1.844	368	1.476

ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
28	5	23	20	7	13	26	7	19	174	79	95	86	42	41
2	1	1	1	1	-	1	1	-	15	10	5	11	11	-
106	25	81	88	32	56	85	22	63	415	161	204	261	59	14
136	31	105	109	40	69	112	30	82	264	150	264	294	112	16
709	91	618	177	27	150	387	46	341	1.321	197	1.124	857	120	727
845	122	723	286	67	219	499	76	423	1.925	447	1.478	1.155	252	923

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JOUEANT

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS							
				A L'EMPRISONNEMENT							
				conditionnel de				Simple			
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	4 à 5 ans	2 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde (Primaires)			1.118	28	26	86	23	-	1	1	
(Récidivistes)			1.081	11	17	41	8	-	1	4	
Total :	2.460	281	2.199	39	43	127	29	-	2	5	
Bruges (Primaires)			1.468	22	34	149	75	-	-	2	
(Récidivistes)			1.331	9	14	111	91	-	1	-	
Total :	3.178	379	2.799	31	48	260	166	-	1	2	
Coutrai (Primaires)			1.434	22	43	131	58	-	-	-	
(Récidivistes)			1.412	16	18	53	35	-	-	-	
Total :	3.288	382	2.906	38	61	184	93	-	-	1	
Furnes (Primaires)			322	1	2	10	2	-	-	-	
(Récidivistes)			215	-	-	4	3	-	-	-	
Total :	728	191	537	1	2	14	5	-	-	-	
Ypres (Primaires)			572	6	12	37	24	-	-	-	
(Récidivistes)			453	7	9	18	10	-	-	-	
Total :	1.135	107	1.028	13	21	55	34	-	-	-	
Liège (Primaires)			1.356	70	80	200	204	-	1	-	
(Récidivistes)			1.788	21	39	151	143	-	2	4	
Total :	3.420	276	3.144	91	119	351	348	-	3	13	
Huy (Primaires)			299	2	12	36	39	1	-	1	
(Récidivistes)			313	4	5	35	23	-	-	1	
Total :	651	39	612	6	17	71	62	1	-	2	
Verviers (Primaires)			500	8	14	44	44	-	-	-	
(Récidivistes)			482	3	11	26	20	-	-	-	
Total :	1.088	106	982	11	25	70	64	-	-	-	
Tongres (Primaires)			771	15	26	91	113	-	-	-	
(Récidivistes)			523	8	13	45	59	-	1	-	
Total :	1.635	341	1.294	23	39	136	172	-	1	-	4
Hasselt (Primaires)			700	18	30	59	82	-	-	-	
(Récidivistes)			542	7	12	35	61	-	-	-	1
Total :	1.460	218	1.242	25	42	94	143	-	-	2	1
Arlon (Primaires)			335	5	10	14	16	-	1	1	
(Récidivistes)			283	4	4	111	6	-	-	1	1
Total :	709	91	618	9	14	25	22	-	1	2	1

EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1963 (SUITE)

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS							
				A L'EMPRISONNEMENT							
				conditionnel de				Simple			
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	4 à 5 ans	2 ans
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
5	10	9	31	13	-	523	50	292	17	44	-
14	12	35	105	27	-	125	9	649	19	36	-
19	22	44	136	40	-	648	59	941	36	80	-
7	9	29	66	9	-	272	8	762	22	52	-
19	7	28	118	58	1	118	4	721	25	27	-
26	16	57	184	67	1	390	12	1.483	47	79	-
4	3	13	38	11	-	225	29	803	112	40	-
12	17	38	87	43	-	108	2	932	49	19	-
16	20	51	125	54	-	333	31	1.735	161	59	-
-	1	1	8	6	-	61	5	183	40	3	-
3	1	1	15	7	-	21	-	145	15	2	-
3	2	2	23	13	-	82	5	328	55	5	-
1	1	5	15	4	-	256	17	181	13	18	-
1	2	9	29	14	-	102	5	243	5	9	-
2	3	14	44	18	-	358	22	424	18	27	-
24	19	50	89	30	-	121	13	417	12	66	-
69	57	109	249	123	-	103	5	678	15	49	-
93	76	159	338	153	-	224	18	1.095	27	115	-
2	1	5	10	6	-	105	11	61	6	3	-
9	2	7	39	13	-	30	7	127	6	8	-
11	3	12	49	19	-	135	18	188	12	11	-
4	4	22	22	19	-	88	5	209	17	15	-
12	4	41	68	58	-	15	1	210	10	19	-
16	8	63	90	77	-	103	6	419	27	34	-
5	4	21	43	27	1	207	10	190	18	12	-
8	8	25	65	30	-	70	4	179	4	14	-
13	12	46	108	57	1	277	14	369	22	26	-
5	2	6	33	23	-	149	2	271	20	12	-
10	6	23	56	46	-	49	-	226	8	10	-
15	8	29	89	69	-	198	2	497	28	22	-
3	6	13	29	12	1	112	15	87	10	9	-
3	10	18	35	16	-	29	3	137	5	4	-
6	16	31	64	28	1	141	18	224	15	13	-

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquit- tés	Nombre des condam- nés	CONDAM							
				A L'EMPRISON -							
				conditionnel de					sim -		
				6 mois à 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à - 5 ans	2 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Marche-en-Famenne (Primaires) (Récidivistes)			68 82	4 -	3 1	6 -	8 5	- -	- -	- 2	- -
Total :	177	27	150	4	4	6	13	-	-	2	-
Neufchâteau (Primaires) (Récidivistes)			165 176	3 5	2 2	11 6	29 16	- -	- -	2 1	- 1
Total :	387	46	341	8	4	17	45	-	-	3	1
Namur (Primaires) (Récidivistes)			512 612	13 3	17 7	87 58	99 73	- -	- 1	2 8	1 4
Total :	1.321	197	1.124	16	24	145	172	-	1	10	5
Dinant (Primaires) (Récidivistes)			337 400	16 6	7 10	51 35	58 55	- -	- -	- 1	1 1
Total :	857	120	737	22	17	86	113	-	-	1	2
Le Royau-me (Primaires) (Récidivistes)			23.558 23.909	632 359	965 579	2.210 1.488	1.886 1.204	11 4	12 22	37 65	63 135
Total :	53.096	5.629	47.467	991	1.544	3.698	2.890	15	34	102	198

Récapitulation des con-

à l'emprisonnement	conditionnel
	sans condition
à l'amende	conditionnelle
	simple

CONDAMNÉS												CONDAMNÉS			
NEMENT												ACCESSOIRES			
A L'AMENDE												A			
ple de						conditionnelle de				simple de		l'inter- diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter- diction de conduire
+ 6 mois à - 2 ans	6 mois	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	moins de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F				L. 1.27.11, 1891 art. 14, 15.5, 1912 art. 37	L. 9.4, 1930 art. 25	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
-	1	-	7	3	-	12	-	23	1	2	-	-	-	-	1
3	2	3	14	8	-	2	-	40	2	6	-	-	-	-	6
3	3	3	21	11	-	14	-	53	3	8	-	-	-	-	7
-	1	3	5	6	-	34	1	54	14	3	-	-	-	-	9
2	3	4	16	17	-	10	1	80	12	1	-	-	-	-	10
2	4	7	21	23	-	44	2	134	26	4	-	-	-	-	19
4	2	6	29	11	-	94	11	150	6	27	-	-	-	-	16
16	9	30	97	64	-	46	3	183	5	14	-	-	-	-	32
20	11	36	126	75	-	140	14	318	11	41	-	-	-	-	48
2	2	11	16	8	-	71	25	63	6	21	-	-	-	-	19
4	2	12	60	41	-	32	12	117	12	12	-	-	-	-	44
6	4	23	76	49	-	103	37	180	18	33	-	-	-	-	63
183	151	400	761	301	13	4.745	429	9.945	1.014	760	-	-	-	4	1.136
570	388	1.071	2.291	1.215	13	1.676	106	12.089	634	621	2	29	2	29	1.751
753	539	1.471	3.052	1.516	26	6.421	535	22.034	1.648	1.381	2	33	2	33	2.887

damnés jugés en premier ressort en 1963

plus de 2 ans	9.138
plus de 6 mois à 2 ans	136
de 6 mois et moins	951
	6.604
	6.956
	23.682
Total des condamnés	47.467

T A B L E A U 6 - R E C H U T E S A P R E S U N E C O N D A M N A T I O N C O N D I T I O N N E L L E - 1 9 6 3

PEINE NOUVELLE ENCOURUE	Durée du sursis qui avait été accordé							TOTAL
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	8	
Correctionnelle (ou criminelle)	2	3	4	5	6	7	8	
<u>Emprisonnement de :</u>								
plus d'un mois à moins de 6 mois	2	10	4	267	-	345	628	
6 mois à moins de 3 ans	1	6	7	99	-	127	240	
3 ans et plus	-	-	-	6	-	9	15	
Total :	3	16	11	372	-	481	883	

TABEAU 7 - CONSEILS DE GUERRE ET LA COUR MILITAIRE - CONDAMNATIONS DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS - 1963

[illegible]

[illegible]

TABLEAU 7 - 1963 (suite)

[illegible]

Tableau 7 - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Incendie de lieux inhabités (art. 511, 514, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de machines ou appareils télégraphiques ou téléphoniques (art. 523, L. 13.10.1930, art. 24)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de tombeaux, monuments, etc. (art. 526)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 528)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de marchandises ou matières premières (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction des liens ou obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de récoltes, plantations (art. 535)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de clôtures (art. 545, 546)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CONTRAVENTIONS														
Contraventions diverses (sauf art. 561, § 2 et 3)	3	6	-	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-	-
INFRACTIONS PREVUES PAR DES LOIS SPECIALES														
I. - ORDRE ET SECURITE PUBLICS														
Impôts (lois et règlements)														
Registres de la population (lois et arrêtés)	1	9	-	-	-	-	2	2	4	-	-	-	-	-
Protection des pigeons militaires (L. 24.7.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7-17)	3	6	-	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-	-
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port (L. 3.1.1933; L. 29.7.1934; L. 5.5.1936; A.P. 21.12.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des étrangers (L. 28.3.1952)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Témoins défaillants (C. Instr., art. 80, 157, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance L. 10.3.35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux - 18 ans L. 15.7.1960	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. - SANTE PUBLIQUE														
Ivresse publique (A.L. 14.11.1939)	12	108	-	-	-	-	15	12	45	-	-	-	-	-
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III. - COMMERCE ET INDUSTRIE														
Réglementation des constructions privées (A. 2.12.1946)														
IV. - AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PECHE														
Chasse L. 28.2.1882, modifiée par L. 4.4.1900, sauf article 31	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques; insectes nuisibles (L. 30.12.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 29.2.1928)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
V. - TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835; L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	8	29	-	-	-	11	4	1	13	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messagerie (20.8.25)	43	292	-	-	1	18	21	100	152	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphe et téléphone (L. 1.3.1851, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance obligatoire véhicules automobiles (L. 1.7.56)	-	14	-	-	-	5	1	4	4	-	-	-	-	-
CODE PENAL MILITAIRE														
Dénunciation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Désertion	3	285	-	-	17	61	207	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de poste	1	29	-	-	-	4	25	-	-	-	-	-	-	-
Insubordination	2	115	-	-	-	21	94	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'obéissance	-	20	-	-	-	1	19	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	-	17	-	-	-	5	12	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	-	17	-	-	-	6	11	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers une sentinelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou reproduction d'effets militaires	-	3	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-

Tableau 7. - 1963 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires Vol qualifié d'effets militaires Révolte Crimes Délits Contraventions Lois spéciales Code pénal militaire	3	61	-	-	-	26	22	3	10	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	18	112	-	1	2	64	44	-	1	-	-	-	-	1
	76	769	-	-	-	201	134	166	213	-	-	47	-	-
	3	5	-	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL :	68	461	-	-	1	71	43	120	226	-	-	-	-	-
	9	547	-	-	17	124	392	3	11	-	-	-	-	-
	174	1.895	-	1	20	460	663	291	460	-	-	47	-	1

- 105 -

TABLEAU 8 - CONdamnATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE 1963

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES								PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	Peines privatives de liberté					Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale
			de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simples						
					condi- tionnelles	simples								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Bruxelles	456	-	-	17	113	215	53	58	-	-	7	-	-	
Gand	255	-	1	-	57	71	68	58	-	-	13	-	-	
Liège	261	-	-	1	61	107	42	40	-	-	9	-	-	
En campagne	785	-	-	1	176	221	107	280	-	-	15	-	-	
Total :	1.747	-	1	19	407	614	270	460	-	-	44	-	-	
Cour militaire :	143	-	-	1	53	49	21	24	-	-	3	-	1	
Total général :	1.895	-	1	20	460	663	291	460	-	-	47	-	1	

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain — BRUXELLES 1

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1963

N° 2

Novembre 1965



SOMMAIRE

Activité des Cours et tribunaux	P.	1
Grâces et libérations conditionnelles		57
Défense sociale		63
Actes notariés		71
Déchéance du droit de conduire un véhicule		77

Année 1963

A - Affaires pénales

1° Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1. - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1963)

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès verbaux entrées au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATION ET PROCES-VERBAUX							
		Nombre des Affaires							
		Communi- quées au juge d'instruc- tion	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe	ren- voyées devant une autre juri- diction	laissées sans poursuite	terminées par			trans- actions acceptées (1)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	84.396	3.512	4.520	101	992	5.794	14.918	52.841	2.272
Louvain	13.820	414	1.701	43	87	656	3.090	7.571	601
Nivelles	10.116	394	427	1	79	1.769	2.530	4.658	305
Anvers	64.896	1.830	3.231	144	358	4.318	37.128	15.955	864
Malines	13.606	604	1.230	39	47	1.885	3.901	4.995	679
Turnhout	13.316	318	943	1	44	1.359	1.790	8.243	512
Mons	22.736	1.046	1.684	5	77	2.227	3.679	14.047	407
Charleroi	28.695	2.544	1.683	200	224	4.136	5.452	15.112	247
Tournai	11.429	600	987	4	31	1.332	2.141	5.519	325
Gand	33.073	1.236	2.983	78	124	3.013	8.550	18.093	1.334
Audenarde	8.696	596	1.093	47	16	1.268	1.859	3.488	165
Termonde	21.993	911	3.046	38	75	3.018	4.513	10.748	1.245
Bruges	31.403	943	2.740	28	86	3.705	12.488	10.273	1.170
Courtrai	18.927	899	2.680	52	90	3.027	2.488	8.526	1.147
Furnes	6.668	210	707	4	17	1.273	2.202	2.198	216
Ypres	6.202	197	937	23	23	380	1.720	2.892	108
Liège	31.873	2.849	2.316	8	427	6.552	13.767	6.032	360
Huy	7.080	206	412	2	52	1.459	1.322	3.571	55
Verviers	11.459	737	981	21	119	3.507	1.751	4.436	53
Tongres	13.871	474	712	4	26	4.132	2.632	5.636	119
Hasselt	13.541	488	963	13	26	2.255	2.647	6.575	589
Arlon	5.734	321	536	-	39	1.885	760	2.337	16
Marche-en- Famenne	3.506	135	90	2	18	1.514	501	1.436	26
Neufchâteau	3.947	195	257	-	20	890	350	2.087	74
Namur	13.260	696	1.414	4	104	2.764	3.214	4.914	199
Dinant	8.860	386	881	6	60	2.746	1.016	3.602	73
Totaux	503.103	22.740	39.154	868	3.261	66.864	136.409	225.785	13.427

(1) Voir aussi tableau 1 bis.

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1963)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	2.484	2.272	2.988.764
Louvain	623	601	380.324
Nivelles	315	305	197.800
Anvers	876	864	464.150
Malines	703	679	320.020
Turnhout	529	512	201.650
Mons	447	407	189.210
Charleroi	278	247	199.600
Tournai	*	325	*
Gand	1.354	1.334	659.410
Audenarde	168	165	93.120
Termonde	1.320	1.245	1.262.647
Bruges	1.492	1.450	854.008
Courtrai	1.200	1.147	957.800
Furnes	209	216	123.900
Ypres	108	108	40.400
Liège	459	365	217.450
Huy	59	55	33.800
Verviers	53	46	38.600
Tongres	133	119	54.000
Hasselt	589	549	312.850
Arlon	16	15	11.400
Marche-en-Famenne	26	23	16.550
Neufchâteau	75	74	35.650
Namur	204	199	118.100
Dinant	87	73	16.000
Totaux :	13.807	13.395	9.787.203

(1) Voir tableau n° 1, col. 10

* non communiqué

Tableau n° 2. - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINEES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1963)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES									
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES						renvoyés à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel	TOTAL	
	de renvoi devant					d'internement				de non-lieu à poursuivre
	la chambre des mises en accusation	le tribunal correctionnel	le tribunal de police sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la Loi du 4 octobre 1867	après instruction	une autre juridiction					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	-	2.513	163	43	15	50	682	25	-	3.491
Louvain	1	223	3	-	14	13	132	2	-	388
Nivelles	-	197	459	1	-	6	76	5	-	744
Anvers	2	1.277	1.037	-	15	83	371	38	-	2.823
Malines	1	213	243	-	-	10	110	7	-	584
Turnhout	-	187	230	-	9	23	92	11	-	552
Mons	-	580	662	7	1	14	208	151	1	1.624
Charleroi	-	1.775	2.607	14	29	51	548	10	-	5.034
Tournai	-	361	497	5	5	18	192	8	-	1.086
Gand	5	759	-	1	6	25	340	128	2	1.266
Audenarde	3	249	-	2	10	5	210	-	-	479
Termonde	3	411	-	-	5	10	247	214	-	890
Bruges	-	663	12	-	2	23	259	11	-	970
Courtrai	2	726	770	-	4	4	270	-	1	1.777
Furnes	1	98	14	-	9	4	116	-	-	247
Ypres	-	120	-	-	-	2	69	-	-	181
Liège	3	1.683	3.567	186	-	41	317	634	-	6.151
Huy	2	117	561	2	7	3	72	-	-	764
Verviers	-	360	982	72	2	7	211	3	-	1.637
Tongres	2	359	949	109	-	4	99	7	-	1.629
Hasselt	-	306	588	52	6	-	130	7	-	1.079
Arlon	1	184	611	41	10	9	78	3	-	92
Marche-en-Famenne	-	284	221	24	47	-	79	7	-	611
Neufchâteau	-	86	143	26	-	3	59	15	-	331
Namur	1	364	1.058	102	1	16	164	27	-	1.714
Dinant	-	212	549	46	16	5	143	-	-	967
Totaux	27	4.308	15.926	733	213	429	5.274	1.313	4	38.297

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRETS (1963)

NOMBRE DES ARRETS	Cours d'appel			Total
	Bruxelles	Gand	Liège	
1	2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés (aux assises)	22	18	25	65
Portant renvoi (au tribunal correctionnel)	10	7	8	25
(au tribunal de police)	13	12	19	44
(devant une autre juridiction)	-	-	2	2
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	-	1	1	2
Prévenu décédé	20	15	28	63
Totaux	65	53	83	201
Statuant sur des demandes en { Octrois	1.587	710	453	2.750
réhabilitation { Rejets	61	41	128	230
Totaux	1.648	751	581	2.980

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT
ETE SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1963)

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMEES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL
		pour avoir déclaré		pour fausse qualifica- tion des faits	pour vice de forme	pour autres motifs	
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre				
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	659	96	57	1	-	88	901
(auxquelles il a été (par le ministère public	21	28	4	2	1	2	58
formé opposition (par les parties civiles	75	20	2	-	1	-	98
2° Ordonnances ou dont il a été (par les prévenus	17	-	-	-	-	-	17
rendues sur le interjeté (par les inculpés art. 8	-	-	-	-	-	-	-
fond des appel (L. 9. 4. 1930	-	-	-	-	-	-	-
affaires dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'Instruc- tion criminelle	17	-	-	1	-	1	19
(Bruxelles	399	75	19	-	-	-	493
Cour d'appel (Gand	197	40	44	4	2	13	300
(Liège	193	29	-	-	-	78	300
Totaux	789	144	63	4	2	91	1.093

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition : Bruxelles 0 - Gand 7 - Liège 4

Détention préventive
Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES
CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES (1963)

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préven- tive- ment	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée in- connue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	9	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-
Anvers	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Hainaut	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Flandre orientale	7	7	-	-	-	-	-	-	-	4	3	-
Flandre occidentale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	6	6	-	-	-	-	-	-	2	4	-	-
Limbourg	3	3	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-
Luxembourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre des condamnés	30	30	-	-	-	-	-	-	4	9	17	-
Nombre des acquittés	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	32	32	-	-	-	-	-	-	4	9	19	-

Tableau n° 6. - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1963)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	7	5	2	-	-
Gand	4	2	-	1	1
Liège	-	-	-	-	-
Totaux	11	7	2	1	1

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES
DES MISES EN ACCUSATION (1963)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles					
Gand					
Liège					
Totaux					

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1963)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES déchargés des poursuites par les chambres du conseil						PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement						PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires						PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels acquittés																	
	DUREE de la détention préventive						DUREE de la détention préventive						DUREE de la détention préventive						DUREE de la détention préventive																	
	Moins de 1 mois		De 1 à 2 mois		De 2 à 3 mois		De 3 à 6 mois		De 6 mois et +		Moins de 1 mois		De 1 à 2 mois		De 2 à 3 mois		De 3 à 6 mois		De 6 mois et +		Moins de 1 mois		De 1 à 2 mois		De 2 à 3 mois		De 3 à 6 mois		De 6 mois et +							
	Total	2	3	4	5	6	7	Total	8	9	10	11	12	13	14	Total	15	16	17	18	19	20	Total	21	22	23	24	25	Total	26	27	28	29	30		
1																																				
Bruxelles							682	471	140	39	29	3										20	14	6												
Louvain							48	14	14	6	7	7										2		1	1											
Nivelles							14	2	8	1	1	2																								
Anvers	2						165	92	61	5	4	3										4	2	2												
Malines	2						17	1	10	4	2																									
Turnhout	1						34	11	18	4	1																									
Mons							107	20	46	16	20	5																								
Charleroi	1						172	126	34	12												3	2	1												
Tournai							32	1	26	3	2																									
Gand							162	46	74	18	9	15																								
Audenarde							73	39	16	18												2	2													
Termonde							116	56	42	9	7	2										1	1													
Bruges	1						212	54	102	33	18	5										8	5	3												
Courtrai	6						170	83	61	13	11	2																								
Fumes	4						14	5	7	1	1																									
Ypres							43	20	21		2																									
Liège	4						414	44	255	76	33	6										4	1	3												
Huy							53	21	29	3																										
Verviers							82	33	32	7	6	4																								
Tongres							59	22	21	8	7	1										2														
Haselt							42	10	21	7	2	2																								
Arlon							84	36	35	7	5	1																								
Marche-en-Famenne							14	6	2	2	1	3																								
Neufchâteau							9	2	5	1	1																									
Namur							71	5	43	10	12	1																								
Dinant							53	21	19	8	5																									
Totaux	21	12	-	2	7	-	2.942	1.241	1.142	311	186	62	20	14	6	-	-	-	-	-	-	63	32	31	7	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau n° 9. - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE (1963)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	Tribunaux	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	66.500	58.520	16.969.750	Turnhout	3.490	3.035	787.850
Asse	1.593	1.555	365.450	Arendonk	975	794	177.450
Hal	4.204	3.972	1.161.500	Herentals	1.760	1.652	425.150
Sint-Kwintens-Lennik	900	820	212.400	Hoogstraten	873	639	132.300
Vilvorde	1.118	2.285	577.000	Mol	3.200	2.905	641.990
Wolvertem	1.453	1.398	355.050	Westerloo	703	671	146.750
Totaux	77.068	68.550	19.641.150	Totaux	11.001	9.696	2.311.490
Louvain	8.000	7.661	1.978.558	Mons	9.000	8.272	2.278.400
Aarschot	1.242	1.152	270.250	Boussu	*	*	*
Diest	1.399	1.262	317.360	Chièvres	260	233	56.800
Glabbeek	475	455	101.900	Dour	*	*	*
Haacht	572	505	113.950	Enghien	840	774	347.950
Landen (1)	335	278	64.060	La Louvière	2.432	2.261	654.910
Tirlemont	2.024	1.867	472.900	Lens	576	513	137.600
Léau	706	561	162.250	Pâturages	*	*	*
Totaux	14.753	13.749	3.481.228	Roeulx	4.207	3.970	1.022.800
Nivelles	3.600	2.766	1.207.000	Soignes	2.492	2.294	719.550
Genappe	820	796	310.550	Totaux	19.807	18.317	5.218.010
Jodoigne	1.495	1.278	389.000	Charleroi	8.100	6.744	2.483.030
Perwez	328	264	64.000	Beaumont	675	566	156.900
Wavre	2.590	2.420	1.094.150	Binche	1.840	1.724	436.010
Totaux	8.833	7.524	3.064.700	Châtelet	2.800	2.582	826.800
Anvers	46.000	40.852	11.348.700	Chimay	541	455	134.000
Boom	2.371	2.158	637.450	Fontaine-	-	-	-
Brecht	1.900	1.697	399.300	l'Evêque	2.150	1.432	513.460
Kontich	3.500	3.132	850.000	Gosselies	3.361	2.596	1.099.010
Zandhoven	2.220	1.969	427.150	Merbes-le-	-	-	-
Totaux	55.991	49.868	13.662.600	Château	426	263	68.100
Malines	3.600	3.467	798.225	Seneffe	1.321	1.058	264.800
Duffel	1.003	858	269.500	Thuin	540	436	121.000
Heist-op-den-Berg	1.085	1.040	319.520	Totaux	21.754	17.856	6.103.113
Lierre	1.300	1.097	420.380				
Puurs	1.439	1.346	352.950				
Totaux	8.427	7.808	2.160.575				

(1) Modification du ressort territorial - L. du 9.8.1963

* Cantons de Boussu, Dour, Pâturages absorbés par le canton de Mons à partir du 1.10.1962

- 10 -
Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Fourni	2.275	1.119	726.430	Bruges	19.500	18.477	4.380.000
Andeg	301	464	193.800	Ardoosie	820	790	196.000
Adi	937	757	210.200	Ostende	4.970	4.676	1.276.000
Celles	336	317	67.100	Ruiselede	529	506	156.100
Comines *	230	208	72.650	Tielt	1.060	1.011	303.000
Elebeq	171	153	32.400	Torhout	2.158	2.062	477.200
Ernaes	424	394	89.250				
Leefines	784	749	192.500				
Lenze	1.967	1.855	664.750	Totaux	29.037	27.522	6.769.750
Mouscron *	2.168	1.949	536.335	Courtrai	3.374	3.045	901.000
Nevele	870	803	202.300	Avelgem	549	520	149.000
Quenhuamps	1.510	1.098	254.500	Harelbeke	2.928	2.823	832.000
Templauve	1.360	978	289.250	Izegem	901	803	263.000
Totaux	12.303	11.754	3.441.485	Menin	3.266	3.025	667.100
Cand	19.000	18.392	3.942.034	Meulebeke	304	291	68.770
Assenede	1.441	1.258	290.920	Mouscron	*	*	*
Deinze	2.640	2.507	664.420	Moorsele	364	347	81.650
Eekle	2.380	2.246	642.800	Oostzebeke	777	760	205.500
Kaprijke	590	539	113.500	Roulers	2.000	1.785	522.150
Kruishoutem	864	789	195.520				
Lochristi	2.152	2.049	554.875				
Nazareth	1.388	1.363	299.550	Totaux	14.463	13.399	3.692.800
Nevele	1.083	949	239.350	Furnes	3.209	3.135	580.100
Oosterzele	1.850	1.706	514.270	Dixmude	850	837	201.800
Waarschoot	530	496	123.300	Haringe	473	425	101.000
Womergem	575	543	146.750	Nieuport	1.766	1.713	412.800
Totaux	34.443	29.847	7.732.089	Totaux	6.298	6.110	1.295.700
Andenarde	1.316	1.215	293.350	Ypres	1.847	1.778	474.850
Andenonr	820	720	198.725	Hooglede	380	369	99.900
Lezdele	1.920	1.739	370.640	Messines	734	670	285.000
Reiderbrakel	548	521	132.370	Passendale	666	634	171.450
Alpore	1.045	971	269.085	Poperinge	710	682	200.700
Genlix	1.197	1.124	351.800	Wervik	1.018	917	350.010
Horsbeke-Ste-							
Ande	470	401	95.750	Totaux	5.355	5.050	1.382.50
Ande	931	777	199.245	Liège	16.275	13.074	3.690.000
Totaux	8.162	7.379	1.910.985	Dalhem	600	497	28.100
Andenarde	1.000	1.058	355.900	Fexhe-Slins	931	819	220.200
Alost	3.141	2.965	1.031.545	Fléron	1.900	1.474	415.500
Brasson	1.971	1.542	532.901	Hollogne-aux-			
Hamme	1.028	945	325.430	Pierres	923	809	205.500
Lokeren	1.171	1.051	367.720	Louveigné	510	416	162.070
Sint-Nicolas-Waas	1.500	1.305	343.900	Seraing	2.152	1.833	501.500
Sint-Nicolas	2.825	2.688	800.110	Waremmes	1.604	1.569	422.100
Sint-Nicolas	1.737	1.558	522.352				
Sint-Nicolas	1.427	1.297	371.650	Totaux	24.895	20.504	5.675.301
Tele	554	836	280.975				
Totaux	16.854	15.225	4.932.483				

* Modification du ressort territorial - L. du 9. 8. 1963

- 11 -
Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	2.061	1.333	493.840	Marche-en-			
Ferrières	120	107	34.820	Famenne	334	298	65.850
Hannut	875	736	171.550	Durbuy	170	143	31.790
Jehay-Bodegnée	432	344	88.450	Erezée	178	158	40.450
Landen *	236	191	44.760	Houffalize	243	219	59.280
Nandrin	932	754	178.200	Laroche	204	172	41.400
				Nassogne	136	124	31.600
				Vielsalm	132	120	26.000
Totaux	4.656	3.365	1.011.620	Totaux	1.397	1.234	296.430
Verviers	1.486	1.387	367.860	Neufchâteau	349	291	103.350
Aubel	476	390	127.400	Bastogne	683	641	195.090
Dison	344	304	81.200	Bouillon	421	362	91.850
Eupen	1.145	810	270.510	Paliseul	226	198	51.300
Herve	560	461	142.630	Saint-Hubert	246	227	75.330
Limbourg	373	338	91.610	Sibret	271	251	78.550
Malmédy	752	711	213.380	Wellin	258	231	61.506
St-Vith	729	689	192.850				
Spa	940	899	226.750	Totaux	2.454	2.201	656.976
Stavelot	323	278	78.950	Namur	5.375	4.478	1.301.500
Totaux	7.128	6.267	1.793.640	Andenne	1.050	890	266.150
Tongres	1.507	1.076	238.740	Eghezée	620	507	168.850
Bilzen	927	641	169.700	Fosses	1.800	1.001	402.790
Loez	1.175	739	175.400	Gembloux	1.870	1.383	514.490
Bree	604	498	129.200				
Genk	1.678	1.021	228.550	Totaux	10.715	8.259	2.653.780
Maaseik	809	433	111.000	Dinant	790	686	171.070
Mechelen	2.220	1.582	327.404	Beauraing	307	293	74.436
				Ciney	1.501	1.140	452.700
Totaux	8.920	5.990	1.380.054	Couvin	564	471	116.000
Hasselt	3.379	3.111	842.025	Florennes	757	516	121.500
Beringen	2.760	2.365	492.760	Gedinne	263	220	51.500
Herck-la-Ville	483	412	93.000	Philippeville	251	228	64.405
Neerpelt	1.143	1.048	224.350	Rocheftort	1.050	955	306.517
Pecr	1.704	1.403	328.000	Walcourt	469	416	113.100
Saint-Trond	1.377	1.192	302.460				
				Totaux	5.952	4.925	1.471.984
Totaux	10.846	9.531	2.282.595	TOTAL GENERAL	424.946	374.800	1.049.277.723
Arlon	1.156	892	232.100				
Etalle	352	326	111.700				
Fauvillers	237	209	54.900				
Florenville	188	166	42.750				
Messancy	541	414	128.950				
Virton	460	323	133.900				
Totaux	2.934	2.330	704.300				

* Jusqu'au 31. VIII. 1963.

Tableau n° 10 - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1963

TRIBUNAUX	Nombre total des jugements	Jugements au fond en matière répressive	Inculpés jugés en matière de police					Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)					Individus jugés en matière de faux électoraux (Absence au vote)		
			Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	condamnés			Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés		
					à l'emprisonnement										
					condi- tionnel	simple	condi- tionnelle							simple	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Bruxelles	19.251	19.044	21.089	1.180	54	123	732	19.000	207	19	188	-	-	-	
Asse	674	672	824	165	1	2	180	476	2	-	2	-	-	-	
Hal	771	755	810	20	-	6	7	777	16	-	16	-	-	-	
Kraainem *	7	6	8	2	-	-	-	6	1	-	1	-	-	-	
Overijse *	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Rhode-St-Genèse *	-	-	6	-	5	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
St-Kwintens-Lennik	397	396	481	15	-	9	112	345	1	1	-	-	-	-	
Vilvorde	777	769	1.023	55	-	6	69	893	8	-	8	-	-	-	
Wolvertem	942	938	1.002	93	-	-	11	898	4	-	4	-	-	-	
Zaventem *	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux	22.820	22.580	25.243	1.530	60	147	1.111	22.395	240	20	220	-	-	-	
Louvain	1.700	1.673	2.228	72	-	2	950	1.204	27	-	27	-	-	-	
Aarschot	249	248	337	30	-	-	115	192	1	-	1	-	-	-	
Diest	386	385	385	24	-	-	106	255	1	-	1	-	-	-	
Glabbeek	83	82	113	6	-	-	49	58	1	-	1	-	-	-	
Haacht	174	173	180	21	-	7	18	134	1	-	1	-	-	-	
Landen *	195	195	283	39	-	-	112	132	-	-	-	-	-	-	
Tirlemont	501	496	669	62	-	-	249	358	5	-	5	-	-	-	
Léau	254	254	364	70	-	-	98	196	-	-	-	-	-	-	
Totaux	3.542	3.506	4.559	324	-	9	1.697	2.529	36	-	36	-	-	-	

* Modification du ressort territorial - L. du 9.VIII.1963.

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Nivelles	878	861	1.181	123	1	1	291	765	17	1	16	-	-	-
Genappe	142	142	215	22	6	4	39	144	-	-	-	-	-	-
Jodoigne	430	430	490	52	-	-	122	316	-	-	-	-	-	-
Perwez	247	247	275	31	2	-	131	111	-	-	-	-	-	-
Wavre	509	507	570	89	-	1	130	350	2	-	2	-	-	-
Totaux	2.206	2.187	2.731	317	9	6	713	1.686	19	1	18	-	-	-
Anvers	19.224	19.044	21.258	2.479	11	106	3.228	15.434	180	8	172	-	-	-
Boom	891	887	1.328	25	-	-	363	640	4	-	4	-	-	-
Brecht	640	634	890	94	-	1	207	588	6	-	6	-	-	-
Kontich	923	920	996	148	-	1	229	618	3	-	3	-	-	-
Zandhoven	726	723	1.078	193	3	1	167	714	3	-	3	-	-	-
Totaux	22.404	22.208	25.550	3.239	14	109	4.194	17.994	196	8	188	-	-	-
Malines	1.181	1.160	1.599	158	1	7	494	939	21	-	21	-	-	-
Duffel	295	295	310	40	-	-	77	193	-	-	-	-	-	-
Heist-op-den-Berg	323	321	319	52	-	-	72	195	2	-	2	-	-	-
Lierre	705	703	761	115	-	5	254	387	2	2	-	-	-	-
Puurs	366	366	374	34	-	-	123	217	-	-	-	-	-	-
Totaux	2.870	2.845	3.363	399	1	12	1.020	1.931	25	2	23	-	-	-
Turnhout	1.096	1.055	1.116	172	6	12	401	525	41	1	40	-	-	-
Arendonk	438	437	571	53	-	6	286	226	1	-	1	-	-	-
Herentals	449	444	477	61	1	2	176	237	5	-	5	-	-	-
Hoogstraten	935	903	876	156	3	1	448	268	132	-	132	-	-	-
Mol	693	685	635	52	1	2	264	366	8	-	8	-	-	-
Westerlo	329	328	328	27	-	-	81	220	1	1	-	-	-	-
Totaux	5.940	5.752	4.053	521	11	23	1.656	1.842	188	2	186	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mous	2.358	2.221	5.650	636	4	9	185	2.816	37	5	32	-	-	-
Châtrevres	112	109	118	28	1	-	7	82	3	1	3	-	-	-
Enghien	186	185	215	49	-	-	58	108	1	-	1	-	-	-
La Louvière	774	761	898	199	-	5	216	478	13	1	12	-	-	-
Lens	250	250	267	44	4	2	50	167	-	-	-	-	-	-
Roeulx	723	719	997	228	-	-	226	543	4	-	4	-	-	-
Soignies	515	503	756	103	-	-	114	539	12	-	12	-	-	-
Totaux	5.918	5.848	6.901	1.287	9	16	856	4.733	70	7	63	-	-	-
Charleroi	7.187	7.125	8.811	1.241	2	9	1.328	6.231	62	6	56	-	-	-
Beaumont	354	354	390	80	-	-	65	245	-	-	-	-	-	-
Binche	1.005	1.004	1.253	353	-	1	66	833	1	1	-	-	-	-
Châtelet	1.510	1.504	1.754	201	-	1	40	1.512	6	-	-	-	-	-
Chimay	354	352	443	174	-	3	78	188	2	-	2	-	-	-
Fontaine-l'Évêque	994	993	1.124	162	-	1	148	813	1	-	1	-	-	-
Gosselies	1.800	1.798	1.917	220	2	1	90	1.604	2	-	2	-	-	-
Merbes-le-Château	439	437	475	53	-	-	81	341	2	2	-	-	-	-
Seneffe	749	747	815	137	-	-	275	403	2	-	2	-	-	-
Thuin	509	505	640	51	-	-	138	431	4	-	4	-	-	-
Totaux	14.901	14.819	17.622	2.672	4	16	2.329	12.601	82	9	73	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	577	568	814	122	3	8	34	647	9	-	9	-	-	-
Antoing	193	193	203	10	1	-	101	91-	-	-	-	-	-	-
Ath	191	183	206	41	-	2	78	85	8	-	8	-	-	-
Celles	101	99	142	32	1	-	13	96	2	-	2	-	-	-
Comines *	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Flobecq	87	85	94	14	-	-	22	58	2	-	2	-	-	-
Frasnes	79	78	89	15	-	-	15	59	1	-	1	-	-	-
Leslignes	184	184	321	55	-	-	111	155	-	-	-	-	-	-
Leuze	464	462	495	79	-	1	135	280	2	-	2	-	-	-
Mouscron *	886	877	1.071	131	-	2	303	635	9	-	9	-	-	-
Péruwelz	225	222	252	46	-	5	51	150	3	1	2	-	-	-
Quevaucamps	464	463	687	107	-	-	177	403	1	-	1	-	-	-
Templeuve	202	200	275	26	-	-	69	180	2	-	2	-	-	-
Totaux	3.654	3.614	4.649	678	5	18	1.109	2.839	40	1	39	-	-	-
Gand	5.039	4.952	5.192	289	-	78	717	4.108	87	-	87	-	-	-
Asenede	306	304	321	24	-	-	88	209	2	-	2	-	-	-
Deinze	249	248	260	53	-	-	76	131	1	-	1	-	-	-
Eeklo	388	385	554	70	-	6	128	350	3	-	3	-	-	-
Kaprijke	85	85	105	24	-	2	37	42	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	194	193	210	17	1	-	46	146	1	-	1	-	-	-
Lochrist	195	191	221	33	1	2	30	95	2	-	2	-	-	-
Nazareth	253	253	292	71	-	4	37	184	-	-	-	-	-	-
Nevele	274	274	297	34	-	1	97	165	-	-	-	-	-	-
Oosterzele	484	483	533	80	5	3	16	429	1	-	1	-	-	-
Waarschoot	85	85	120	31	-	1	36	52	-	-	-	-	-	-
Zomergem	178	178	272	45	-	-	142	85	-	-	-	-	-	-
Totaux	7.228	7.031	8.381	771	7	97	1.510	5.996	97	-	97	-	-	-

* Modification du ressort territorial - L. du 2.VIII.1963.

Tableau n° 10 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Audenarde	412	408	621	156	-	16	129	320	4	-	4	-	-	-
Grammont	278	274	303	60	1	6	103	133	4	1	3	-	-	-
Herzele	1.024	1.022	1.333	262	3	11	369	688	2	-	2	-	-	-
Nederbrakel	148	148	212	52	2	3	16	139	-	-	-	-	-	-
Ninove	633	628	850	167	26	22	50	585	5	-	5	-	-	-
Renaix	321	319	448	59	21	12	167	189	2	-	2	-	-	-
Sint-Maria-Horebeke	127	127	169	44	-	6	44	75	-	-	-	-	-	-
Zottegem	236	236	341	86	2	16	46	191	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.179	3.162	4.277	886	55	92	924	2.320	17	1	16	-	-	-
Termonde	640	636	785	23	2	-	325	435	4	-	4	-	-	-
Alost	1.523	1.515	1.795	113	4	11	876	791	8	1	7	-	-	-
Beveren	561	561	587	41	-	1	152	393	-	-	-	-	-	-
Hamme	338	336	384	33	-	2	61	288	2	1	1	-	-	-
Lokeren	504	497	553	44	-	3	152	354	7	-	7	-	-	-
Sint-Gillis-Waas	335	335	345	57	-	-	123	165	-	-	-	-	-	-
Saint-Nicolas	1.059	1.047	1.220	94	-	4	235	887	12	-	12	-	-	-
Tamise	340	339	342	9	1	2	200	130	1	-	1	-	-	-
Wetteren	480	478	496	76	-	4	137	279	2	-	2	-	-	-
Zeie	384	383	406	35	-	-	153	218	1	-	1	-	-	-
Totaux	6.164	6.127	6.913	525	7	27	2.414	3.940	37	2	35	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges	3.398	3.377	3.737	344	191	174	755	2.273	21	3	18	-	-	-
Ardoise	150	150	168	19	-	2	75	72	-	-	-	-	-	-
Ostende	1.389	1.372	1.543	204	78	58	409	794	17	-	17	-	-	-
Ruislede	103	103	131	19	5	-	25	82	-	-	-	-	-	-
Tielt	228	228	270	36	7	-	85	142	-	-	-	-	-	-
Torhout	492	489	586	99	38	6	292	151	3	-	3	-	-	-
Totaux	5.760	5.719	6.435	721	319	240	1.641	3.514	41	3	38	-	-	-
Courtrai	2.226	2.219	3.197	295	2	18	1.057	1.825	7	-	7	-	-	-
Avelgem	225	224	237	35	-	-	59	143	1	-	1	-	-	-
Harelbeke	957	955	1.065	107	4	3	219	732	2	-	2	-	-	-
Izegem	611	610	652	50	-	1	314	287	1	-	1	-	-	-
Menin	881	873	1.156	138	-	7	442	569	8	2	6	-	-	-
Meulebeke	196	196	292	50	-	2	144	96	-	-	-	-	-	-
Moorsele	184	184	251	29	-	-	77	145	-	-	-	-	-	-
Oostrozebeke	274	273	414	62	-	-	141	211	1	-	1	-	-	-
Roulers	810	805	795	82	-	7	219	487	5	-	5	-	-	-
Totaux	6.364	6.339	8.059	848	6	38	2.672	4.495	25	2	23	-	-	-
Furnes	528	521	728	231	-	1	69	427	7	-	7	-	-	-
Dixmude	256	254	281	90	-	-	39	152	2	-	2	-	-	-
Haringe	175	175	187	42	-	-	19	126	-	-	-	-	-	-
Nieuport	379	379	491	104	-	2	56	329	-	-	-	-	-	-
Totaux	1.338	1.329	1.687	467	-	3	183	1.034	9	-	9	-	-	-
Ypres	687	684	800	67	-	1	179	553	3	-	3	-	-	-
Hooghelede	189	188	286	17	-	-	29	240	1	1	-	-	-	-
Messines	178	176	188	24	-	-	42	122	2	-	2	-	-	-
Passendale	114	113	124	9	-	-	30	85	1	1	-	-	-	-
Poperinge	161	161	177	27	-	-	32	118	-	-	-	-	-	-
Wervik	367	365	501	61	-	-	110	330	2	-	2	-	-	-
Totaux	1.696	1.687	2.076	205	-	1	422	1.448	9	2	7	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liège	7.703	7.660	10.135	2.340	101	82	1.812	5.800	43	4	39	-	-	-
Dalhem	498	498	691	181	-	-	56	454	-	-	-	-	-	-
Fexhe-Stins	977	976	1.699	387	8	3	389	912	1	-	1	-	-	-
Fléron	1.665	1.661	2.504	599	3	12	781	1.109	4	-	4	-	-	-
Holligne-aux-Pierres	1.395	1.385	2.314	161	-	-	-	2.153	10	-	10	-	-	-
Louvain	794	792	1.022	268	-	6	217	531	2	-	2	-	-	-
Seraing	1.516	1.512	2.421	392	21	18	410	1.580	4	-	4	-	-	-
Waremmé	385	385	604	159	2	5	57	381	-	-	-	-	-	-
Totaux	14.933	14.869	21.390	4.487	135	126	3.722	12.920	64	4	60	-	-	-
Huy	1.192	1.177	1.584	413	22	35	446	668	15	1	14	-	-	-
Ferrières	64	64	101	20	-	-	46	35	-	-	-	-	-	-
Hannut	207	207	270	22	-	-	98	150	-	-	-	-	-	-
Jehay-Bodegnée	212	212	315	45	-	-	98	172	-	-	-	-	-	-
Nandrin	376	376	519	154	1	1	176	187	-	-	-	-	-	-
Totaux	2.051	2.036	2.789	654	23	36	864	1.212	15	1	14	-	-	-
Verviers	591	586	792	143	1	16	-	632	5	-	5	-	-	-
Aubel	354	351	519	127	-	-	59	333	3	-	3	-	-	-
Dison	164	162	197	27	-	2	5	163	2	-	2	-	-	-
Eupen	428	423	507	120	-	17	28	342	5	1	4	-	-	-
Herve	263	263	319	41	1	-	2	275	-	-	-	-	-	-
Limbourg	424	423	730	176	-	-	42	512	1	-	1	-	-	-
Malmedy	294	294	467	75	1	11	132	248	-	-	-	-	-	-
St-Vith	320	320	429	89	3	1	14	322	-	-	-	-	-	-
Spa	475	472	559	139	2	14	42	362	3	-	3	-	-	-
Stavelot	209	209	274	63	-	-	1	210	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.522	3.503	4.793	1.000	8	61	325	3.399	19	1	18	-	-	-

Tongres	1.575	1.563	1.735	366	9	4	927	539	12	1	-	-	-	-
Bilzen	942	939	1.212	206	9	15	-	525	3	-	-	-	-	-
Loos	706	704	1.018	115	-	-	550	353	2	1	-	-	-	-
Bree	313	313	358	53	1	1	159	144	-	-	-	-	-	-
Genk	1.401	1.388	1.508	214	12	29	531	722	13	-	13	-	-	-
Maaseik	640	640	744	110	10	7	329	288	-	-	-	-	-	-
Meechelen	921	918	1.079	110	-	-	117	852	3	-	3	-	-	-
Totaux	6.498	6.465	7.654	1.168	37	56	2.970	3.423	33	2	31	-	-	-
Hasselt	1.204	1.198	1.558	185	-	6	406	961	6	-	6	-	-	-
Beringen	1.017	1.017	1.394	219	-	-	159	1.016	-	-	-	-	-	-
Herk-la-Ville	364	362	503	88	-	-	143	272	2	1	1	-	-	-
Neerpelt	388	385	553	47	-	-	15	491	3	-	3	-	-	-
Pecr	566	564	900	100	12	5	63	720	2	-	2	-	-	-
Saint-Trond	638	638	969	82	-	-	236	651	-	-	-	-	-	-
Totaux	4.177	4.164	5.877	1.21	12	11	1.022	4.111	13	1	12	-	-	-
Arlon	620	612	643	108	-	17	186	332	8	-	8	-	-	-
Etalle	204	203	225	23	5	7	78	112	1	-	1	-	-	-
Fauvillers	268	268	299	68	4	4	76	147	-	-	-	-	-	-
Florenville	126	124	140	14	-	-	81	45	2	-	2	-	-	-
Mesancy	567	566	692	81	-	3	418	190	1	-	1	-	-	-
Virton	573	572	635	144	1	3	215	272	1	-	1	-	-	-
Totaux	2.358	2.345	2.634	438	10	34	1.054	1.098	13	-	13	-	-	-
Marche-en-Famenne	261	259	342	50	3	8	35	246	2	-	2	-	-	-
Durbuy	108	108	121	27	1	-	46	47	-	-	-	-	-	-
Frezé	53	53	75	18	3	2	18	34	-	-	-	-	-	-
Houtfrique	155	155	219	38	-	-	86	95	-	-	-	-	-	-
Laroche	113	113	174	46	-	4	50	74	-	-	-	-	-	-
Nassogne	64	64	107	20	7	4	37	39	2	1	-	-	-	-
Virton	50	50	63	10	2	3	22	26	-	-	-	-	-	-
Totaux	311	310	361	109	16	21	294	361	4	1	3	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	275	273	305	45	4	-	183	73	2	-	2	-	-	-
Bastogne	197	192	299	59	5	8	149	78	5	1	4	-	-	-
Bouillon	165	163	206	30	-	2	96	78	2	-	2	-	-	-
Paliseul	122	122	144	32	6	4	56	46	-	-	-	-	-	-
Saint-Hubert	118	116	146	47	2	1	51	45	2	1	1	-	-	-
Sibret	74	74	126	34	1	1	62	28	-	-	-	-	-	-
Wellin	70	70	119	33	-	1	32	53	-	-	-	-	-	-
Totaux	1.021	1.010	1.345	280	18	17	629	401	11	2	9	-	-	-
Namur	3.015	2.982	3.512	604	74	88	857	1.889	33	4	29	-	-	-
Andenne	323	323	424	69	9	17	50	279	-	-	-	-	-	-
Eghezée	336	335	388	98	7	-	31	252	1	-	1	-	-	-
Fosses	1.208	1.208	1.691	326	33	30	460	842	-	-	-	-	-	-
Gembloix	832	830	976	184	19	10	313	450	2	-	2	-	-	-
Totaux	5.714	5.678	6.991	1.281	142	145	1.711	3.712	36	4	32	-	-	-
Dinant	746	732	822	149	16	9	269	379	14	1	13	-	-	-
Beauraing	207	204	299	55	-	3	124	117	3	-	3	-	-	-
Ciney	901	899	1.213	177	3	8	198	827	2	-	2	-	-	-
Couvin	546	544	531	87	2	5	129	308	2	-	2	-	-	-
Florennes	503	501	596	179	1	9	147	260	2	-	2	-	-	-
Gedinne	180	179	196	39	1	4	69	83	1	-	1	-	-	-
Philippeville	218	218	266	58	-	4	62	142	-	-	-	-	-	-
Rochefort	263	263	366	74	3	2	127	160	-	-	-	-	-	-
Walcourt	273	273	338	77	-	2	117	142	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.837	3.813	4.627	895	26	46	1.242	2.418	24	1	23	-	-	-
TOTAUX GENERAUX	159.409	158.046	191.700	26.523	934	1.407	38.284	124.552	1.363	77	1.286	-	-	-

Tableau n° 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1963

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquittés	Renvoyés par une déclaration d'incapacité	CONDAMNES			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel	sans condition	de 8 jours et +	de 1 à 7 jours
1	2	3	4	5	6	7	8
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du Conseil (L. 4.10.1867)							
Code pénal	17.564	3.391	12	35	3	54	
Lois spéciales	218	37	2	1	-	1	
Code pénal	5.195	1.429	20	22	8	17	
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police							
Règlements communaux et provinciaux	3.863	426	5	3	-	9	
Lois spéciales et règlements généraux	164.860	21.097	104	873	1.244	71	
Totaux	191.700	26.380	143	934	1.255	152	

Tableau n° 12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1963

ARRON-DISSEMENTS	Appels					ARRON-DISSEMENTS	Appels			
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5
Bruxelles	363	1.145	1.159	-	349	Furnes	10	96	88	
Louvain	61	187	172	-	76	Ypres	40	119	129	
Nivelles	44	125	126	-	43	Liège	774	969	620	
Anvers	96	964	989	-	71	Huy	84	222	20	
Malines	69	132	129	-	72	Verviers	156	343	30	
Tournhout	51	124	140	-	35	Tongres	78	253	20	
Mons	37	301	312	-	26	Hasselt	112	283	30	
Charleroi	236	552	607	-	181	Arlon	10	118	50	
Tournai	12	156	146	-	22	Marche-en-Famenne	43	87	81	
Gand	117	630	617	-	125	Neufchâteau	18	78	76	
Audenarde	43	236	211	1	67	Namur	202	434	481	
Permonde	9	475	404	-	80	Dinant	71	216	193	
Bruges	47	465	468	-	44					
Courtrai	45	411	330	-	126					
Totaux						Totaux	2.828	9.121	8.675	

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 et 11 bis (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX
(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1963

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	1	-	-	1	-	-
Louvain	2	-	-	2	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-
Anvers	5	1	1	3	-	-
Malines	3	-	-	3	-	-
Turnhout	9	1	-	6	-	2
Mons	-	-	-	-	-	-
Charleroi	13	2	1	10	-	-
Tournai	6	1	1	4	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	26	1	2	18	1	4
Bruges	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	8	-	-	8	-	-
Ypres	1	-	-	1	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	7	3	-	4	-	-
Tongres	12	2	-	9	-	1
Hasselt	9	1	1	7	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	49	6	11	28	-	4
Dinant	6	3	-	3	-	-
Totaux	157	21	17	107	1	11

Tableau n° 13 b : LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1963

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	-	-	-
Malines	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	22	16	-	6	-	-
Charleroi	9	-	2	7	-	-
Tournai	13	2	2	8	1	-
Gand	3	1	1	1	-	-
Audenarde	4	-	-	4	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	5	-	1	4	-	-
Courtrai	16	-	1	15	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	10 (1)	-	-	-	-	-
Huy *	-	-	-	-	-	-
Verviers *	-	-	-	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon *	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne*	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau *	-	-	-	-	-	-
Namur	40	7	11	22	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-
Totaux	122	26	18	67	1	-

* Nombre de poursuites non communiqué.

(1) 5 dossiers transmis au Juge des Enfants et 5 dossiers classés "sans suite"

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 et 11 bis (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX
(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1963

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	1	-	-	1	-	-
Louvain	2	-	-	2	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-
Anvers	5	1	1	3	-	-
Malines	3	-	-	3	-	-
Turnhout	9	1	-	6	-	2
Mons	-	-	-	-	-	-
Charleroi	13	2	1	10	-	-
Tournai	6	1	1	4	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	26	1	2	18	1	4
Bruges	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	8	-	-	8	-	-
Ypres	1	-	-	1	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	7	3	-	4	-	-
Tongres	12	2	-	9	-	1
Hasselt	9	1	1	7	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	49	6	11	28	-	4
Dinant	6	3	-	3	-	-
Totaux	157	21	17	107	1	11

Tableau n° 13 b : LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1963

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	-	-	-
Malines	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	22	16	-	6	-	-
Charleroi	9	-	2	7	-	-
Tournai	13	2	2	8	1	-
Gand	3	1	1	1	-	-
Audenarde	4	-	-	4	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	5	-	1	4	-	-
Courtrai	16	-	1	15	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	10 (1)	-	-	-	-	-
Huy *	-	-	-	-	-	-
Verviers *	-	-	-	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon *	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne*	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau *	-	-	-	-	-	-
Namur	40	7	11	22	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-
Totaux	122	26	18	67	1	-

* Nombre de poursuites non communiqué.

(1) 5 dossiers transmis au Juge des Enfants et 5 dossiers classés "sans suite"

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCCUPER - 1963

ARRONDIS- SEMENTS	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNEE										AFFAIRES TERMINEES									
	renvoyées devant le tribunal par										par jugement									
	portées devant le tribunal par										au fond									
	la citation directe de la partie civile										par défaut									
	la chambre du conseil										contradictoirement à l'égard de certains prévenus par									
Affaires pendantes au commencement de l'année	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	Total des affaires terminées		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	Affaires restant à juger à la fin de l'année		
Bruxelles	1.433	4.520	101	992	2.513	5	4	8.135	9.568	6.084	1.392	610	8.086	1	-	8.087	1.481			
Louvain	75	1.701	43	87	223	-	-	2.054	2.129	1.628	361	95	2.084	-	-	2.084	45			
Nivelles	237	427	1	79	197	1	11	716	953	528	191	23	742	-	-	742	211			
Anvers	327	3.231	144	358	1.530	3	1	5.567	5.894	4.061	1.138	154	5.353	20	133	5.506	388			
Malines	560	1.230	39	47	213	-	-	1.529	2.089	1.283	200	51	1.534	6	-	1.540	549			
Turnhout	92	943	1	44	187	-	9	1.175	1.267	1.023	175	26	1.224	-	3	1.227	40			
Mons	348	1.684	5	77	580	-	-	2.355	2.703	1.747	425	122	2.294	-	-	2.294	409			
Charleroi	1.433	1.251	200	224	1.775	1	1	4.885	4.885	2.656	688	219	3.563	21	-	3.584	1.301			
Tournai	17	987	4	31	361	-	-	1.383	1.400	1.059	135	27	1.221	-	-	1.221	179			
Gand	1.622	2.983	78	124	759	1	-	3.945	5.567	2.901	456	149	3.506	2	1	3.509	2.058			
Audenarde	381	1.093	47	16	249	-	7	1.412	1.793	1.109	154	51	1.314	-	80	1.394	399			
Termonde	1.074	3.046	38	75	411	1	25	3.586	4.670	2.192	374	126	2.692	1	10	2.703	1.967			
Bruges	1.578	2.740	28	86	663	-	-	3.517	5.095	3.163	576	135	3.874	17	68	3.959	1.136			
Courtrai	672	2.680	52	30	726	-	18	3.566	4.238	2.326	481	256	3.063	2	10	3.075	1.163			
Furnes	236	707	4	17	98	1	-	827	1.083	633	137	53	823	-	4	827	236			
Ypres	664	937	23	23	120	-	1	1.104	1.768	949	166	58	1.173	-	1	1.174	594			
Liège	5.122	2.316	8	427	1.683	3	1	4.438	9.560	2.835	707	208	3.750	27	-	3.777	5.783			
Huy	224	412	2	52	117	-	4	587	811	557	151	6	714	-	12	726	85			
Verviers	162	981	21	119	360	8	3	1.492	1.654	953	191	57	1.201	2	19	1.222	432			

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	977	712	4	26	359	-	-	1.101	2.078	1.036	234	68	1.338	1	1	1.340	738
Hasselt	710	963	13	26	342	-	-	1.344	2.054	1.202	293	95	1.590	2	3	1.595	459
Arlon	98	536	-	39	184	-	-	759	857	538	113	24	675	-	-	675	182
Marche-en-Famenne	164	90	2	18	284	-	-	394	558	179	34	3	216	-	6	222	336
Neufchâteau	32	257	-	20	86	-	-	363	395	278	67	14	359	-	-	359	36
Namur	444	1.414	4	104	364	5	-	1.892	2.336	1.483	334	121	1.938	4	-	1.942	394
Dinant	429	881	6	60	213	-	-	1.164	1.593	841	197	52	1.090	1	4	1.095	498
Totaux	19.111	38.722	868	3.261	14.897	29	90	57.867	76.978	43.244	9.370	2.803	55.417	107	355	55.879	21.099

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS,

AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE - 1963

ARRONDISSEMENTS	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
1	2	3	4
Bruxelles	8.086	1.210	6.876
Louvain	2.084	65	2.019
Nivelles	742	159	583
Anvers	5.353	1.551	3.802
Malines	1.534	341	1.193
Turnhout	1.224	363	861
Mons	2.294	176	2.118
Charleroi	3.563	1.442	2.121
Tournai	1.221	470	751
Gand	3.506	1.671	1.835
Audenarde	1.314	190	1.124
Termonde	2.692	1.965	727
Bruges	3.874	1.968	1.906
Courtrai	3.063	1.422	1.641
Furnes	823	574	249
Ypres	1.173	410	763
Liège	3.750	1.731	2.019
Huy	714	101	613
Verviers	1.201	564	637
Tongres	1.338	121	1.217
Hasselt	1.590	352	1.238
Arlon	675	123	552
Marche-en-Famenne	216	52	164
Neufchâteau	359	108	251
Namur	1.938	933	1.005
Dinant	1.090	727	363
Totaux	55.417	18.789	36.628

4° - Cours d'appel

Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL
NOMBRE ET NATURE DES ARRETS RENDUS - 1963

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES										NOMBRE DES ARRETS				Nombre des prévenus jugés
	à juger				terminées			restant à juger à la fin de l'année	contradictoires	par défaut	contradictoires à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	Total	confirmatifs	infirmatifs en tout ou en partie	
	pendantes au 1 ^{er} janvier	portées devant la cour durant l'année	Total	par arrêt	rayées du rôle disparues par jonction etc..	Total									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Bruxelles	297	2.222	2.519	2.181	79	2.260	259	1.932	116	45	.093	718	1.375	2.793	
Gand	600	1.727	2.327	1.721	-	1.721	606	1.504	99	118	1.721	828	893	2.760	
Liège	50	1.544	1.594	1.462	1	1.463	131	1.325	53	84	1.462	625	837	2.226	
Totaux	947	5.493	6.440	5.364	80	5.444	996	4.761	268	247	5.276	2.171	3.105	7.779	

Tableau n° 17 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées : nombre des individus poursuivis - 1963

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradic- toirement	jugées par contumace	jugés contradic- toirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	6	6	-	-	-	9
Anvers	2	2	-	-	-	2
Hainaut	3	3	-	-	-	4
Flandre orientale	6	6	-	-	-	7
Flandre occidentale	-	-	-	-	-	-
Liège	6	6	-	-	-	6
Limbou rg	3	3	-	-	-	3
Luxembourg	1	1	-	-	-	1
Namur	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	27	27	-	-	-	32

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés - 1963

[illegible]

TABLEAU n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Affaires classées d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1963.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS A LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire	
					de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion		de l'emprisonnement				de l'interdiction	de la mise à la dis- position du gouver- nement
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps	ordinaire	de 10 ans et plus	de 5 à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																			
Meurtre, art. 392, 393	7	1	-	6	-	-	3	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	4	-
Assassinat, art. 394	14	1	-	13	2	3	5	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	13	-
Infanticide, art. 396	3	-	-	3	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2	-
Empoisonnement, art. 397	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIETES																			
Vol à l'aide de violences ou de menaces, art. 461, 468, 469, 475	7	-	-	7	2	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-
TOTAUX	32	2	-	30	4	5	13	3	-	-	-	-	3	1	1	-	-	27	-

TABLEAU n° 18 (suite) - 2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables.

NATURE DES FAITS D'APRES L'ARRET DE LA COUR	Total général des condamnés	ACCUSÉS SANS ANTECEDENTS JUDICIAIRES										ACCUSÉS CONDAMNÉS PRECEDEMMENT																													
												soit à l'amende correctionnelle, prisonnement correctionnel de moins					soit à un em- de 6 mois			à un emprisonnement de six mois et plus						à une peine criminelle															
		Condamnés à la peine										Condam- nés à la peine accessoire					Condam- nés à la peine accessoire			Condamnés à la peine						Condam- nés à la peine accessoire															
		Total des condamnés										Total des condamnés					Total des condamnés			Total des condamnés						Total des condamnés															
Total des condamnés		de mort		des travaux forcés		à la dé- tention		de l'emprisonnement		de l'interdiction		de la mise à la disposi- tion du gouvernement		de mort		des travaux forcés		à la dé- tention		de l'emprisonnement		de l'interdiction		de la mise à la disposition du gouvernement		de mort		des travaux forcés		à la dé- tention		de l'emprisonnement		de l'interdiction		de la mise à la disposition du gouvernement					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
Meurtre art. 392, 393	6	6	-	-	5	-	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Assassinat art. 394	13	10	2	1	4	-	-	3	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	2	-	2	-	
Infanticide art. 396	3	3	-	-	2	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Empoisonnement art. 397	1	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol à l'aide de violences ou de menaces art. 461, 468, 469 et 475	7	4	-	-	4	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux	30	24	2	2	15	-	-	3	2	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	5	2	1	-	-	2	-	2	-		

leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées - 1963

TABEAU n° 19 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1963

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNÉS A LA PEINE										Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende			
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps						
								extraordinaire				ordinaire		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
NEANT														

TABEAU n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1963

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NEANT									

TABEAU n° 21 - AFFAIRES PENALES (2ème chambre) - 1963

NATURE DES ARRETS			Nombre des arrêts		RESULTANT DES POURVOIS OU DEMANDES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger		
					le ministère public, le gouverneur de province etc...	les parties			
1			2		3	4	5		
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	{ cassation rejet	1	6	7	7	681		
	correctionnelle	{ cassation rejet	28	746		867			
	cour militaire	{ cassation rejet	1	5		6		3	
	de défense sociale	{ cassation rejet	1	4		5		1	
	de milice	{ cassation rejet	3	21		24		12	
	électorale	{ cassation rejet	12	91		133		139	
	fiscale	{ cassation rejet							
Arrêts statuant sur des pourvois en matière disciplinaire	ordre des médecins	{ cassation rejet	1	2	2	6			
	ordre des pharmaciens	{ cassation rejet		1	1	3			
	ordre des avocats	{ cassation rejet				1			
Totaux			176	876	7	1.045	846		
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	{ admission rejet	5	19	5		1		
	d'annulation (art. 441 CIC)	{ admission rejet	13		13		7		
	en matière de recensement	{ admission rejet	55		55	19	4		
	en réhabilitation	{ admission rejet				1	1		
	d'opposition à un arrêt	{ admission rejet							
	en revision	{ admission rejet			5	5	2		
Totaux			73	25	73	25	15		
Total général			249	901	80	1.070	861		

B. - Affaires civiles et commerciales

1^{re} Justice de paix

Tableau n° 22 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1963)

CANTONS	Affaires pendantes au début de l'année	Affaires introduites pendant l'année				Affaires terminées			Affaires restant à juger à la fin de l'année	Jugements rendus avant de statuer au fond
		par citation	par procès verbal de comparution volontaire	par requête	Total	par jugement au fond	par radiation, jonction, etc...	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	206	2.488	17	21	2.732	2.223	377	2.600	132	156
Bruxelles 2e canton	783	3.017	55	-	3.855	2.575	582	3.157	698	108
Bruxelles 3e canton	216	3.416	29	28	3.689	3.249	283	3.532	157	220
Bruxelles 4e canton	169	1.859	39	57	2.124	1.734	190	1.924	200	165
Anderlecht	219	3.165	37	95	3.516	2.829	291	3.120	396	204
Asse	167	777	3	-	947	765	84	849	98	78
Hal 1	66	785	39	34	924	766	94	860	64	143
Hal 2 *	-	42	4	4	50	29	7	36	14	5
Ixelles 1er canton	94	3.325	18	-	3.437	3.058	296	3.354	83	154
Ixelles 2e canton	3	2.258	27	53	2.341	1.946	393	2.339	2	144
Kraainem *	-	33	-	3	36	29	4	33	3	2
Molenbeek-St-Jean	143	3.576	34	106	3.859	3.262	383	3.645	214	118
Overijse *	-	90	-	7	97	67	8	75	22	9
St Gilles	103	1.926	28	39	2.096	1.779	215	1.994	102	99
St-Josse-ten-Noode	244	3.508	26	115	3.893	3.375	384	3.759	134	321
Schaerbeek 1	143	2.075	17	71	2.306	1.819	356	2.175	131	151
" 2	229	2.091	12	55	2.387	1.740	204	1.944	443	149
Rode-St-Genèse *	-	88	4	-	92	77	8	85	7	17
St-Kwintens-Lennik	22	460	3	125	610	512	63	575	35	194
Uccle	207	3.572	50	56	3.885	3.381	313	3.694	191	161
Vilvorde	42	1.094	17	1	1.154	1.007	110	1.117	37	91
Wolvertem	141	716	19	49	925	685	70	755	170	84
Zaventem *	-	116	-	2	118	90	6	96	22	13
Totaux	3.197	40.477	478	921	45.073	36.997	4.721	41.718	3.355	2.786
Louvain 1er canton	152	812	8	52	1.024	811	87	898	126	60
Louvain 2e canton	265	1.072	9	35	1.381	996	144	1.140	241	67
Aarschot	32	362	-	17	411	312	73	385	26	10
Diest	78	643	-	18	739	680	12	692	47	86
Glabeek	21	132	3	1	157	95	41	136	21	17
Haacht	55	345	12	13	425	344	51	395	30	15
Landen *	36	216	-	5	257	185	72	257	-	33
Tirlemont	36	787	10	30	863	701	97	798	65	80
Léau	89	203	7	10	309	211	37	248	61	27
Totaux	764	4.572	49	181	5.566	4.335	614	4.949	617	395
Nivelles	268	1.298	44	25	1.635	1.217	172	1.389	246	81
Genappe	66	283	5	4	358	269	51	320	38	7
Jodoigne	80	348	8	-	436	300	37	337	99	48
Perwez	17	196	4	3	220	188	16	204	16	9
Wavre	61	1.049	27	36	1.173	950	158	1.108	65	121
Totaux	492	3.174	88	68	3.822	2.924	434	3.358	464	266

* Modification du ressort territorial. L. du 9.8.1963.

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1 ^{er} canton	201	1.795	9	65	2.074	1.709	210	1.919	155	183
Anvers 2 ^e "	403	2.757	28	39	3.227	2.526	332	2.958	369	182
Anvers 3 ^e "	170	2.657	60	99	2.986	2.470	262	2.732	254	257
Anvers 4 ^e "	423	2.172	164	88	2.847	2.128	238	2.366	481	421
Berchem	745	2.355	47	68	3.215	2.378	216	2.594	621	254
Boom	101	415	42	30	588	435	61	496	92	62
Borgerhout	367	3.266	40	189	3.862	3.086	394	3.480	382	279
Brecht	91	410	9	6	516	368	57	425	91	27
Ekeren	172	1.544	18	73	1.807	1.405	173	1.578	229	938
Kontich	69	826	22	17	934	797	58	855	79	91
Zandhoven	97	626	17	8	748	554	91	645	103	40
Totaux	2.839	18.823	456	686	22.804	17.856	2.092	19.948	2.856	2.674
Malines (Nord)	144	524	3	16	687	505	49	554	133	30
Malines (Sud)	118	787	29	23	957	754	81	835	122	274
Duffel	137	320	13	19	489	390	32	422	67	34
Heist-op-den-Berg	50	329	-	-	379	321	42	363	16	12
Lierre	162	547	33	22	764	534	70	604	160	54
Puurs	76	283	9	-	368	235	43	278	90	45
Totaux	687	2.790	87	80	3.644	2.739	317	3.056	588	449
Turnhout	128	473	23	10	634	447	86	533	101	99
Arendonk	44	172	27	-	243	185	30	215	28	276
Herenthals	103	498	22	19	642	475	86	561	81	89
Hoogstraten	9	154	4	1	168	130	22	152	16	80
Mol	124	534	17	-	675	575	43	618	57	135
Westerlo	66	195	7	13	281	209	24	233	48	26
Totaux	474	2.026	100	43	2.643	2.021	291	2.312	331	705
Mons	231	2.180	37	5	2.503	2.038	225	2.283	220	99
Boussu	153	1.075	19	54	1.299	1.071	125	1.196	103	43
Chièvres	36	216	7	10	269	224	19	243	26	10
Dour	55	371	4	18	448	354	33	387	61	33
Enghien	19	155	3	4	181	128	33	161	20	21
La Louvière	193	1.046	54	-	1.293	1.025	124	1.149	144	60
Lens	67	286	14	-	467	372	62	434	33	19
Pâturages	79	484	5	18	586	442	72	514	72	53
Roeulx	185	577	12	17	791	556	82	638	153	100
Soignies	72	800	15	19	906	650	84	734	172	122
Totaux	1.140	7.238	170	145	8.743	6.880	859	7.739	1.004	592
Charleroi (Nord)	198	1.885	40	43	2.166	1.872	120	1.992	174	170
Charleroi (Sud)	285	1.641	97	61	2.084	1.543	217	1.760	324	126
Beaumont	39	301	3	12	355	310	29	339	16	25
Binche	165	1.233	23	38	1.459	1.219	128	1.347	112	63
Châtelet	74	1.107	16	30	1.227	1.008	112	1.120	107	62
Chimay	15	311	7	6	339	281	32	313	26	13
Fontaine-l'Évêque	75	1.145	32	15	1.267	1.131	62	1.193	74	60
Gosselies	59	894	11	37	1.001	853	113	966	35	47

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jumet	68	324	16	24	296	802	67	869	57	51
Marchienne-au-Pont	89	711	70	24	894	764	43	807	87	49
Merbes-le-Château	90	354	7	10	461	389	19	408	53	17
Seneffe	140	902	32	-	1.074	848	68	916	158	57
Thuin	40	517	-	15	572	482	85	567	5	5
Totaux	1.331	11.825	354	315	13.825	11.502	1.095	12.597	1.228	745
Tournai	68	706	31	6	811	698	42	740	71	21
Antoing	125	203	9	6	343	214	32	246	97	2
Ath	108	214	-	-	322	187	20	207	115	14
Celles	13	93	7	4	117	102	9	111	6	3
Comines *	-	28	-	-	28	17	1	18	10	-
Flobecq	25	92	5	3	125	81	13	94	31	5
Frasnes	46	61	5	3	115	64	12	76	39	9
Lessines	73	210	11	13	307	240	8	248	59	4
Leuze	82	298	44	-	424	303	28	331	93	28
Mouscron *	679	690	18	11	1.398	597	76	673	725	39
Peruwelz	143	285	5	18	451	280	127	407	44	33
Quevaucamps	32	351	1	5	389	342	25	367	22	22
Templeuve	39	195	8	3	245	203	14	217	28	15
Totaux	1.433	3.426	144	72	5.075	3.328	407	3.735	1.340	195
Gand 1 ^{er} canton	190	925	38	41	1.194	912	68	980	214	45
Gand 2 ^e "	307	995	24	58	1.384	915	135	1.050	334	40
Gand 3 ^e "	139	831	25	81	1.076	830	99	929	147	42
Assenede	45	227	-	4	276	190	26	216	60	34
Deinze	80	219	13	7	319	221	27	248	71	23
Eeklo	39	254	-	-	293	223	33	256	37	14
Evergem	46	517	12	16	591	504	38	542	49	25
Kaprijke	29	99	-	-	128	85	11	96	32	3
Kruishoutem	24	99	3	1	127	89	15	104	23	6
Ledeberg	104	568	11	38	721	575	61	636	85	30
Lochristi	28	178	7	4	217	169	24	193	24	55
Nazareth	69	157	5	5	236	204	15	219	17	21
Nevele	52	111	3	5	171	107	18	125	46	9
Oosterzele	67	318	3	13	401	303	57	360	41	37
Waarschoot	20	-	46	4	70	50	8	58	12	2
Zomergem	37	138	4	3	182	134	22	156	26	8
Totaux	1.276	5.636	194	280	7.386	5.511	657	6.168	1.218	394
Audenarde	153	255	13	7	428	242	55	297	131	24
Grammont	37	267	9	17	330	198	44	242	88	28
Herzele	44	341	39	33	457	353	45	398	59	63
Nederbrakel	31	141	12	4	188	151	8	159	29	16
Ninove	204	426	18	25	673	415	55	470	203	63
Renaix	101	295	23	-	419	278	59	337	82	24
St-Maria-Horebeke	56	121	6	3	186	142	19	161	25	8
Zottegem	32	209	10	-	251	188	36	224	27	9
Totaux	658	2.055	130	89	2.932	1.967	321	2.288	644	235

* Modification du ressort territorial L. du 9.8.1963

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Termonde	49	845	-	247	1.141	1.027	65	1.092	49	31
Alost	494	1.096	34	54	1.678	1.077	339	1.416	262	56
Beveren	69	220	6	20	315	225	33	258	57	36
Hamme	22	194	20	20	256	211	19	230	26	22
Lokeren	61	287	9	20	377	312	35	347	30	12
Sint-Gillis-Waas	83	280	7	-	370	263	33	296	74	33
Saint-Nicolas	16	935	-	-	951	851	80	931	20	22
Tamise	55	237	17	19	328	237	54	291	37	32
Wetteren	94	335	19	22	470	343	41	384	86	19
Zelee	23	327	11	4	365	307	27	334	31	29
Totaux	966	4.756	123	406	6.251	4.853	726	5.579	672	292
Bruges 1 ^{er} canton	266	1.054	29	63	1.412	1.013	144	1.157	255	113
Bruges 2 ^e "	189	916	108	8	1.221	914	76	990	231	720
Bruges 3 ^e "	26	704	18	24	772	609	132	741	31	71
Ardoos	19	110	3	-	132	110	19	129	3	5
Gistel	105	198	8	-	311	191	25	216	95	16
Ostende	224	1.373	27	-	1.624	1.213	173	1.386	238	130
Ruiselede	5	53	1	1	60	47	-	47	13	2
Tielt	20	114	6	-	140	113	12	125	15	2
Torhout	68	320	6	12	406	301	39	340	66	44
Totaux	922	4.842	206	108	6.078	4.511	620	5.131	947	1.103
Courtrai 1 ^{er} canton	146	664	-	13	823	589	115	704	119	7
Courtrai 2 ^e "	117	1.051	1	17	1.186	951	82	1.033	153	19
Avelgem	17	129	2	4	152	126	12	138	14	2
Harelbeke	60	533	18	8	619	502	61	563	56	11
Izegem	32	381	16	11	440	379	29	408	32	34
Menin	318	703	19	13	1.053	570	85	655	398	21
Meulebeke	70	115	6	-	191	133	12	145	46	21
Moorsele	58	219	4	3	284	221	11	232	52	10
Oostrozebeke	55	167	-	14	236	160	22	182	54	18
Roulers	25	474	57	25	581	512	60	572	9	22
Totaux	898	4.436	123	108	5.565	4.143	489	4.632	933	165
Furnes	169	527	-	7	763	591	69	660	103	12
Dixmude	46	203	4	13	266	181	36	217	49	8
Haringe	23	91	2	-	116	67	35	102	14	2
Nieuport	108	390	4	5	507	345	61	406	101	29
Totaux	346	1.271	10	25	1.652	1.184	201	1.385	267	51
Ypres 1 ^{er} canton	19	133	-	-	152	112	22	134	18	8
Ypres 2 ^e "	21	231	4	5	261	208	33	241	20	11
Hooghelede	38	96	7	5	146	94	23	117	29	15
Messines	14	120	-	-	134	108	16	124	10	6
Passendale	18	73	2	4	97	58	12	70	27	7
Poperinge	46	122	1	4	173	116	9	125	48	4
Wervik	22	198	4	9	233	202	28	230	3	11
Totaux	178	973	18	27	1.196	898	143	1.041	155	62

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liège 1 ^{er} canton	605	2.587	6	86	3.284	2.440	319	2.759	525	243
Liège 2 ^e "	81	3.975	35	63	4.154	3.601	385	3.986	168	103
Dalhem	62	333	-	-	395	302	20	322	73	27
Fexhe Slins	100	669	27	17	813	536	67	603	210	121
Fléron	149	1.332	31	58	1.570	1.174	153	1.327	243	153
Grivegnée	116	1.221	32	52	1.415	1.166	119	1.285	130	115
Herstal	253	890	20	26	1.189	840	91	931	258	171
Hollogne-aux-Pierres	47	1.336	61	73	1.517	1.406	77	1.483	34	72
Louveigné	92	463	-	-	555	401	68	469	86	59
Saint Nicolas	123	726	27	37	913	699	83	782	131	120
Seraing	111	1.840	107	66	2.124	1.886	123	2.009	115	76
Waremmé	52	303	16	10	381	315	36	351	30	53
Totaux	1.785	15.675	362	488	18.310	14.766	1.541	16.307	2.003	1.316
Huy	254	1.254	40	19	1.567	1.207	170	1.377	190	115
Ferrières	18	50	-	3	71	57	3	60	11	1
Hannut	85	229	39	-	353	199	14	213	140	19
Jehay-Bodegnée	36	309	-	-	245	202	20	222	23	13
Nandrin	37	373	14	8	462	354	34	388	74	30
Totaux	460	2.115	93	30	2.698	2.019	241	2.260	438	178
Verviers	105	955	21	29	1.110	915	120	1.035	75	34
Aubel	-	158	8	22	188	167	21	188	-	18
Dison	55	231	24	-	310	260	21	281	29	191
Eupen	55	346	4	4	409	306	45	351	58	31
Herve	36	135	4	3	178	131	15	146	32	107
Limbourg	17	262	12	3	294	247	28	275	19	91
Malmédy	51	422	9	-	482	371	29	400	82	33
Saint-Vith	63	311	4	-	378	294	34	528	50	20
Spa	69	353	10	-	432	359	34	393	39	46
Stavelot	8	168	9	-	185	160	10	170	15	17
Totaux	459	2.341	105	61	3.966	3.210	357	3.567	399	591
Toneres	25	712	33	160	930	818	52	870	60	50
Bilzen	58	481	7	9	555	453	41	494	61	37
Borgloon (Looz)	54	436	-	-	390	315	14	329	61	21
Brée	20	-	166	16	202	148	34	182	20	11
Genk	59	1.161	22	35	1.280	1.150	125	1.275	5	62
Mauseik	38	325	-	-	363	341	20	361	2	13
Mechelen	14	581	12	15	622	575	34	609	13	16
Foutron St-Martin *	-	12	1	5	18	18	-	18	-	5
Totaux	268	3.611	241	240	4.360	3.818	320	4.138	222	215
Hasselt	22	766	11	25	824	743	62	805	19	28
Beringen	47	150	-	-	797	715	42	757	40	27
Herck-la-Ville	50	235	6	-	291	195	24	219	72	30
Neerpelt	33	323	15	-	431	371	23	394	37	13

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Peer	12	305	5	2	324	288	16	304	20	23
Saint-Trond	69	940	6	41	1.056	823	66	889	167	83
Totaux	233	3.379	43	68	3.723	3.135	233	3.368	355	204
Arlon	120	622	43	21	806	514	109	623	183	64
Etalle	12	273	4	5	294	222	30	252	42	23
Fauvillers	46	82	4	1	133	87	19	106	27	10
Florenville	60	260	5	3	328	238	6	244	84	17
Messancy	65	404	8	14	491	437	4	441	50	56
Virton	109	245	9	5	368	245	61	306	62	41
Totaux	412	1.886	73	49	2.420	1.743	229	1.972	448	211
Marche-en-Famenne	66	365	7	-	438	325	43	368	70	55
Durbuy	33	120	7	7	167	119	11	130	37	15
Erezée	8	55	1	6	70	52	10	62	8	5
Houffalize	23	106	1	-	130	88	17	105	25	7
Laroche	44	98	1	-	143	90	6	96	47	5
Nassogne	10	46	5	2	63	47	8	55	8	10
Vielsalm	7	109	4	3	123	104	9	113	10	6
Totaux	191	899	26	18	1.134	825	104	929	205	103
Neufchâteau	110	168	2	-	380	158	39	197	83	20
Bastogne	26	139	-	1	166	118	19	137	29	3
Bouillon	42	114	7	-	163	108	18	126	37	17
Paliseul	65	187	15	7	274	188	13	201	73	30
Saint-Hubert	57	175	3	5	240	136	24	160	80	8
Sibret	15	59	1	1	76	48	10	58	18	2
Wellin	13	98	3	1	115	80	19	99	16	4
Totaux	328	940	31	15	1.314	836	142	978	336	84
Namur 1 ^{er} canton (N.)	132	1.276	22	37	1.467	1.175	137	1.312	155	102
" 2 ^e " (S.)	90	869	16	20	995	834	104	938	57	80
Andenne	70	452	18	17	557	452	40	492	65	33
Eghezée	60	354	1	13	428	354	51	405	23	18
Fosses	201	750	47	40	1.038	875	67	942	96	53
Gembloux	234	478	26	15	753	470	105	575	178	27
Totaux	787	4.179	130	142	5.238	4.160	504	4.664	574	313
Dinant	19	494	90	21	624	542	49	591	33	52
Beauraing	38	194	7	-	239	175	16	191	48	20
Ciney	46	434	8	13	501	422	65	487	14	27
Couvin	51	337	5	2	395	283	38	321	74	8
Florennes	31	266	9	4	310	251	23	274	36	30
Gedinne	31	141	2	-	174	127	22	149	25	30
Philippeville	9	181	4	-	194	169	21	190	4	5
Rochefort	24	303	13	3	343	284	23	307	36	24
Walcourt	46	322	8	3	379	299	30	329	50	29
Totaux	295	2.672	146	46	3.159	2.552	287	2.839	320	225
LE ROYAUME	22.819	157.067	3.980	4.711	182.577	148.713	17.945	166.658	21.919	14.549

Tableau n° 22 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1963)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1 ^{er} canton	146	176	Brecht	44	71
Bruxelles 2 ^e "	96	170	Ekeren	19	131
Bruxelles 3 ^e "	105	431	Kontich	110	149
Bruxelles 4 ^e "	74	187	Zandhoven	38	61
Anderlecht	174	238			
Asse	157	464	Totaux	1.056	2.113
Hal 1 ^e canton	35	208			
Hal 2 ^e "	3	7	Malines (Nord)	52	62
Ixelles 1 ^{er} canton	108	325	Malines (Sud)	40	93
Ixelles 2 ^e "	110	342	Duffel	102	89
Molenbeek	224	448	Heist-op-den-Berg	16	76
Kraainem *	15	1	Lierre	114	162
Saint-Gilles	163	307	Puurs	7	41
Overijse *	9	3			
St-Josse-ten-Noode	106	588	Totaux	331	523
Schaerbeek 1 ^{er} canton	69	211			
Schaerbeek 2 ^e "	137	174	Turnhout	155	104
Rhode St-Genèse *	14	22	Arendonk	159	256
Sint-Kwintens-Lennik	109	205	Herenthals	33	107
Uccle	102	445	Hoogstraten	108	50
Vilvorde	262	177	Mol	54	69
Wolvertem	110	331	Westerlo	67	94
Zaventem *	19	25			
			Totaux	576	680
Totaux	2.347	5.585			
Louvain 1 ^{er} canton	185	493	Mons	462	320
Louvain 2 ^e canton	304	926	Boussu	100	270
Aarschot	261	231	Chièvres	117	83
Diest	364	265	Dour	132	155
Glabbeek	89	132	Enghien	44	87
Haacht	37	313	La Louvière	554	421
Landen *	96	137	Lens	66	150
Tirlemont	367	597	Pâturages	84	219
Léau	50	188	Roeulx	118	206
			Soignies	372	276
Totaux	1.803	3.282			
Nivelles	128	435	Totaux	2.049	2.187
Genappe	45	63			
Jodoigne	153	174	Charleroi (Nord)	298	986
Perwez	106	104	Charleroi (Sud)	408	558
Wavre	494	564	Beaumont	118	168
			Binche	210	770
Totaux	926	1.340	Châtelet	391	939
Anvers 1 ^{er} canton	146	150	Chimay	201	308
Anvers 2 ^e "	100	251	Fontaine-l'Évêque	624	475
Anvers 3 ^e "	92	215	Gosselies	336	494
Anvers 4 ^e "	98	384	Jumet	159	320
Berchem	171	245			
Boom	61	106			
Borgerhout	177	410			

* Modification du ressort territorial L. du 9.8.1963

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Marchienne-au-Pont	198	555	Termonde	213	147
Merbes-le-Château	153	156	Alost	169	534
Seneffe	120	469	Beveren	157	217
Thuin	107	170	Hamme	135	153
			Lokeren	138	100
			Sint-Gillis-Waas	125	180
Totaux	3.323	6.368	Saint-Nicolas	195	391
Tournai	342	136	Tamise	100	159
Antoing	48	153	Wetteren	79	144
Ath	150	105	Zeel	108	135
Celles	29	37			
Comines *	18	29	Totaux	1.419	2.160
Flobecq	32	115			
Frasnes	87	104	Bruges 1 ^{er} canton	174	646
Lessines	103	138	Bruges 2 ^e canton	178	836
Leuze	206	224	Bruges 3 ^e canton	348	586
Mouscron *	199	370	Ardoise	24	71
Peruwelz	90	342	Gistel	92	216
Quevaucamps	83	130	Ostende	504	762
Templeuve	48	30	Ruiselede	8	49
			Tielt	48	82
			Torhout	97	295
Totaux	1.435	1.913			
Gand 1 ^{er} canton	367	696			
Gand 2 ^e canton	416	813	Totaux	1.473	3.543
Gand 3 ^e canton	246	644			
Assenede	219	193	Courtrai 1 ^{er} canton	62	196
Deinze	69	157	Courtrai 2 ^e canton	201	417
Eeklo	225	134	Avelgem	16	45
Evergem	137	426	Harelbeke	81	163
Kaprijke	43	64	Izegem	57	282
Kruishoutem	47	93	Menin	137	531
Ledeberg	137	442	Meulebeke	46	34
Lochristi	146	128	Moorsele	36	64
Nazareth	118	110	Oostrozebeke	30	39
Nevele	52	123	Roulers	382	443
Oosterzele	205	377			
Waarschoot	25	45	Totaux	1.048	2.214
Zomergem	37	103			
			Furnes	47	266
Totaux	2.489	4.548	Dixmude	41	137
Audenarde	91	182	Haringe	18	46
Grammont	110	226	Nieuport	86	143
Herzele	177	305			
Nederbrakel	37	109	Totaux	192	592
Ninove	120	188			
Renaix	171	281	Ypres 1 ^{er} canton	34	143
Sint-Maria-Horebeke	39	80	Ypres 2 ^e canton	101	177
Zottegem	90	122	Hoogdele	60	84
			Messines	35	100
Totaux	835	1.493	Passendale	68	55
			Poperinge	83	114
			Wervik	88	243
			Totaux	469	916

* Modification du ressort territorial L. du 9.VIII.1963.

TABLEAU n° 24 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1963.

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										AFFAIRES TERMINEES PAR DES JUGEMENTS							
	AFFAIRES A JUGER					AFFAIRES TERMINEES					JUGEMENTS							
	anciennes					affaires à juger	par des jugements			affaires terminées								Nombre des affaires restant à juger
	pendantes au com- mencement de l'année	révisées au rôle	sur opposition à des jugements par défaut	nouvelles introduites pendant l'année	contradictoires		par défaut	Total	par déclinement, transaction, abandon, jonction ou radiation									
						2				3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
Bruxelles	7.981	605	226	8.104	16.315	4.183	2.324	6.547	2.874	9.421	7.495	5.050	1.497	2.000	4.547	6.133		
Louvain	1.396	2	17	977	2.392	436	244	690	227	907	1.485	464	216	646	34	148		
Nivelles	1.169	2	12	573	1.756	224	173	397	131	528	1.228	315	82	319	72	262		
Anvers	4.422	68	75	4.461	9.026	2.208	1.026	3.234	829	4.063	4.963	2.630	604	2.080	1.154	1.968		
Malines	1.303	1	10	568	1.882	276	194	470	39	509	1.373	388	82	329	141	366		
Turnhout	684	9	15	645	1.353	315	155	470	22	492	861	359	111	381	89	137		
Mons	1.874	20	16	1.245	3.155	526	392	918	422	1.340	1.815	891	27	524	394	638		
Charleroi	2.760	21	27	2.153	4.961	844	779	1.623	403	2.026	2.935	1.358	265	1.378	245	934		
Tournai	543	3	2	559	1.107	209	189	398	69	467	640	354	44	261	137	310		
Gand	2.414	16	9	1.449	3.888	746	362	1.108	109	1.217	2.671	807	301	961	147	521		
Audenarde	437	11	14	529	991	307	156	463	113	576	415	331	132	305	158	283		
Termonde	1.279	13	25	896	2.213	399	289	688	87	775	1.438	533	155	559	129	299		
Bruges	1.473	12	15	1.113	2.613	617	261	878	288	1.166	1.447	720	158	728	150	386		
Courtrai	992	22	2	633	1.649	386	367	753	20	773	876	641	112	753	-	263		
Furnes	317	9	1	307	634	206	69	275	34	309	325	196	79	240	35	142		
Ypres	427	1	3	289	720	159	52	211	46	257	463	167	44	210	1	76		
Liège	2.765	161	7	2.132	5.065	939	775	1.714	160	1.874	3.191	1.370	344	937	777	1.453		
Huy	206	3	4	347	560	169	129	298	62	360	200	269	29	226	72	170		
Verviers	489	5	12	561	1.067	221	238	459	73	532	535	378	81	397	62	204		
Tongres	433	3	14	659	1.109	253	210	463	44	507	602	369	94	463	-	87		
Hasselt	606	4	9	700	1.319	411	157	568	87	655	664	336	232	426	142	213		
Arlon	472	1	3	355	831	177	113	290	58	348	483	267	23	265	25	116		

TABLEAU n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Famenne	402	-	4	121	527	43	55	98	26	124	403	65	33	98	-	5
Neufchâteau	272	-	5	138	415	42	56	98	15	113	302	87	11	98	-	14
Namur	965	2	-	626	1.593	244	232	476	103	579	1.014	381	95	400	76	336
Dinant	237	-	10	375	672	278	182	460	81	541	131	371	89	460	-	107
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	22.132	731	400	19.285	42.548	9.221	5.516	14.737	5.016	19.753	22.795	11.209	2.928	7.918	6.819	10.956
Gand	7.339	84	69	5.216	12.708	2.820	1.556	4.376	697	5.073	7.635	3.395	981	3.756	620	1.970
Liège	6.897	179	68	6.014	13.158	2.777	2.147	4.924	709	5.633	7.525	3.893	1.031	3.770	1.154	2.705
Le Royaume :	55.566	994	557	30.515	68.414	14.813	9.219	24.037	6.422	30.459	37.955	19.097	4.940	15.444	8.593	15.631

Tableau n° 25. - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND
AFFAIRES SUR REQUÊTE - REFERES (1963)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	REFERES JUGES
		Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sans suite	Total des affaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.556	4.685	60	-	4.745	1.195	1.096
Louvain	119	457	1	-	458	83	149
Nivelles	109	422	11	-	433	58	107
Anvers	631	2.587	36	26	2.649	732	899
Malines	160	461	4	-	465	48	114
Turnhout	98	286	3	-	289	39	42
Mons	439	1.720	15	9	1.744	424	368
Charleroi	427	1.549	3	3	1.555	32	480
Tournai	180	647	22	11	680	128	103
Gand	423	1.577	17	12	1.606	557	610
Audenarde	76	279	10	-	289	51	43
Termonde	162	821	15	10	846	98	107
Bruges	202	555	33	-	588	121	287
Courtrai	214	504	7	2	513	63	137
Furnes	74	168	2	-	170	56	51
Ypres	59	313	6	1	320	15	51
Liège	721	1.970	48	61	2.079	273	660
Huy	52	1.099	7	-	1.106	50	113
Verviers	123	562	6	-	568	72	108
Tongres	117	396	7	4	407	60	71
Hasselt	305	471	3	-	474	76	83
Arlon	105	443	-	-	443	50	74
Marche-en-Famenne	43	192	3	-	195	7	11
Neufchâteau	29	540	-	-	540	5	20
Namur	167	659	9	12	680	102	149
Dinant	71	591	1	-	592	29	41
Ressort de la Cour d'appel de :							
Bruxelles	3.719	12.814	155	49	13.018	2.739	3.358
Gand	1.210	4.217	90	25	4.332	961	1.286
Liège	1.733	6.923	84	77	7.084	724	1.330
LE ROYAUME	6.662	23.954	329	151	24.434	4.424	5.974

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

Tableau n° 26 - APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER - ANNÉE 1963

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES												Jugements rendus avant de statuer au fond
		Causes à juger					Causes terminées							
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugement			Total des causes terminées	par décretement, transaction, jonction ou radiation et jugements d'incompétence	Causes restant à juger		
		pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	poursuivies sur citation à des jugements par défaut			contra-dictaires	par défaut	Total					
CIVILS	DE COMMERCE	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
1	2													
Nivelles	Bruxelles Louvain	4.679	559	713	20.881	26.832	5.347	12.856	18.203	3.651	21.854	4.978	550	
		923	4	29	1.462	2.418	483	737	1.220	218	1.438	980	186	
Malines	Anvers	4.106	14	288	872	1.314	282	483	765	120	885	429	69	
Turnhout		1.108	5	24	11.198	15.876	3.232	6.109	9.371	2.238	11.609	4.267	732	
		552	9	11	952	2.089	296	535	831	72	903	1.186	85	
Charleroi	Mons	1.750	10	39	575	1.507	350	509	859	23	882	625	100	
		1.017	41	46	1.979	3.778	808	1.136	1.944	284	2.228	1.550	269	
Audenarde	Tournai	198	-	20	2.708	3.812	693	1.518	2.211	453	2.664	1.148	39	
	Gand	1.392	5	85	953	1.171	567	450	1.010	40	1.050	121	101	
	Alost	261	0	7	3.389	4.871	1.087	1.642	2.729	555	3.284	1.587	677	
	Saint-Nicolas	515	-	10	505	779	137	270	407	86	493	286	13	
Termonde		322	-	12	1.885	2.447	824	933	1.757	121	1.878	569	401	
		416	2	12	980	1.314	190	569	759	74	833	481	181	
	Bruges	768	8	20	616	1.046	178	279	457	88	545	501	112	
	Ostende	372	11	14	1.210	2.006	418	557	975	152	1.127	879	274	
	Courtrai	690	12	5	892	1.280	346	384	730	148	878	402	255	
Furnes		171	-	4	2.025	2.732	470	1.083	1.553	381	1.934	78	38	
Ypres		218	3	-	317	492	147	122	265	34	299	193	38	
Huy	Liège	2.133	63	153	373	594	105	188	293	60	353	241	25	
		425	-	14	5.953	8.302	1.811	3.578	5.389	550	5.939	2.363	265	
	Verviers	290	-	-	533	972	199	254	453	188	641	331	41	
					1.396	1.686	642	656	1.298	95	1.393	293	65	

TABLEAU n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		489	4	15	984	1.492	283	569	857	100	957	535	53
Hasselt		378	13	14	1.236	1.641	400	721	1.121	95	1.216	425	97
Arlon		206	-	3	347	556	125	180	305	8	313	243	50
Marche-en-Famenne		345	-	5	224	574	42	129	171	31	202	372	27
Neufchâteau		204	-	1	241	446	54	151	205	21	226	220	32
Dinant	Namur	524	2	19	1.385	1.930	416	789	1.205	186	1.391	539	153
Dinant	Namur	331	-	8	611	950	188	372	560	55	615	335	61
Ressort de la Cour d'Appel de TRIBUNAUX	Bruxelles	15.852	649	1.156	41.940	58.797	15.081	24.333	36.414	7.099	43.513	15.224	2.131
	Gand	5.155	45	169	12.152	17.561	3.898	6.027	9.925	1.698	11.624	5.937	2.214
	Liège	5.525	62	232	12.910	18.549	4.165	7.399	11.564	1.329	12.893	5.656	844
	Namur	6.540	30	130	11.454	18.264	3.480	6.250	9.730	1.434	11.164	7.070	842
	Bruxelles	18.952	636	1.577	55.588	76.643	16.664	31.479	48.143	6.693	54.836	19.807	4.347
TOTAL		55.552	770	1.557	67.042	94.507	20.144	27.739	57.503	10.227	68.030	26.877	5.189

4° Cours d'Appel

TABLEAU n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1963.

A JUGER - 1963.

COURS D'APPEL (avec indication des jurisdiccions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causas restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total	par arrêts au fond		Total des arrêts	par transaction, abandon ou autres motifs	Total général des causes terminées		
				contradictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
COUR D'APPEL DE BRUXELLES										
Tribunaux de première instance en matière civile	2.449	1.623	4.072	1.019	62	1.081	404	1.485	2.587	113
Tribunaux de première instance en matière commerciale	106	66	172	33	2	35	9	44	128	35
Tribunaux de commerce	1.035	609	1.644	345	31	376	160	536	1.108	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	17	16	33	13	-	13	-	13	20	
Conseil de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	8	4	12	3	-	3	1	4	8	
Référés	348	320	668	177	4	181	82	263	405	
Affaires portées directement devant la Cour	4	9	13	9	-	9	1	10	3	
COUR D'APPEL DE GAND										
Tribunaux de première instance en matière civile	387	540	927	379	33	412	88	500	427	31
Tribunaux de première instance en matière commerciale	34	32	66	21	4	25	5	30	36	12
Tribunaux de commerce	172	170	342	131	12	143	22	165	177	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	6	6	12	2	-	2	2	4	8	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	6	6	6	-	6	-	6	-	
Appels de jugements d'arbitres	1	-	1	-	-	-	-	-	1	
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COUR D'APPEL DE LIEGE										
Tribunaux de première instance en matière civile	716	529	1.245	481	30	511	126	637	608	91
Tribunaux de première instance en matière commerciale	68	55	123	47	-	47	11	58	65	31
Tribunaux de commerce	161	105	266	88	1	89	21	110	156	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	12	9	20	8	-	8	4	12	8	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	1	-	1	-	-	-	-	-	1	
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

- 53 -

Tableau n° 27 (suite)

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance en matière civile	3.552	2.692	6.244	1.879	125	2.004	618	2.622	3.622	235
Tribunaux de première instance en matière commerciale	208	153	361	101	6	107	25	132	229	78
Tribunaux de commerce	1.368	884	2.252	564	44	608	203	811	1.441	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	35	30	65	23	-	23	6	29	36	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	6	6	6	-	6	-	6	-	-
Appels de jugements d'arbitres	10	4	14	3	-	3	1	4	10	-
Référé	348	320	668	177	4	181	82	263	405	-
Affaires portées directement devant la Cour	4	9	13	9	-	9	1	10	3	-
Totaux par ressort :										
Bruxelles	3.967	2.647	6.614	1.599	99	1.698	657	2.355	4.259	148
Gand	600	754	1.354	539	49	588	117	705	649	43
Liège	958	697	1.655	624	31	655	162	817	838	122
Totaux généraux	5.525	4.098	9.623	2.762	179	2.941	936	3.877	5.746	313

Tableau n° 28 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1963)

COUR D'APPEL DE	AFFAIRES A JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation transaction etc..	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	1.734	485	2.219	17	590	206	796	1.423
Gand	318	122	440	6	184	5	189	251
Liège	296	153	449	14	166	9	175	274
Le Royaume	2.348	760	3.108	37	940	220	1.160	1.948
Bruxelles								
Gand								
Liège				Néant				
Le Royaume								

Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1963)

5° Cour de Cassation

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la Cour de Cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La Cour de Cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort :

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la Cour de Cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La Cour de Cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les Cours d'Appel du Congo.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la Cour de Cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1er).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La Cour de Cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la Cour ou au tribunal qui doit en connaître.

TABLEAU n° 30 - COUR DE CASSATION (1ère Chambre)
POURVOIS EN MATIERE CIVILE (A N N E E 1963)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRETS						Causés restant à juger
	Pendentes au com- mencement de l'année	Introduites pendant l'année	Total	au fond		décrétant			Total des arrêts	
				Cassation	Rejet	la déchéance	le désistement	la jonction		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Cours d'Appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	22	61	83	20	30	-	2	-	52	31
Gand	18	20	38	5	5	-	-	-	10	28
Liège	25	20	45	6	20	-	1	-	27	18
Totaux	65	101	166	31	55	-	3	-	89	77
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	62	6	68	6	8	-	-	-	14	54
Gand	5	4	9	3	-	-	-	-	3	6
Liège	16	3	19	1	3	-	-	-	4	15
Totaux	83	13	96	10	11	-	-	-	21	75

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance										
a) Jugeant en premier degré :										
Bruxelles	6	-	6	-	-	-	-	-	-	6
Louvain	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Mons	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi	2	3	5	1	1	-	-	-	2	3
Tournai	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Arlon	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Famenne	2	-	2	1	-	-	-	-	1	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	23	3	26	3	3	-	-	-	6	20
b) Jugeant en degré d'appel :										
Bruxelles	18	20	38	12	4	-	1	-	17	21
Louvain	5	1	6	1	1	-	-	-	2	4
Nivelles	1	4	5	1	-	-	-	-	1	4
Anvers	5	7	12	6	1	-	-	-	7	5
Malines	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Turnhout	3	2	5	-	-	-	-	-	-	5
Mons	1	6	7	2	1	-	-	-	3	4
Charleroi	2	2	4	1	1	-	-	-	2	2
Tournai	1	1	2	2	-	-	-	-	2	-
Gand	5	2	7	2	1	-	-	-	3	4
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	6	2	8	1	5	-	-	-	6	2
Bruges	2	1	3	-	1	-	-	-	1	2
Courtrai	-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Furnes	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-
Ypres	3	1	4	1	2	-	-	-	3	1
Liège	4	8	12	-	3	-	-	-	3	9
Huy	-	4	4	-	-	-	-	-	-	4
Verviers	5	2	7	2	2	-	-	-	4	3

TABLEAU n° 30 (suite)

- 56 -

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	1	7	8	-	-	-	-	-	-	8
Hasselt	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-
Arlon	2	1	3	1	-	-	-	-	1	2
Marche-en-Famenne	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
Neufchâteau	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1
Namur	3	3	6	3	1	-	-	-	4	2
Dinant	4	-	4	2	2	-	-	-	4	-
TOTAUX	73	83	156	38	28	-	1	-	67	89
Tribunaux de commerce	8	3	11	1	5	-	-	-	6	5
Justice de paix	2	6	8	5	2	-	-	-	7	1
Conseils de prud'hommes	39	49	88	14	18	-	-	-	32	56
Conseil supérieur d'arbitrage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres : (1)	4	-	4	2	2	-	-	-	4	-
TOTAUX GENERAUX :	298	258	556	104	124	-	4	-	232	324

(1) Autres (1 Réglementation d'attribution de juge
 (1 Demande en intervention
 (2 Demandes en restitution.

STATISTIQUE DES GRACES

ET DE LA

LIBERATION CONDITIONNELLE

ANNEE 1963

STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBERATION
CONDITIONNELLE

1963

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRACES : REQUETES SOUMISES, REJETEES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1939	8.842	5.634	63,72	3.208	36,28
1940	5.957	3.501	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.867	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.706	35,94	11.948	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35
1957	7.394	4.007	54,20	3.387	45,80
1958	6.819	4.236	62,12	2.583	37,88
1959	7.012	4.203	59,94	2.809	40,06
1960	6.208	4.046	65,19	2.162	34,83
1961	6.852	4.490	65,53	2.362	34,47
1962	6.506	4.213	64,76	2.293	35,24
1963	5.757	3.752	65,17	2.005	34,83

LIBERATIONS CONDITIONNELLES

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

ANNÉES	Sexe		Age							Etat civil			Antécédents				Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine								
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à 25 ans	de 25 à 30 ans	de 30 à 40 ans	de 40 à 50 ans	de 50 à 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veuves	Divorcés	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions dégradations dommages
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1960 (1)	576	49	20	90	121	177	120	74	23	202	351	17	55	274	113	238	-	9	326	20	213	43	8	-	6
1960 (2)	18	1	-	-	-	3	8	4	4	4	11	2	2	7	4	8	19	-	-	-	-	-	-	-	-
1961 (1)	592	67	18	98	112	195	119	82	35	214	358	24	63	307	121	231	-	28	285	22	216	94	-	3	11
1961 (2)	32	2	-	-	-	8	19	3	4	9	18	3	4	21	5	8	34	-	-	-	-	-	-	-	-
1962 (1)	805	84	46	150	172	218	157	106	40	308	479	32	70	348	199	342	-	37	416	31	313	74	-	4	14
1962 (2)	39	1	-	-	-	4	21	12	3	8	24	2	6	23	6	11	40	-	-	-	-	-	-	-	-
1963 (1)	679	69	49	143	131	194	127	81	23	280	363	45	60	318	154	276	20	4	382	27	227	75	-	5	8
1963 (2)	18	2	-	-	-	7	9	4	-	-	-	-	4	10	4	6	19	1	-	-	-	-	-	-	-

3. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERATIONS ACCORDEES

ANNÉES	Durée de la peine										Durée du temps d'épreuve										
	Prononcée							Restant			à subir										
	Moins de 1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	de 5 à 10 ans	de 10 à 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 5 ans	de 5 à 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à 5 ans	de 5 à 10 ans	de 10 à 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1960 (1)	118	196	230	41	27	7	6	154	163	167	82	15	18	15	11	410	112	77	16	4	6
1960 (2)	-	-	-	1	5	4	9	-	-	-	1	-	2	3	13	-	1	1	4	3	10
1961 (1)	105	260	210	30	25	8	21	178	185	168	63	11	12	16	26	447	85	84	17	5	21
1961 (2)	1	-	-	-	6	3	24	1	-	-	-	1	1	5	26	1	-	2	5	2	24
1962 (1)	189	297	293	42	41	14	13	231	227	218	114	24	24	31	20	698	91	86	14	-	-
1962 (2)	-	-	-	1	4	-	35	-	-	-	-	-	1	3	36	-	1	35	3	1	-
1963 (1)	129	276	257	49	26	7	4	165	243	183	96	25	13	12	11	672	47	24	5	-	-
1963 (2)	-	-	-	1	3	3	13	-	-	-	-	-	1	4	15	-	1	16	3	-	-

(1) - Les prisons ou droit commun

(2) - Les centres d'internement ou inciviques.

4. - SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libérations conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à - de 2 ans après l'octroi	de 2 à - de 5 ans après l'octroi	de 5 à - de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1960 (1)	26	25	27	8	1	87	830
1960 (2)	-	-	-	5	-	5	10
1961 (1)	24	31	33	4	1	93	783
1961 (2)	-	1	-	2	-	3	19
1962 (1)	36	36	25	7	2	106	611
1962 (2)	-	-	-	-	-	-	20
1963 (1)	51	47	18	8	1	125	613
1963 (2)	-	-	-	-	-	-	-

STATISTIQUE DE L'APPLICATION DE LA LOI

DE

DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

5. - PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux détenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1960 (1)	662	148	3.103	950	146	70	1.779	318
1960 (2)	-	-	328	2	-	-	221	2
1961 (1)	464	190	3.043	784	187	74	1.822	345
1961 (2)	-	-	512	2	-	-	175	2
1962 (1)	513	100	3.430	1.028	202	26	1.897	413
1962 (2)	-	-	215	1	-	-	143	3
1963 (1)	615	115	3.052	768	365	57	2.824	329
1963 (2)	-	-	54	-	-	-	91	-

(1) = Les prisons ou droit commun

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

ANNEE 1963

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1963

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INCLUPES EN ETAT DE DEMENCE, DE DESEQUILIBRE MENTAL OU DE DEBILITE MENTALE (1963)

Nature de l'infraction commise	Inculpés internés par application de l'article 7								
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Juridictions d'instruction									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	7	2	8	1	15	3	18
Les mœurs	33	1	45	-	-	-	78	1	79
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Incendie	1	-	13	3	-	-	14	3	17
Faux en écritures	19	-	-	-	-	-	19	-	19
Vols qualifiés	61	1	4	-	-	-	65	1	66
Autres crimes	3	2	-	-	-	-	3	2	5
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	32	-	-	-	-	-	32	-	32
Les mœurs	53	9	-	1	-	-	53	10	63
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Vols	57	6	1	-	-	-	58	6	64
Escroqueries	8	1	-	-	-	-	8	1	9
Abus de confiance	2	-	-	-	-	-	2	-	2
L'autorité	11	1	-	-	-	-	11	1	12
Autres délits	15	3	-	-	-	-	15	3	18
Total	295	24	70	6	8	1	373	31	404
Juridictions de jugement									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les mœurs	3	-	4	-	-	-	7	-	7
Les biens :									
Incendie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Vols qualifiés	17	-	-	-	-	-	17	-	17
Autres crimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	4	-	-	-	-	-	4	-	4
Les mœurs	7	3	-	-	-	-	7	3	10
Les biens :									
Vols	5	-	-	-	-	-	5	-	5
Escroqueries	2	-	-	-	-	-	2	-	2
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	8	2	-	-	-	-	8	2	10
Total	47	5	4	-	-	-	51	5	56
Le Royaume :	342	29	74	6	8	1	424	36	460

Tableau 2 - DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUTEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1963)

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révo-cations (art. 14 et 21)	Nombre de prolon-gations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1953	27	105	41	8
1954	22	366	43	20
1955	45	118	49	14
1956	82	244	91	21
1957	85	198	107	15
1958	66	272	92	9
1959	95	247	81	16
1960	100	388	105	16
1961	97	345	121	21
1962	93	294	93	23
1963	88	333	131	16

Tableau 3 - RECIDIVISTES OU DELINQUANTS D'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1963)

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	En vertu de l'article 25				En vertu de l'article 24		En vertu de l'article 23				Totaux		
	pendant 5 ans		pendant 10ans		pendant 20 ans		cfr note 1 a		cfr note 1 b				
	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Ensem- ble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes contre :													
La vie et l'intégrité cor- porelle	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Les mœurs	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Les biens : Vol qualifiés	3	-	6	-	-	-	1	-	-	-	10	-	10
Faux en écritures	3	-	3	-	-	-	1	-	-	-	7	-	7
Incendie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre :													
L'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Les mœurs	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1
La famille : (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens : Vols	4	-	1	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5
Escroqueries	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Le Royaume :	15	-	12	-	-	-	3	1	-	-	30	1	31

- (1) a) l'exécution des peines est poursuivie dans un établissement de défense sociale.
b) l'exécution des peines est poursuivie dans une prison.

Tableau 4. - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNES (1963)

SIEGE	Internements			Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instructions	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
COURS D'ASSISES					
	-	-	-	-	-
COURS MILITAIRES					
	-	6	6	-	6
COURS D'APPEL					
Bruxelles	36	8	44	5	49
Gand	11	-	11	8	19
Liège	21	1	22	1	23
Total	68	9	77	14	91
TRIBUNAUDX DE PREMIERE INSTANCE					
Bruxelles	29	6	35	2	37
Louvain	16	2	18	-	18
Nivelles	2	-	2	-	2
Anvers	102	10	112	-	112
Malines	10	-	10	-	10
Turnhout	26	1	27	-	27
Mons	12	1	13	-	13
Charleroi	33	5	38	-	38
Tournai	9	-	9	-	9
Gand	9	-	9	-	9
Audenarde	2	-	2	1	3
Termonde	7	1	8	1	9
Bruges	10	3	13	2	15
Courtrai	3	-	3	2	5
Furnes	3	1	4	-	4
Ypres	1	-	1	-	1
Liège	36	4	40	-	40
Huy	1	-	1	3	4
Verviers	2	1	3	1	4
Tongres	5	-	5	-	5
Hasselt	-	-	-	-	-
Arlon	6	-	6	-	6
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	1
Neufchâteau	3	-	3	-	3
Namur	7	1	8	1	9
Dinant	1	1	2	-	2
Total :	336	37	373	13	386
CONSEILS DE GUERRE					
	-	4	4	-	4
Total général :	404	56	460	27	487

STATISTIQUE

DES

ACTES NOTARIES

ANNEE 1963

ACTES NOTAIRES

ANNEE 1963

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTAIRES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS,
PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT - ANNEE 1963

CANTONS	1963		CANTONS	1963	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	29.048	605.160.615	Malines (2 cantons)	5.977	45.152.691
Anderlecht	6.545	70.844.024	Duffel	1.766	10.626.080
Ase	3.083	19.227.087	Heist-op-den-Berg	3.137	15.560.571
Hal (2 cantons)	2.864	25.739.708	Lierre	2.092	16.748.157
Ixelles (2 cantons)	8.115	103.391.520	Puurs	1.514	7.685.728
Crainhem *			Arrond. jud. de Malines :	14.486	95.773.227
Molenbeek-Saint-Jean	4.789	48.910.395	Turnhout	3.046	21.357.805
Overijse	956	8.221.027	Arendonk	1.441	10.738.333
Saint-Gilles	2.243	26.779.577	Herentals	3.838	23.161.373
Saint-Josse-ten-Noode	7.208	90.476.044	Hoogstraten	1.585	12.133.429
Schaerbeek (2 cantons)	7.192	95.892.359	Mol	4.214	26.021.150
Rhode-Saint-Genèse *			Westerlo	1.941	10.530.171
Sint-Kwintens-Lennik	3.292	23.504.256	Arrond. jud. de Turnhout :	16.065	103.942.261
Uccle	6.416	89.035.800	Mons	5.142	39.375.162
Vilvorde	2.531	26.225.311	Boussu	2.667	7.859.595
Wolvertem	3.343	26.306.935	Chièvres	735	2.986.378
Zaventem	1.178	7.454.993	Dour	2.066	6.909.014
Arrond. jud. de Bruxelles :	88.803	1.267.179.651	Enghien	883	4.661.457
Louvain (2 cantons)	9.074	73.413.572	La Louvière	3.063	16.663.967
Aarschot	2.269	9.978.361	Lens	1.890	8.593.276
Diest	2.129	11.584.278	Pâturages	2.298	8.128.307
Glabbeek	932	3.916.912	Roeulx	1.486	6.185.123
Haacht	2.422	15.514.758	Soignies	1.984	12.652.975
Landen	1.219	5.878.487	Arrond. jud. de Mons :	22.214	114.015.254
Tirlemont	2.402	17.799.992	Charleroi (2 cantons)	8.125	51.511.541
Léau	798	3.996.737	Beaumont	726	3.485.978
Arrond. jud. de Louvain :	21.245	142.083.097	Binche	2.661	13.633.159
Nivelles	4.974	52.312.925	Châtelet	3.672	18.877.480
Genappe	4.674	41.156.842	Chimay	1.208	6.700.791
Jodoigne	1.208	8.199.765	Fontaine l'Evêque	2.354	11.799.228
Perwez	1.574	8.269.055	Gosselies	2.424	14.028.358
Wavre	1.294	6.299.115	Jumet	2.251	12.151.921
Arrond. jud. de Nivelles :	13.724	116.237.702	Marchienne-au-Pont	1.683	12.053.696
Anvers (4 cantons)	28.530	311.047.590	Merbes-le-Château	872	4.257.451
Berchem	2.510	23.445.917	Seneffe	2.220	11.323.704
Boom	1.688	10.383.357	Thuin	1.846	13.212.648
Borgerhout	5.330	40.493.049	Arrond. jud. de Charleroi :	30.042	173.035.955
Brecht	2.772	21.923.872			
Ekeren	3.540	26.256.943			
Kontich	2.425	21.210.662			
Zandhoven	2.154	18.904.266			
Arrond. jud. d'Anvers :	48.949	473.665.597			

* Les chiffres du canton de Crainhem sont compris dans ceux du canton de Saint-Josse-ten-Noode.
Les chiffres du canton de Rhode-Saint-Genèse sont compris dans ceux du canton d'Uccle.

CANTONS	1963		CANTONS	1963	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.652	20.472.383	Bruges (3 cantons)	11.398	122.959.611
Antoing	1.068	5.297.849	Ardooie	703	5.103.861
Ath	1.013	5.933.531	Cistel	1.287	9.439.185
Celles	502	3.592.033	Ostende	3.915	42.690.811
Comines	509	4.361.201	Ruisselede	511	2.947.066
Flobecq	538	3.044.251	Tielt	843	8.419.369
Frarnes	1.003	5.050.278	Torhout	2.930	19.988.049
Lessines	1.415	7.478.664			
Leuze	1.058	5.216.010	Arrond. jud. de Bruges :	21.587	211.547.992
Mouscron	2.791	21.044.282			
Péruwelz	1.183	4.458.674	Courtrai (2 cantons)	5.297	52.892.798
Quevaucamps	1.024	4.483.899	Avelgem	737	4.132.387
Templeuve	858	4.261.965	Harelbeke	2.459	16.985.989
			Izegem	1.936	22.444.655
Arrond. jud. de Tournai :	15.614	94.694.940	Menin	2.477	16.823.528
			Meulebeke	1.115	7.225.652
Gand (3 cantons)	8.554	98.595.734	Moorsele	1.301	9.815.805
Arsenede	939	6.300.751	Oostrozebeke	616	5.117.679
Deinze	1.101	10.045.857	Roulers	2.131	20.040.226
Eeklo	1.808	13.839.800			
Evergem	3.175	30.124.323	Arrond. jud. de Courtrai	18.069	155.478.719
Kaprijke	694	4.361.484			
Kruishoutem	979	7.131.209	Furnes	1.744	24.441.000
Ledeberg	1.791	20.475.715	Dixmude	1.153	11.779.254
Lochristi	1.185	9.476.025	Haringe	708	5.065.606
Nazareth	1.100	11.475.221	Nieuport	1.662	28.210.998
Nevele	814	7.685.746			
Oosterzele	1.810	14.285.757	Arrond. jud. de Furnes :	5.267	69.496.858
Waarschoot	809	6.308.783			
Zomergem	1.019	12.330.011	Ypres (2 cantons)	1.540	14.262.701
			Hooglede	676	5.625.038
Arrond. jud. de Gand :	25.778	253.036.416	Messines	621	5.457.075
			Parsendale	1.022	8.792.333
Audenarde	2.108	15.050.952	Poperinge	804	6.042.725
Grammont	1.353	9.838.686	Wervik	612	4.128.071
Herzele	2.433	16.127.337			
Nederbrakel	1.050	5.985.776	Arrond. jud. d'Ypres :	5.275	44.307.943
Ninove	3.191	19.760.984			
Renaix	1.459	11.736.625	Liège (2 cantons)	11.687	119.680.169
Sint-Maria-Horebeke	549	2.749.192	Dalhem	1.073	7.242.052
Zottegem	1.255	9.060.969	Fexhe-Slins	2.242	11.548.681
			Fléron	2.814	16.270.012
Arrond. jud. d'Audenarde :	13.398	90.310.521	Grivegnée	2.431	17.308.137
			Herstal	2.200	14.840.181
Termonde	2.201	15.288.753	Hollogne-aux-Pierres	2.621	13.873.847
Alost	4.436	37.447.707	Louveigné	1.157	6.881.160
Beveren	1.666	10.840.528	Saint-Nicolas	2.259	15.398.744
Hamme	1.651	9.718.969	Seraing	3.518	22.042.355
Lokeren	1.502	12.247.342	Waremmme	1.375	9.434.347
Sint-Gillis-Waas	2.726	14.600.198			
Saint-Nicolas	2.599	21.361.694	Arrond. jud. de Liège :	33.377	254.499.385
Tamise	1.858	11.647.836			
Wetteren	1.698	12.161.965			
Zelee	1.312	10.364.113			
Arrond. jud. de Termonde :	21.649	155.679.105			

CANTONS	1963		CANTONS	1963	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	3.434	30.124.084	Marche en-Famenne	948	5.970.390
Ferrières	394	4.106.519	Durbuy	881	8.068.053
Hanout	1.417	6.947.757	Erezée	421	2.355.078
Jehay-Bodegnée	1.800	8.164.786	Hoofdalize	714	4.105.307
Nandrin	1.193	7.537.076	Laroche	689	4.415.542
			Nastogne	629	6.597.865
			Vielsalm	624	3.669.364
Arrond. jud. de Huy :	8.834	56.855.821			
			Arrond. jud. de Marche- en-Famenne :	4.906	35.181.599
Verviers	2.952	21.324.656			
Aubel	936	7.854.610	Neufchâteau	967	6.178.115
Dison	880	5.536.044	Bastogne	974	6.551.592
Eupen	1.315	10.900.169	Bouillon	457	3.709.578
Herve	923	4.852.822	Paliseul	647	3.621.145
Limbourg	324	5.725.774	Saint-Hubert	664	3.823.411
Malmédy	1.640	7.347.018	Sibret	497	4.473.170
Saint-Vith	1.163	4.943.772	Wellin	399	2.993.607
Spa	2.113	15.253.795			
Stavelot	1.128	6.727.463			
Arrond. jud. de Verviers :	13.850	90.491.030	Arrond. jud. de Neuf- château :	4.605	31.350.618
Tongres	2.329	17.231.333	Namur (2 cantons)	6.336	50.271.215
Bilzen	1.754	7.250.431	Andenne	1.402	11.617.534
Borgloon (Looz)	1.611	7.365.857	Eghezée	1.222	6.696.598
Brée	1.287	5.730.732	Fosses	2.655	11.962.412
Genk	1.574	13.071.543	Gembloux	1.949	10.143.114
Maaseik	1.557	10.050.068			
Mechelen/s/Meuse	2.573	18.871.245	Arrond. jud. de Namur :	13.564	90.690.873
Arrond. jud. de Tongres :	13.595	79.222.269	Dinant	1.834	9.898.494
			Beauraing	714	3.863.097
Hasselt	4.525	36.775.163	Ciney	1.498	13.943.544
Beringen	3.839	18.831.127	Couvin	1.377	6.619.817
Herck-la-Ville	1.701	8.130.356	Florennes	671	3.944.615
Neerpelt	2.217	21.569.937	Gedinne	743	3.107.293
Peer	1.755	8.075.200	Philippeville	786	4.309.095
Saint-Trond	2.572	16.541.142	Rocheftort	943	4.559.596
			Walcourt	1.229	5.773.622
Arrond. jud. de Hasselt :	17.215	110.970.934			
			Arrond. jud. de Dinant :	9.795	56.019.173
Arlon	1.255	7.933.029			
Etalle	844	3.523.531			
Fauvillers	193	1.213.135			
Florenville	635	3.683.516			
Mezancy	1.227	6.253.328			
Virton	1.204	6.128.443			
Arrond. jud. d'Arlon :	5.358	26.740.981	Total General :	507.254	4.394.508.181

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE

DU DROIT DE CONDUIRE

UN VEHICULE

(TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET DE POLICE)

ANNEE 1963

DECHEANCE DU DROIT DE

(Tribunaux correctionnels

I. TABLEAU GENERAL

CONDUIRE UN VEHICULE

et de police)

ANNEE 1963

ARRONDISSEMENTS	CAUSE ET DUREE DE LA DECHEANCE																																												
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour								de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour								de plus	de 6 mois à 20 ans et plus après condamnation pour						définitive après condamnation pour						Récapitulation															
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total									
Bruxelles	2	159	270	13	5	277	63	230	1.019	22	109	680	15	4	125	42	22	1.019	9	17	64	3	1	8	9	-	111	2	7	11	4	3	-	1	3	31	35	292	1.025	35	13	410	115	255	2.180
Louvain	-	3	54	-	-	16	-	2	75	5	17	55	1	-	2	2	-	82	2	4	5	-	-	3	1	-	15	-	1	1	-	-	-	-	2	7	25	115	1	-	21	3	2	174	
Nivelles	-	3	34	1	1	2	-	1	42	2	7	20	3	-	4	1	-	37	-	-	3	-	-	-	-	-	3	-	1	1	-	1	-	-	3	2	11	58	4	2	6	1	1	85	
Anvers	-	27	562	5	1	193	35	47	870	4	15	146	8	1	16	6	2	198	-	2	19	4	-	2	-	1	28	1	5	9	3	-	-	-	18	5	49	736	20	2	211	41	50	1.114	
Malines	-	5	61	-	-	14	-	5	85	-	-	23	2	-	-	-	-	25	-	-	2	1	-	2	-	-	5	-	-	1	-	-	-	-	1	-	5	87	3	-	16	-	5	116	
Turnhout	-	9	86	-	-	24	-	2	121	-	4	38	2	-	3	-	-	47	-	1	5	-	-	2	-	-	8	-	-	1	-	-	-	-	1	-	14	130	2	-	29	-	2	177	
Mons	-	3	67	2	-	26	-	9	107	1	13	37	1	-	5	3	3	63	1	6	8	-	-	4	2	-	21	1	1	-	-	1	-	4	3	23	112	3	1	35	6	12	195		
Charleroi	-	24	141	31	-	37	93	171	497	6	21	89	4	-	19	36	4	179	-	-	19	3	-	6	3	1	32	-	-	1	-	2	-	-	3	6	45	250	38	2	62	132	176	711	
Tournai	2	29	68	2	-	15	6	5	127	3	16	24	2	-	6	5	-	56	2	3	6	1	-	2	1	-	15	-	-	1	-	-	-	1	2	7	48	99	5	-	23	12	6	200	
Gand	2	12	281	21	-	94	4	28	442	13	19	150	7	-	29	7	2	227	8	4	26	2	-	5	-	1	46	-	-	6	2	-	-	-	8	23	35	463	32	-	128	11	31	723	
Audenarde	-	1	88	3	-	25	2	17	136	-	2	9	-	-	6	-	-	17	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	4	97	3	-	31	2	17	154		
Termonde	-	2	215	28	-	61	1	46	353	-	5	86	6	-	7	-	1	105	3	-	5	-	-	2	-	-	10	-	-	2	-	-	-	-	2	3	7	308	34	-	70	1	47	470	
Bruges	-	15	309	1	-	64	10	8	407	2	11	118	6	-	8	1	-	146	-	-	11	1	-	-	-	-	12	-	-	1	2	-	-	-	3	2	26	439	10	-	72	11	8	568	
Courtrai	-	10	210	-	-	58	-	-	285	1	2	47	-	4	6	-	-	60	-	-	1	1	-	-	-	-	3	-	-	2	-	1	-	-	3	1	12	260	1	5	64	-	8	351	
Furnes	-	-	22	-	-	8	-	1	31	-	-	20	1	-	2	-	-	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	43	1	-	10	-	1	55	
Ypres	1	3	61	-	-	28	-	3	96	-	3	22	-	-	6	-	1	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	6	83	-	-	34	-	4	128		
Liège	1	13	62	1	-	29	35	1	142	5	33	233	-	-	12	30	9	322	8	22	42	5	-	13	9	-	99	-	2	6	1	-	2	2	13	14	70	343	7	-	56	76	10	576	
Huy	-	3	17	-	-	10	10	5	45	-	6	42	3	-	10	13	-	74	-	3	3	2	-	2	1	-	11	-	1	1	-	-	2	5	-	13	63	5	-	23	24	7	135		
Verviers	-	-	16	-	-	6	-	-	22	-	2	68	3	1	6	-	1	81	-	-	6	2	-	1	1	-	10	-	1	2	-	-	-	3	-	3	92	5	1	13	1	1	116		
Tongres	-	9	54	-	-	14	18	4	99	2	9	55	2	-	6	2	3	101	1	4	9	2	-	3	2	1	22	-	-	1	-	-	1	-	2	3	22	119	4	-	24	47	8	227	
Hasselt	-	-	50	-	-	32	17	3	102	-	9	43	5	2	7	22	-	88	-	3	3	-	-	2	1	-	9	-	1	-	-	-	-	1	-	13	96	5	2	41	40	3	200		
Arlon	-	2	22	-	-	2	4	6	36	1	7	29	-	1	4	7	-	49	1	-	2	2	-	-	1	-	6	-	-	-	-	-	-	-	2	9	53	2	1	6	12	6	91		
Marche-en-l'amenne	-	1	13	1	3	-	-	1	19	-	1	18	2	2	-	-	-	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	3	31	3	5	-	-	1	43	
Neufchâteau	-	2	18	-	4	-	-	-	24	-	1	11	-	2	-	1	-	15	-	1	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4	30	-	6	-	1	-	41		
Namur	-	1	62	3	23	3	1	2	95	1	1	94	1	21	-	2	2	122	-	1	15	-	-	-	-	1	17	-	-	1	-	-	-	1	1	3	172	4	44	3	3	5	235		
Dinant	-	4	29	11	6	-	14	23	87	-	-	39	4	7	1	13	2	66	-	1	5	3	-	-	1	1	11	-	-	1	-	-	-	2	-	5	74	18	14	1	28	26	166		
LE ROYAUME	8	340	2.572	123	43	1.038	313	627	5.364	68	313	2.196	78	45	290	218	52	3.260	35	73	266	32	1	57	32	7	497	4	21	50	12	9	4	4	6	110	115	747	5.378	245	98	1.381	567	692	9.231

II. APERCUS

ANNEES	Cause et durée de la																	
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour							de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour							de plus de 6 après			
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total
1955	8	110	2.445	25	3	376	-	6	2.973	54	129	1.473	92	14	349	-	11	2.122
1956	4	148	2.882	31	-	560	-	-	3.625	58	202	1.656	93	-	345	-	-	2.354
1957	13	132	3.379	28	1	491	7	6	4.057	53	180	1.593	97	3	261	3	2	2.293
1958	4	127	3.427	34	12	709	57	13	4.383	77	228	1.801	91	8	308	101	11	2.625
1959	11	161	3.265	44	4	690	91	16	4.282	71	211	1.775	89	26	234	195	10	2.611
1960	21	175	3.476	24	7	774	186	786	5.445	76	152	1.873	70	6	244	127	45	2.593
1961	15	272	3.727	47	3	1.071	210	1.470	6.815	98	229	2.064	81	8	247	207	71	3.005
1962	26	345	3.231	65	6	1.059	226	853	5.811	75	272	2.194	55	6	277	177	59	3.115
1963	8	340	2.872	123	43	1.038	313	627	5.364	68	313	2.196	78	45	290	218	52	3.260
A. Nombre																		
B. Pourcentages																		
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	2,7	-	0,2	100	2,6	6,1	59,4	4,3	0,7	16,4	-	0,5	100
1956	0,1	4,1	79,5	0,9	-	15,4	-	-	100	2,5	8,6	70,3	4,0	-	14,6	-	-	100
1957	0,3	3,2	83,4	0,7	-	12,1	0,2	0,1	100	2,3	7,8	74,0	4,2	0,1	11,4	0,1	0,1	100
1958	0,1	2,9	78,2	0,8	0,3	16,1	1,3	0,3	100	2,9	8,7	68,6	3,5	0,3	11,7	3,9	0,4	100
1959	0,3	3,8	76,2	1,0	0,1	16,1	2,1	0,4	100	2,7	8,1	68,0	3,4	1,0	8,9	7,5	0,4	100
1960	0,4	3,2	63,8	0,5	0,1	14,2	3,4	14,4	100	2,9	5,9	72,2	2,7	0,2	9,4	4,9	1,8	100
1961	0,2	4,0	54,7	0,7	-	15,7	3,1	21,6	100	3,3	7,6	68,7	2,7	0,2	8,2	6,9	2,4	100
1962	0,4	6,0	55,6	1,1	0,1	18,2	3,9	14,7	100	2,4	8,7	70,4	1,8	0,2	8,9	5,7	1,9	100
1963	0,2	6,3	53,5	2,3	0,8	19,4	5,8	11,7	100	2,1	9,6	67,3	2,4	1,4	8,9	6,7	1,6	100

RETROSPECTIFS

ANNEES	déchéance																	
	mois à 20 ans et + condamnation pour							définitive après condamnation pour							Récapitulation			
	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse
1955	41	1	5	-	1	102	12	4	4	8	3	1	-	1	33	122	244	3.927
1956	28	-	7	-	-	113	11	4	13	10	-	2	-	-	40	141	356	4.559
1957	27	-	9	11	1	131	15	5	6	11	-	8	-	-	49	143	325	5.096
1958	26	3	8	22	-	176	11	3	18	1	2	1	1	3	40	165	370	5.278
1959	20	2	8	38	2	184	8	8	17	4	3	2	-	5	47	166	387	5.088
1960	28	3	12	42	2	399	19	7	22	11	3	5	2	1	70	179	359	5.595
1961	53	4	43	26	3	516	12	7	30	15	7	1	1	3	76	201	545	6.095
1962	39	1	36	47	3	527	9	9	46	11	12	6	3	8	104	159	679	5.770
1963	32	1	57	32	7	497	4	21	50	12	9	4	4	6	110	115	747	5.378
absolus																		
1955	40,2	1,0	4,9	-	1,0	100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3, -	-	3,0	100	2,3	4,6	75,1
1956	24,8	-	6,2	-	-	100	27,5	10,0	32,5	25,0	-	5, -	-	-	100	2,3	5,8	74,3
1957	20,6	-	6,9	8,4	0,8	100	30,6	10,2	20,4	22,5	-	16,3	-	-	100	2,2	5, -	78,0
1958	14,8	1,7	4,5	12,5	-	100	27,5	7,5	45,0	2,5	5,0	2,5	2,5	7,5	100	2,3	5,1	73,1
1959	10,9	1,1	4,3	20,7	1,1	100	17,0	17,0	36,2	8,5	16,4	4,3	-	10,6	100	2,3	5,4	71,4
1960	7,0	0,8	3,0	10,5	0,5	100	27,1	10,0	31,4	15,7	4,3	7,2	2,9	1,4	100	2,1	4,2	65,8
1961	10,3	0,8	8,3	5,0	0,6	100	15,8	9,2	39,5	19,7	9,2	1,3	1,3	4,0	100	1,9	5,2	58,5
1962	7,4	0,2	6,8	8,9	0,6	100	8,7	8,7	44,2	10,5	11,5	5,8	2,9	7,7	100	1,7	7,1	60,4
1963	6,4	0,2	11,5	6,4	1,4	100	3,6	19,1	45,5	10,9	8,2	3,6	3,6	5,5	100	1,2	8,1	58,3

III. Répartition d'après la sévérité de la mesure - Pourcentages

ANNEES	8 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 20 ans et +	Définitive	Total
1955	56,8	40,6	2,0	0,6	100
1956	59,1	38,4	1,8	0,7	100
1957	62,1	35,1	2,0	0,8	100
1958	60,7	36,3	2,4	0,6	100
1959	60,1	36,6	2,6	0,7	100
1960	64,0	30,5	4,7	0,8	100
1961	65,4	28,9	5,0	0,7	100
1962	60,8	32,6	5,5	1,1	100
1963	58,1	35,3	5,4	1,2	100

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain - BRUXELLES 1

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1963

N° 3

MARS 1966

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
Divorces et séparations de corps	1
Adoptions	11
Vagabondage et mendicité	15
Concordats et faillites	25
Juridiction du travail	37
Conseil d'Etat	46

NOTE. - Les renseignements relatifs à la Exécution de l'Entente n'ont pas été communiqués par le Ministère de la Justice. Cette statistique sera publiée ultérieurement.

STATISTIQUE DES DIVORCES

ET

SEPARATIONS DE CORPS

ANNEE 1963

TABLEAU 1. - DIVORCES - COMPTES DES

SPECIFICATION	Nouvelles	Rejetées	Illicites	Abandonnées	Mariées	Tombées	Morts	Charlois	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes :	1.537	300	126	758	152	27	367	594	147	256	74
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	1.405	34	107	716	116	23	343	573	134	246	72
b) Demandes rejetées	131	6	15	35	18	4	18	21	13	10	2
c) Demandes abandonnées	-	-	2	3	4	-	6	-	-	-	-
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
a) Excess, sévices ou injures graves :											
1. Demandes accueillies	321	28	25	298	67	13	152	319	47	90	19
2. Demandes rejetées et abandonnées	125	1	17	40	15	4	24	14	13	9	2
b) Adultère du mari :											
1. Demandes accueillies	235	27	21	80	11	1	42	76	13	37	16
2. Demandes rejetées et abandonnées	234	22	22	80	9	1	42	74	13	37	16
c) Adultère de la femme :											
1. Demandes accueillies	1	5	-	-	2	-	-	2	-	-	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	292	18	33	155	13	9	88	101	44	80	29
d) Conversion de séparation de corps											
1. Demandes accueillies	36	14	1	3	-	-	14	9	7	-	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	32	14	1	3	-	-	14	8	7	-	-
e) Concubinage conjugal :											
1. Demandes accueillies	358	12	24	175	22	-	47	75	23	40	8
2. Demandes rejetées et abandonnées	357	17	24	175	22	-	47	75	23	40	8
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :											
a) Demandes formées par le mari	450	43	55	328	54	15	181	273	71	113	34
b) Demandes formées par la femme	629	45	47	255	62	12	139	246	53	103	32
c) Demandes formées par consentement mutuel	358	12	24	175	22	-	47	75	23	40	8

DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1963)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Haselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaurie
143	133	175	34	40	713	69	141	45	43	49	18	-	156	35	5.925
134	129	133	30	30	643	63	84	40	39	43	5	5	137	33	5.385
8	4	19	4	9	70	5	14	5	4	6	6	6	12	2	446
1	-	23	-	1	-	1	43	-	-	-	3	-	7	-	71
67	48	85	18	24	325	39	113	24	21	29	8	5	70	19	2.746
60	44	53	15	14	258	33	60	19	17	23	3	4	56	17	2.259
7	4	32	3	10	67	6	53	5	4	6	5	1	14	2	487
26	19	22	4	6	90	7	10	2	2	5	3	-	15	2	773
25	19	19	4	6	90	7	8	2	2	5	-	-	15	2	754
1	-	3	-	-	-	-	2	-	-	-	3	-	-	-	19
45	33	52	6	8	157	11	10	15	18	12	-	2	44	10	1.262
45	33	45	5	8	157	11	9	15	18	12	-	2	43	10	1.245
-	-	7	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	17
1	6	7	4	1	10	2	8	-	-	-	6	-	7	2	144
-	6	7	4	1	7	2	7	-	-	-	5	-	3	2	128
1	-	-	-	-	3	-	1	-	-	-	1	-	4	-	16
4	27	9	2	1	131	10	-	4	2	3	1	-	20	2	1.000
4	27	9	2	1	131	10	-	4	2	3	1	-	20	2	999
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
75	56	84	16	19	305	31	62	24	24	24	10	3	70	19	2.539
64	50	82	16	20	277	28	79	17	-	5	7	-	65	14	2.386
4	27	9	2	1	131	10	-	4	2	3	1	-	20	2	1.000

TABLEAU 2. - DIVORCES - MENAGES

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
1. Nombre de ménages en instance :											
1. Total des demandes	1.537	100	126	758	138	27	367	594	147	256	74
2. Demandes doubles à décompter	95	10	19	52	22	3	31	97	16	8	10
3. Nombre de ménages en instance	1.442	90	107	706	116	24	336	497	131	248	64
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :											
a) Pas ou plus d'enfants	672	35	46	286	37	6	130	201	41	112	26
b) 1 enfant	451	28	34	243	43	8	106	166	43	75	24
c) 2 enfants	223	12	14	97	24	7	58	78	31	31	10
d) 3 enfants	56	12	8	48	6	1	21	29	7	21	3
e) 4 enfants	26	2	4	15	3	1	10	12	5	7	1
f) 5 enfants	8	1	-	8	-	1	3	5	2	2	-
g) 6 enfants et plus	5	-	1	9	3	-	7	6	2	-	-
h) Situation inconnue	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage											
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) De 1 à moins de 5 ans	147	13	18	133	22	5	37	39	8	21	9
c) De 5 à moins de 10 ans	456	31	25	207	46	7	90	104	35	90	22
d) De 10 à moins de 20 ans	598	30	44	259	30	9	1	206	63	88	24
e) De 20 à moins de 30 ans	186	10	15	74	16	3	37	105	22	39	8
f) De 30 à moins de 40 ans	38	5	3	23	1	-	17	34	3	9	1
g) De 40 à moins de 50 ans	11	1	2	6	1	-	3	8	-	1	-
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-
i) Durée inconnue	6	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-

EN INSTANCE (ANNEE 1963)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
143	133	175	34	40	713	69	141	45	43	49	18	7	156	35	5.925
28	18	25	4	6	47	9	22	1	-	4	4	-	12	-	543
115	115	150	30	34	666	60	119	44	43	45	14	7	144	35	5.382
40	47	66	8	12	315	28	40	12	20	16	5	1	57	24	2.283
42	36	39	8	11	201	17	38	11	7	12	5	3	38	6	1.695
21	20	25	10	6	96	13	25	6	10	8	2	1	26	2	556
7	7	15	4	2	33	1	11	7	4	8	-	1	13	2	327
2	3	1	-	1	12	1	4	4	-	-	-	1	4	1	120
-	2	1	-	-	4	-	1	1	1	-	1	-	1	-	42
3	-	3	-	2	5	-	-	3	1	1	1	-	4	-	56
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	3
15	5	17	1	5	89	9	27	5	5	9	3	1	14	8	665
29	40	42	14	9	213	17	36	14	7	17	1	4	39	4	1.599
42	52	56	8	16	265	27	44	17	21	15	4	2	67	12	2.150
21	10	25	3	4	68	5	7	7	4	4	4	-	20	11	708
8	6	9	4	-	25	1	5	1	1	-	2	-	1	-	197
-	-	1	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	3	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
-	2	-	-	-	1	1	-	-	5	-	-	-	-	-	19

TABLEAU 3. - SPECIFICATIONS DE CORPS COMPTE

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anders	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes :	41	4	0	17	5	4	23	20	17	15	1
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	39	4	0	15	5	4	21	20	14	14	1
b) Demandes rejetées	2	-	-	1	-	-	2	-	3	1	-
c) Demandes abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et à la suite réservée :											
a) Excès, sévices ou injures graves	26	4	5	12	4	3	13	15	13	13	1
1. Demandes accueillies	24	4	5	11	4	3	11	15	10	12	1
2. Demandes rejetées et abandonnées	2	-	-	1	-	-	2	-	3	1	-
b) Adultère du mari :	11	-	4	4	1	1	7	2	3	1	-
1. Demandes accueillies	11	-	4	4	1	1	7	2	3	1	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Adultère de la femme :	4	-	-	1	-	-	3	3	1	1	-
1. Demandes accueillies	4	-	-	1	-	-	3	3	1	1	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :											
a) Demandes form. par le mari	8	-	2	2	-	-	9	4	8	5	-
b) Demandes form. par la femme	33	4	0	15	5	4	14	16	9	10	1

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1963)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Flaceli	Aix-la-Chapelle	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
5	7	19	6	10	21	9	23	1	2	2	2	-	13	7	288
2	3	14	3	5	13	7	9	1	2	6	1	-	13	7	233
2	4	2	-	3	8	2	1	-	-	1	1	-	-	-	33
1	-	3	3	2	-	-	13	-	-	-	-	-	-	-	22
5	6	11	6	8	15	7	22	1	2	7	2	-	7	5	213
2	2	7	3	3	7	5	8	1	2	6	1	-	7	5	159
3	4	4	3	5	8	2	14	-	-	1	1	-	-	-	54
-	1	7	-	1	5	2	1	-	-	-	-	-	5	2	58
-	1	6	-	1	5	2	1	-	-	-	-	-	5	2	57
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	17
-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	19
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	1	2	1	4	2	1	3	1	-	2	1	-	1	2	58
3	6	17	5	6	19	8	20	-	2	5	1	-	12	5	230

TABLEAU 4. - SEPARATION DE CORPS

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Arvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
1. Nombre de ménages en instance :											
1. Total des demandes	41	4	9	17	5	4	23	20	17	15	1
2. Demandes doubles à décompter	2	-	-	-	-	-	2	2	4	-	-
3. Nombre de ménages en instance	39	4	9	17	5	4	21	18	13	15	1
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille											
a) Pas ou plus d'enfants	22	-	4	8	1	-	10	9	5	7	-
b) 1 enfant	6	1	2	3	3	1	3	2	5	4	-
c) 2 enfants	7	1	1	3	-	1	2	2	1	2	1
d) 3 enfants	2	1	1	1	1	-	3	1	2	2	-
e) 4 enfants	1	-	-	-	-	1	1	3	-	-	-
f) 5 enfants	1	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-
g) 6 enfants et plus	-	-	-	2	-	-	1	1	-	-	-
h) Situation inconnue	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage :											
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) De 1 à moins de 5 ans	3	-	1	2	1	-	1	2	-	1	-
c) De 5 à moins de 10 ans	5	-	2	1	2	2	-	3	3	6	-
d) De 10 à moins de 20 ans	13	3	3	9	2	1	12	6	7	5	-
e) De 20 à moins de 30 ans	9	1	2	4	-	-	5	7	-	3	1
f) De 30 à moins de 40 ans	9	-	1	-	-	1	2	-	2	-	-
g) De 40 à moins de 50 ans	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-

MENAGES EN INSTANCE (ANNEE 1963)

	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royallume
	5 2 3	7 - 7	19 2 17	6 - 6	10 2 8	21 1 20	9 1 8	23 2 21	1 - 1	2 - 2	7 - 7	2 1 1	- - -	13 - 13	7 - 7	288 21 237
	2 - - - - - 1 -	1 1 2 1 2 - - -	6 3 6 - 2 - -	1 2 2 1 - - -	- 3 2 2 1 1 -	3 6 3 6 1 1 -	2 5 1 - - - -	6 6 5 - 1 1 - 2	- - - 1 - - -	1 1 - - - - -	1 2 1 2 - 1 -	- 1 - - - - -	- - - - - - -	2 4 4 2 - - 1	4 - 1 - - - -	95 64 48 31 12 7 3
	- - 2 1 - -	- 1 3 1 2 - -	- 2 12 2 1 -	- 2 1 2 1 -	- - 3 2 3 -	- 3 9 7 1 -	- 1 3 1 2 -	- 5 5 5 1 -	- - 1 - - -	- - 1 1 - -	- - 3 2 2 -	- 1 - - - -	- - - - - -	- - - 7 4 2	- - 1 5 1 -	- 18 46 112 58 30 2 1

S T A T I S T I Q U E

d e s

A D O P T I O N S

ANNEE 1963

ADOPTIONS HOMOLOGUES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE - ANNEE 1963

ARRONDIS- SEMENTS 1	Adoptants				Adoptés												
	Hom- mes seuls 2	Fem- mes seules 3	Epoux 4	Au to- tal 5	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		Total des adoptés		
					Gar- çons 6	Filles 7	Gar- çons 8	Filles 9	Gar- çons 10	Filles 11	Gar- çons 12	Filles 13	Hom- mes 14	Fem- mes 15	du sexe mascu- lin 16	du sexe fém- nin 17	En- sem- bles 18
Bruxelles	28	38	181	247	66	48	35	40	28	26	9	21	13	21	151	156	307
Louvain	11	9	11	31	5	5	7	3	4	3	1	-	10	5	27	16	43
Nivelles	6	5	20	31	7	5	7	3	3	7	-	2	2	2	19	19	38
Anvers	16	28	111	155	30	32	15	20	12	13	10	4	11	6	78	75	153
Malines	-	4	20	24	9	6	4	2	2	2	2	1	1	2	18	13	31
Turnhout	4	3	4	11	2	5	-	2	2	-	2	-	-	-	6	7	13
Mons	10	7	32	49	6	13	9	6	12	8	2	3	2	2	31	32	63
Charleroi	14	10	50	74	15	16	10	9	16	11	7	8	9	10	57	54	111
Tournai	8	11	23	42	9	5	7	9	4	6	2	4	3	2	25	26	51
Gand	4	4	33	41	8	4	5	3	6	5	1	5	3	4	23	21	44
Audenarde	-	3	5	8	2	1	-	-	1	-	-	1	3	4	6	6	12
Termonde	14	4	15	33	4	4	4	5	4	4	1	3	6	4	19	20	39
Bruges	2	5	21	28	5	4	2	7	4	4	3	5	3	4	17	24	41
Courtrai	3	1	16	20	3	5	2	1	2	3	1	-	4	4	12	13	25
Furnes	1	4	5	10	2	2	3	4	-	-	1	-	1	-	7	6	13
Ypres	2	2	3	7	1	1	2	1	-	-	-	-	-	4	3	6	9
Liège	20	22	94	136	23	21	16	18	19	18	18	14	13	19	89	90	179
Huy	5	6	2	13	3	1	-	1	3	1	-	1	2	1	8	5	13
Verviers	4	4	24	32	7	4	3	-	5	3	3	5	2	6	20	18	38
Tongres	9	2	9	20	3	2	3	2	5	2	1	1	4	1	16	8	24
Hasselt	2	2	16	20	1	10	2	3	-	1	-	-	2	3	5	17	22
Arlon	5	6	4	15	4	2	2	1	2	1	-	-	1	3	9	7	16
Marche-en- Famenne	1	3	1	5	1	1	-	-	1	-	-	-	2	1	4	2	6
Neufchâteau	3	2	3	8	-	2	-	2	2	2	1	2	-	-	3	8	11
Namur	4	7	21	32	6	5	1	2	5	2	3	1	3	6	18	16	34
Dinant	5	3	3	11	3	3	1	-	2	1	-	-	4	-	10	4	14
Par ressort de Cour d'appel de :																	
Bruxelles	97	115	452	664	149	135	94	94	83	76	35	43	51	50	412	398	810
Gand	26	23	98	147	25	21	18	21	17	16	7	14	20	24	87	96	183
Liège	58	57	177	292	51	51	28	29	44	31	26	24	33	40	182	175	357
Le Royaume	181	195	727	1,103	225	207	140	144	144	123	68	81	104	114	681	669	1,350
Totaux pour le Royaume en :																	
1962	185	200	700	1,085	190	203	150	149	147	154	94	77	107	113	688	696	1,384
1961	229	214	636	1,079	193	167	133	138	133	145	72	70	127	133	658	653	1,311
1960	231	196	629	1,056	182	149	138	133	164	182	66	71	93	112	643	647	1,290
1959	271	217	716	1,204	175	205	168	176	205	199	64	53	120	134	732	767	1,499
1958	251	200	397	848	140	154	124	118	121	102	38	36	92	125	515	535	1,050
1957	319	232	197	748	111	87	90	73	110	95	38	37	122	131	471	423	894
1956	293	246	234	773	108	121	107	107	81	86	40	37	126	135	462	486	948
1955	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770

STATISTIQUE

du

VAGABONDAGE et de la MENDICITE

ANNEE 1963

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x

x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

- Article 1er - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.
- Article 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

- Article 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.
- Article 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subsides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.
- Article 5. - Les individus âgés de - de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.
- Article 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

- Article 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

- Article 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.
- Article 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.
- Article 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.
- Article 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.
- Article 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.
- Article 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.
- Article 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.
- Article 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.
- Article 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.
- Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.
- Article 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

TABLEAU 1. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1963

ETABLISSEMENTS	Entrées										Sorties					Popu- lation au 31 décembre	Popu- lation moyenne
	En vertu d'une autorisation de l'au- torité communale ou du Ministre de la Justice	Entrées réelles				Total	Entrées par trans- fert	Entrées après éva- sion	Total des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés	Décédés	Total			
		En vertu d'une décision judi- ciaire par application de la loi du 27 novembre 1891															
		Article 13	Article 14	Article 16	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		
Hommes																	
Dépôt de (Wortel (Merksplas	-	335	-	-	335	67	-	402	138	276	-	2	416	126	127		
Refuge de (Wortel (Merksplas	-	332	-	-	332	-	-	332	212	109	4	4	329	152	-		
	-	-	-	746	746	137	2	885	353	517	3	7	880	243	243		
	-	-	-	495	495	-	1	496	453	106	1	1	561	236	-		
Totaux Femmes	-	667	-	1.241	1.908	204	3	2.115	1.156	1.008	8	14	2.186	757	370		
Dépôt de Sint-Andries	-	3	-	-	3	(1) 11	-	14	(1) 16	-	-	-	16	(2) 24	29		
Refuge de Sint-Andries	-	-	-	(1) 11	11	(1) 30	-	41	(4) 35	-	-	-	35	(2) 40	34		
Totaux	-	3	-	11	14	41	-	55	51	-	-	-	51	64	63		
Totaux généraux :	-	670	-	1.252	1.922	245	3	2.170	1.207	1.008	8	14	2.237	821	433		

- (1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
- (2) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.
- (3) Non compris 3 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.
- (4) Non compris 4 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement, mais y compris 3 femmes colloquées.

TABEAU 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1963

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
Hommes						
Dépôt de { Wortel	-	-	27	32	67	126
{ Merksplas	19	13	12	32	76	152
Refuge de { Wortel	44	21	27	52	99	243
{ Merksplas	36	19	25	19	137	236
Totaux :	99	53	91	135	379	757
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	4	5	7	1	7	24
Refuge de Sint-Andries	25	10	-	-	5	40
Totaux :	29	15	7	1	12	64
Totaux généraux :	128	68	98	136	391	821
Pourcentages						
Hommes						
Dépôt de { Wortel	-	-	21,4	25,4	53,2	100
{ Merksplas	12,5	8,5	7,9	21,1	50,-	100
Refuge de { Wortel	18,1	8,7	11,1	21,4	40,7	100
{ Merksplas	15,3	8,0	10,6	8,0	58,1	100
Totaux :	13,1	7,0	12,0	17,8	50,1	100
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	16,7	20,8	29,2	4,1	29,2	100
Refuge de Sint-Andries	62,5	25,-	-	-	12,5	100
Totaux :	45,3	23,4	10,9	1,6	18,8	100
Totaux généraux :	15,6	8,3	11,9	16,6	47,6	100

TABEAU 3. - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS

AU 31 DECEMBRE 1963

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Chiffres absolus												
Hommes												
Dépôt de (Wortel	2	13	22	20	1	6	13	23	24	2	-	126
(Merksplas	2	15	51	38	2	16	15	6	4	3	-	152
Refuge de (Wortel	1	4	14	28	14	49	37	67	15	7	7	243
(Merksplas	16	22	61	66	14	19	6	16	7	9	-	236
Totaux :	21	54	148	152	31	90	71	112	50	21	7	757
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	5	5	2	4	2	3	1	2	-	-	-	24
Refuge de Sint-Andries	9	6	3	2	2	2	4	6	2	4	-	40
Totaux :	14	11	5	6	4	5	5	8	2	4	-	64
Totaux généraux :	35	65	153	158	35	95	76	120	52	25	7	821
Pourcentages												
Hommes												
Dépôt de (Wortel	1,6	10,3	17,5	15,9	0,8	4,8	10,3	18,2	19,0	1,6	-	100
(Merksplas	1,3	9,9	33,6	25,0	1,3	10,5	9,9	3,9	2,6	2,-	-	100
Refuge de (Wortel	0,4	1,6	5,8	11,5	5,8	20,1	15,2	27,6	6,2	2,9	2,9	100
(Merksplas	6,8	9,3	25,8	28,-	5,9	8,1	2,5	6,8	3,-	3,8	-	100
Totaux :	2,8	7,1	19,5	20,1	4,1	11,9	9,4	14,8	6,6	2,8	0,9	100
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	20,9	20,9	8,3	16,6	8,3	12,5	4,2	8,3	-	-	-	100
Refuge de Sint-Andries	22,5	15,-	7,5	5,-	5,-	5,-	10,-	15,-	5,-	10,-	-	100
Totaux :	21,9	17,2	7,8	9,4	6,2	7,8	7,8	12,6	3,1	6,2	-	100
Totaux généraux :	4,3	7,9	18,6	19,2	4,3	11,6	9,3	14,6	6,3	3,-	0,9	100

TABLEAU 4. - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS

- 1963 -

A. - Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 2 ans à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes															
Elargis par expi- ration de terme	-	-	-	-	-	-	-	20	5	-	-	-	-	-	25
Elargis par déci- sion du Ministre	41	50	59	69	67	22	13	2	2	-	-	-	-	-	325
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	296	46	20	16	4	-	-	2	1	-	-	-	-	-	385
Evadés	1	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Décédés	2	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	6
Totaux :	340	98	79	85	73	24	14	24	8	-	-	-	-	-	745
Femmes															
Elargies par expi- ration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	2
Elargies par déci- sion du Ministre	-	1	2	5	1	3	-	2	-	-	-	-	-	-	14
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Renvoyées par me- sure disciplinaire :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	-	1	2	5	1	3	-	2	1	-	-	-	-	1	16

Tableau 4 - 1963 (suite)

B. Maisons de refuge.

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Hommes																		
Elargis par expiration de terme	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84
Elargis par décision du Ministre	-	16	25	25	22	22	20	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	186
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Transférés	426	68	34	28	20	13	8	7	4	-	-	-	-	1	623	622	1	623
Evadés	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	-	4
Décédés	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	6	2	8
Renvoyés par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1891	1	3	11	38	89	101	79	65	53	29	25	38	-	2	534	532	2	534
Total	440	88	72	91	131	107	109	57	67	46	38	67	29	51	1.447	1.377	64	1.441
Femmes																		
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
Elargies par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Renvoyées par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1	-	2	2	3	2	3	4	3	1	-	-	14	-	35	21	14	35

STATISTIQUE DES

CONCORDATS ET FAILLITES

ANNEE 1963

1° Concordats judiciaires

TABEAU 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1963

ANNEES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admissibles par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1954	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1955	266	195	85	16	8	2	24	10	50
1956	291	172	64	17	7	5	23	5	51
1957	304	178	79	30	3	2	18	9	37
1958	275	220	106	21	6	2	34	1	50
1959	268	150	86	15	2	-	35	2	10
1960	334	126	58	12	6	-	25	3	22
1961	323	141	78	12	8	-	11	3	29
1962	303	165	96	20	6	3	14	-	26
1963	349	126	352	9	15	-	14	2	83

TABEAU 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION, APRES ABANDON D'ACTIF EN 1963

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10,000 F	de 10,000 F à moins de 50,000 F	de 50,000 F à moins de 100,000 F	de 100,000 F à moins de 200,000 F	de 200,000 F à moins de 500,000 F	de 500,000 F à moins de 1,000,000 F	de 1,000,000 F à moins de 5,000,000 F	de 5,000,000 F et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
1									10
Rien	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins de 10 %	-	-	-	-	-	3	2	1	6
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 50 %	-	-	-	1	-	-	-	-	1
De 50 à 75 %	-	-	-	-	-	-	1	2	3
De 75 % et +	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement intégral	-	-	1	3	2	2	-	-	8
Inconnu	-	-	-	1	1	-	1	-	3
Total :	-	-	1	5	3	5	4	3	21

2° Faillites

TABLEAU 3 - FAILLITES - APERÇU GENERAL - 1963

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES												
	anté- rieu- res à l'année	déclarées ou rouvertes pendant l'année					Total	terminées					restant à terminer à la fin de l'année
		sur aveu du failli	à la poursuite des créanciers		d'offi- ce	Total des fail- lites		par concor- dat	par liqui- dation	révo- quées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assi- gnation	sur re- quête									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	462	148	76	1	9	234	696	-	29	2	233	264	432
Louvain	55	8	9	-	1	18	73	-	-	-	6	6	67
Nivelles	42	12	13	-	1	26	68	2	6	-	3	11	57
Anvers	451	64	83	9	16	172	623	2	136	6	42	186	437
Malines	106	8	10	-	1	19	125	-	10	1	3	14	111
Turnhout	40	6	8	-	1	15	55	-	4	-	2	6	49
Mons	66	9	6	1	7	23	89	1	5	-	8	14	75
Charleroi	195	13	25	-	6	44	239	2	2	5	20	29	210
Tournai	13	4	3	-	5	12	25	-	2	-	5	7	18
Gand	148	20	14	4	9	47	195	1	6	2	17	26	169
Audenarde	21	4	-	-	1	5	26	-	1	1	2	4	22
Alost	81	8	4	-	8	20	101	-	16	-	3	19	82
Saint-Nicolas	37	3	6	-	6	15	52	-	4	-	12	16	36
Termonde	24	3	3	-	1	7	31	-	4	-	-	4	27
Bruges	132	3	-	-	14	17	149	-	16	-	2	18	131
Ostende	56	9	4	-	8	21	77	-	18	-	1	19	58
Courtrai	142	9	9	2	5	25	167	-	21	2	3	26	141
Furnes	30	3	2	1	2	8	38	-	6	1	3	10	28
Ypres	23	1	2	-	2	5	28	-	-	-	4	4	24
Liège	227	29	31	3	14	77	304	-	54	3	10	67	237
Huy	39	1	2	-	2	5	44	-	9	-	-	9	35
Verviers	62	9	9	-	8	26	88	-	7	1	8	16	72
Tongres	71	1	8	-	3	12	83	-	4	-	5	9	74
Hasselt	42	4	5	-	4	13	55	-	3	-	1	4	51
Arlon	23	1	2	-	2	5	28	-	-	2	-	2	26
Marche-en- Famenne	16	-	-	-	3	3	19	-	1	-	-	1	18
Neufchâteau	22	-	-	1	1	2	24	-	1	-	-	1	23
Namur	52	9	8	-	-	17	69	-	28	-	1	29	40
Dinant	46	3	4	1	5	13	59	2	9	-	1	12	47
Cour (Bruxelles d'appel (Gand de Liège)	1.430 694 600	272 63 57	233 44 69	11 7 5	47 56 42	565 170 173	1.993 864 773	7 1 2	194 92 116	14 6 6	322 47 26	537 146 150	1.456 718 623
Totaux généraux :	2.724	392	346	23	145	906	3.630	10	402	26	395	833	2.797

TABLEAU 4. - FAILLITES DECLAREES - 1963

1. - Montant du passif chirographaire

TRIBUNAUX	Nombre total des fail- lites déclarées ou rouvertes	MONTANT DU PASSIF								
		moins de 10.000 F	10.000 F à moins de 50.000 F	50.000 F à moins de 100.000 F	100.000 F à moins de 200.000 F	200.000 F à moins de 500.000 F	500.000 F à moins de 1.000.000 F	1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	5.000.000 F ET plus	encore inconnu
		3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	234	1	9	13	26	56	34	66	23	6
Louvain	18	-	-	1	4	3	4	6	-	-
Nivelles	26	1	1	-	5	8	4	4	1	2
Anvers	172	-	7	13	29	32	25	44	10	12
Malines	19	1	1	1	6	6	1	1	1	1
Turnhout	15	-	1	-	1	4	5	4	-	-
Mons	23	-	4	1	6	5	4	3	-	-
Charleroi	44	-	-	-	1	7	9	13	2	12
Tournai	12	-	-	1	1	5	4	1	-	-
Gand	47	-	-	-	2	9	6	9	-	21
Audenarde	5	-	-	-	-	-	1	4	-	-
Alost	20	-	1	-	3	5	4	7	-	-
Saint-Nicolas	15	-	-	3	-	3	7	2	-	-
Termonde	7	-	1	-	-	2	-	1	3	-
Bruges	17	-	-	-	2	4	3	7	1	-
Ostende	21	-	-	-	2	7	6	5	1	-
Courtrai	25	-	-	1	3	5	3	9	1	3
Furnes	8	-	-	-	3	1	-	3	-	1
Ypres	5	-	-	-	-	1	1	3	-	-
Liège	77	-	-	6	8	11	19	21	3	9
Huy	5	-	-	-	2	2	-	1	-	-
Verviers	26	-	-	1	3	6	3	10	2	1
Tongres	12	-	-	1	-	3	1	5	2	-
Hasselt	13	-	1	-	1	5	1	5	-	-
Arlon	5	-	-	-	2	-	1	1	1	-
Marche-en-Famenne	3	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Neufchâteau	2	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Namur	17	-	-	-	2	5	3	4	3	-
Dinant	13	-	-	-	2	4	1	5	1	-
Cour (Bruxelles d'appel (Gand de Liège)	563 170 173	3 - -	23 2 1	30 4 9	79 15 21	126 37 37	90 31 30	142 50 52	37 6 13	33 25 10
Totaux généraux :	906	3	26	43	115	200	151	244	56	68

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
I. Vente ou location de denrées et marchandises :											
a) Produits bruts et demi-finis :											
Industrie extractive	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Industrie des métaux	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits chimiques	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Bois	2	-	1	1	1	-	-	-	-	2	-
Peaux et cuirs	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Papiers et cartons	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-
b) Produits finis et de consommation immédiate :											
Marchands de charbon	1	-	-	5	-	-	-	1	-	2	-
Machines diverses, outils, quincailleries	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Drogueries et pharmacies	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Produits agricoles, de chasse et de pêche	1	-	-	3	1	1	1	-	1	1	-
Produits alimentaires	15	1	1	17	-	2	1	7	1	6	-
Tissus, vêtements, habillement	14	-	-	11	-	-	-	2	-	-	1
Produits textiles	1	1	-	7	-	-	-	-	-	1	-
Ameublement	4	1	-	12	2	-	1	1	-	2	-
Accessoires du bâtiment	11	1	3	10	3	4	3	2	1	4	1
Tabacs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc...)	13	-	-	4	1	-	-	-	-	-	-
Automobiles et accessoires	4	2	1	10	-	-	-	7	-	3	-
Electricité et appareils électro-ménagers	19	-	-	6	1	-	5	1	-	1	-
Art et précision	5	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
II. Entreprises de travaux publics ou privés	39	6	17	20	4	6	7	9	2	5	1
III. Transports	1	1	-	5	1	-	-	1	2	1	-
IV. Agences et bureaux d'affaires	13	-	-	9	-	-	-	-	-	4	-
V. Banque et crédit	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	1	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-
VII. Assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VIII. Intermédiaires commerciaux	13	-	-	3	-	-	-	1	-	-	-
IX. Divertissements publics	7	1	-	2	-	-	3	1	-	-	-
X. Hôtels, cafés, restaurants	20	1	1	12	-	-	-	-	1	2	1
XI. Soins personnels, blanchisseries, teintureries	8	-	-	4	1	-	-	-	-	3	-
XII. Activité commerciale inconnue ou mal déterminée	29	-	2	23	4	1	-	5	4	9	-
TOTAL :	234	18	26	172	19	16	23	44	12	47	5

FAILLI	Alost	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
	-	1	1	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	9
	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	14
	-	-	-	-	-	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	1	-	-	1	1	20
	1	-	-	3	1	1	1	-	4	2	-	3	2	-	-	-	1	3	77
	15	1	-	17	-	2	1	7	1	6	-	-	-	-	-	-	-	-	35
	14	-	-	11	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
	1	1	-	7	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	41
	4	1	-	12	2	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	5	1	59
	11	1	3	10	3	4	3	2	1	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	-	4	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	21
	4	2	1	10	-	-	-	7	-	3	-	-	1	-	-	-	-	-	33
	19	-	-	6	1	-	5	1	-	1	-	1	1	-	-	1	1	1	60
	5	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
	4	2	3	2	2	3	1	-	15	-	1	5	1	2	-	-	2	4	163
	1	-	-	5	1	-	-	1	4	-	2	1	1	-	-	-	-	1	23
	-	-	-	9	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	1	-	-	31
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
	1	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17
	13	-	-	3	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	21
	7	1	-	2	-	-	3	1	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	75
	20	1	1	12	-	-	-	-	1	2	1	-	3	-	2	-	1	-	19
	8	-	-	4	1	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2	1	1	5	3	3	-	-	4	1	4	2	1	2	1	-	2	-	109
TOTAL :	20	15	7	17	21	25	8	5	77	5	26	12	13	5	3	2	17	13	906

TABEAU 5. - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1963

Dividende distribué mis en rapport avec le passif chirographaire

DIVIDENDES DISTRIBUES 1	PASSIF								TOTAL 10
	de moins de 10.000 F 2	de 10.000 F à moins de 50.000 F 3	de 50.000 F à moins de 100.000 F 4	de 100.000 F à moins de 200.000 F 5	de 200.000 F à moins de 500.000 F 6	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F 7	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F 8	de 5.000.000 F et plus 9	
Rien	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins de 10 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 50 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 50 à 75 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 75 % et +	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement intégral	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inconnu	-	-	2	1	1	4	2	-	10
Total :	-	-	2	1	1	4	2	-	10

TABEAU 6. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1963

Dividende distribué mis en rapport avec le passif chirographaire

DIVIDENDES DISTRIBUES 1	PASSIF								TOTAL 10
	de moins de 10.000 F 2	de 10.000 F à moins de 50.000 F 3	de 50.000 F à moins de 100.000 F 4	de 100.000 F à moins de 200.000 F 5	de 200.000 F à moins de 500.000 F 6	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F 7	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F 8	de 5.000.000 F et plus 9	
Rien	6	8	13	38	64	35	42	13	219
Moins de 10 %	-	4	4	17	15	22	18	3	83
De 10 à 20 %	-	1	-	9	5	4	5	1	25
De 20 à 30 %	-	-	1	1	7	2	3	-	14
De 30 à 50 %	-	1	-	4	4	6	1	2	18
De 50 à 75 %	-	-	-	1	1	1	1	-	4
De 75 % et +	-	-	1	1	2	-	-	-	4
Paiement inté- gral	1	1	-	2	2	1	1	-	8
Inconnu	4	2	7	2	3	5	4	-	27
Total :	11	17	26	75	103	76	75	19	402

TABEAU 7. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1963

Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif 1	Nombre des faillites 2	Passif chirographaire 3	Actif réalisé 4	Frais de tout genre 5	Honoraires des curateurs 6	Paiements aux créanciers	
						privilegiés 7	chirographaires 8
Moins de 10.000 francs	11	30.268	139.095	27.982	29.429	90.036	1.936
De 10.000 à -	17	499.804	821.241	70.064	83.269	494.459	34.654
De 50.000 à -	26	2.060.702	1.638.934	207.529	244.141	1.051.462	150.911
De 100.000 à -	75	11.584.338	10.064.419	1.162.177	978.372	5.733.773	1.501.310
De 200.000 à -	103	34.983.425	11.018.351	1.315.026	1.385.953	5.477.883	3.692.393
De 500.000 à -	76	53.024.496	23.917.320	2.138.382	2.033.496	13.959.823	4.769.095
De 1.000.000 à -	75	145.296.146	55.765.442	6.459.405	3.219.371	34.816.477	7.115.231
De 5.000.000 francs et plus	19	161.496.353	55.654.916	4.848.247	2.251.887	30.728.980	17.345.732
Total des faillites terminées par liqui- dation	402	408.975.532	158.819.718	16.228.812	10.225.918	92.352.893	34.611.262

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'aure part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

3° Protêts

TABEAU 8. - NOMBRE DES LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUX	1961		1962		1963	
	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées
Bruxelles	18.250	180.055.101	20.035	249.673.427	18.657	203.014.937
Louvain	1.813	15.928.643	2.057	20.945.340	1.899	23.038.521
Nivelles	2.428	21.451.223	2.434	19.566.879	2.192	21.646.739
Anvers	9.733	66.346.854	10.171	96.735.974	10.479	94.730.694
Malines	1.386	11.474.130	1.222	11.989.327	1.282	21.168.947
Turnhout	1.467	16.511.828	1.712	41.300.025	1.488	18.744.403
Mons	5.231	39.975.439	4.918	34.536.714	4.304	37.903.155
Charleroi	9.675	63.254.105	8.518	64.700.294	8.577	82.457.838
Tournai	2.091	15.827.312	1.816	15.185.974	1.629	16.049.995
Gand	3.139	29.810.769	3.176	35.599.144	2.941	26.215.954
Audenarde	344	3.026.653	442	4.948.175	640	4.908.910
Alost	1.295	9.527.480	1.472	20.069.348	1.330	17.515.556
Saint-Nicolas	938	8.351.651	920	7.310.755	879	11.150.200
Termonde	612	7.212.087	980	14.408.117	974	14.055.803
Bruges	1.342	9.442.546	1.389	12.423.270	1.458	18.056.521
Ostende	940	9.846.784	1.013	13.329.300	1.015	14.913.381
Courtrai	2.415	34.392.612	2.382	31.654.315	2.278	81.678.315
Furnes	655	6.428.741	561	6.145.655	522	4.763.479
Ypres	702	4.779.266	588	4.221.373	504	6.755.802
Liège	8.356	73.944.627	7.752	80.206.968	7.820	84.646.288
Huy	1.718	15.294.986	1.776	15.197.269	1.594	13.256.236
Verviers	1.759	15.969.451	2.220	40.980.777	2.370	26.542.546
Tongres	2.172	15.513.166	2.360	14.446.058	2.518	21.023.583
Hasselt	2.082	18.988.905	1.828	16.034.233	2.033	18.981.182
Arlon	1.006	5.066.257	1.186	8.864.447	985	7.530.161
Marche-en-Famenne	677	4.544.319	603	4.871.990	576	7.863.476
Neufchâteau	682	5.860.317	622	5.712.547	515	4.697.559
Namur	3.248	19.931.904	3.536	27.068.487	3.662	30.186.420
Dinant	1.889	14.617.247	1.903	16.129.116	1.937	13.667.017
Cour d'Appel de { Bruxelles	52.074	430.824.635	52.883	554.613.954	50.527	518.755.229
{ Gand	12.382	122.818.589	12.903	150.109.452	12.541	200.013.921
{ Liège	23.587	189.731.179	23.787	229.511.892	24.010	344.394.467
TOTAUX GÉNÉRAUX :	88.043	743.374.403	89.573	934.235.298	87.078	946.163.617

4° Saisies immobilières

TABEAU 9. - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIÈRES

(du 1er août au 31 juillet)

ARRONDISSEMENTS	1956 1957	1957 1958	1958 1959	1959 1960	1960 1961	1961 1962	1962 1963	1963 1964
Bruxelles	94	117(1)	96(2)	108	105	83	71	67(3)
Louvain	40	36	48	31	30	40	33	28
Nivelles	26	17	37	29	22	27	22	24
Anvers	68	71	65	68	66	38	59	28
Malines	11	16	21	16	18	19	16	15
Turnhout	22	31	19	23	18	22	16	24
Mons	46	41	42	50	34	51	37	28
Charleroi	51	65	69	72	70	87	59	68
Tournai	38	35	32	40	24	19	26	13
Gand	40	22	26	20	30	17	17	14
Audenarde	27	24	27	13	11	25	19	18
Termonde	22	31	23	26	23	26	25	17
Bruges	25	19	30	23	26	15	16	15
Courtrai	47	55	46	39	27	35	21	27
Furnes	4	10	10	9	10	2	3	4
Ypres	2	2	3	6	1	3	2	8
Liège	29	44	43	28	33	29	28	28
Huy	24	34	30	18	17	29	19	20
Verviers	20	26	27	18	31	26	30	21
Tongres	17	14	26	26	16	21	16	26
Hasselt	22	30	25	28	40	31	27	30
Arlon	10	8	19	7	12	10	12	8
Marche-en-Famenne	15	19	16	18	24	12	13	14
Neufchâteau	12	10	6	10	14	16	10	9
Namur	163	71	33	26	29	29	22	26
Dinant	21	22	28	22	22	23	23	26
Le Royaume	896	870	847	774	753	735	642	606

(1) dont 5 renouvellements

(2) dont 2 renouvellements

(3) dont 4 renouvellements

5° Sursis de paiement

TABEAU 10. - NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Sursis provisoires	1	-	-	1	-	1	-	-
Sursis définitifs	1	-	-	-	-	1	-	-
Total :	2	-	-	1	-	2	-	-

STATISTIQUE

DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

ANNEE 1963

JURIDICTION DU TRAVAIL - ANNEE 1963

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

TABLEAU 1. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES, APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGE DE JURIDICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugements	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.466	153	432	1.415	466	454	62	376	-	16	1.818	92	1.276	-	450
	E	1.724	46	17	1.523	138	17	1	16	-	-	1.912	180	1.253	-	479
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108	2	99	-	7
Hal	O	63	17	-	38	8	-	-	-	-	-	31	2	10	-	19
	E	12	-	12	-	-	-	-	-	-	-	23	2	13	-	8
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	134	32	-	87	15	-	-	-	-	-	51	10	33	-	8
	E	37	6	-	26	5	-	-	-	-	-	17	3	10	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-
Louvain	O	176	51	-	83	42	-	-	-	-	-	128	6	90	-	32
	E	52	11	-	26	15	-	-	-	-	-	56	5	38	-	13
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Nivelles	O	152	6	50	60	36	10	-	8	-	2	54	-	34	-	20
	E	16	-	-	16	-	-	-	-	-	-	24	-	12	-	12
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Tubize	O	11	5	-	4	2	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-
	E	4	1	-	3	-	-	-	-	-	-	5	-	4	-	1
	M	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wavre	O	108	22	-	69	17	-	-	-	-	-	35	-	28	-	7
	E	23	3	-	12	8	-	-	-	-	-	17	-	12	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
Anvers	O	1.653	216	-	1.242	195	-	-	-	-	-	968	-	646	-	322
	E	621	54	-	518	49	-	-	-	-	-	699	-	403	-	296
	M	73	5	-	49	19	-	-	-	-	-	50	-	29	-	21
Malines	O	260	71	-	131	58	-	-	-	-	-	168	2	53	-	113
	E	69	15	-	38	16	-	-	-	-	-	45	-	22	-	23
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	O	240	21	42	151	26	39	5	30	-	4	74	12	39	-	23
	E	47	4	2	38	3	2	-	2	-	-	38	3	9	-	26
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-

O = Pour ouvriers;
E = Pour employés;
M = Pour Mixte.

TABLEAU 1. - (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Namur	O	181	42	22	104	13	19	1	16	-	2	74	19	43	-	12
	E	81	5	-	71	5	-	-	-	-	-	61	9	34	-	18
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Andenne	O	7	3	1	3	-	1	-	1	-	-	3	-	3	-	-
	E	4	3	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Auvclais	O	90	34	18	33	5	18	-	17	-	1	35	6	17	-	12
	E	9	-	-	5	4	-	-	-	-	-	5	-	1	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	O	78	6	7	25	40	7	-	7	-	-	35	5	25	-	5
	E	20	-	-	17	3	-	-	-	-	-	24	3	17	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippeville	O	60	38	-	19	3	-	-	-	-	-	17	4	13	-	-
	E	6	2	-	3	1	-	-	-	-	-	4	-	1	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	O	31	6	5	16	4	1	-	1	-	-	19	-	12	-	7
	E	20	-	-	16	4	1	-	1	-	-	15	-	7	-	8
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
Libramont	O	47	16	4	13	14	-	-	-	-	-	26	-	22	-	4
	E	15	3	-	11	1	-	-	-	-	-	14	-	7	-	7
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	O	44	28	-	16	-	-	-	-	-	-	16	1	12	-	3
	E	11	6	-	5	-	-	-	-	-	-	6	-	4	-	2
	M	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Le Royaume	O	11,817	1,603	1,759	5,699	2,756	910	111	697	-	102	5,604	308	3,710	-	1,586
	E	4,297	278	55	5,405	559	30	1	27	-	2	4,240	291	2,572	-	1,377
	M	86	8	-	59	19	-	-	-	-	-	268	7	205	-	56
TOTAL		18,260	1,889	1,814	9,163	3,334	940	112	724	-	104	1,112	606	6,487	-	3,019

TABLEAU 1 bis. - DEPOTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET

MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	872	295	Saint-Nicolas	110	4
Hal	29	4	Bruges	248	10
Vilvorde	55	219	Ostende	97	5
Louvain	195	1	Tielt	51	-
Nivelles	129	-	Courtrai	168	31
Tubize	-	-	Mouscron	24	1
Wavre	-	3	Roulers	214	151
Anvers	695	14	Ypres	69	3
Malines	410	-	Liège	351	29
Turnhout	296	2	Comblain-au-Pont	13	-
Mons	154	1	Fléron	-	-
Dour	24	-	Huy	131	2
La Louvière	198	3	Jemeppe	183	10
Pâturages	67	2	Verviers	80	1
Soignies	72	1	Eupen	8	2
Charleroi	258	6	Hasselt	461	2
Binche	-	1	Tongres	242	-
Fontraine-l'Evêque	45	-	Namur	84	4
Tournai	54	4	Andenne	16	-
Lessines	29	-	Auvclais	40	-
Gand	1,317	66	Dinant	66	1
Eeklo	59	2	Philippeville	23	1
Audenarde	84	-	Arlon	115	1
Renaix	43	-	Libramont	109	-
Termonde	156	1	Marche-en-Famenne	-	-
Alost	255	9			
			Le Royaume :	8,999	892

TABLEAU 2. - CONSEILS DE FRUITS HOMMES D'ATTEL

APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
		Fonction- naires de l'année	ouvriers pendant l'année	Total	par entre- prise	par individue- lisme	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	343	62	405	130	12	151	60
	pour employés	480	300	780	370	20	396	264
	mixte	9	10	19	15	2	18	1
Anvers	pour ouvriers	30	51	81	27	15	42	49
	pour employés	100	77	177	77	15	92	85
	mixte	1	5	6	5	-	5	1
Mons	pour ouvriers	20	10	30	14	5	19	17
	pour employés	24	58	82	20	6	26	56
	mixte	1	3	4	2	-	2	2
Gand	pour ouvriers	32	42	74	34	3	37	36
	pour employés	42	51	93	43	7	50	54
	mixte	-	2	2	2	-	2	-
Bruges	pour ouvriers	32	24	56	21	2	23	53
	pour employés	10	33	43	40	5	46	26
	mixte	1	2	3	1	-	1	2
Liège	pour ouvriers	24	24	48	28	2	30	18
	pour employés	40	14	54	34	4	38	57
	mixte	6	4	10	10	-	10	-
Hasselt	pour ouvriers	11	12	23	13	1	14	9
	pour employés	6	10	16	8	2	10	12
	mixte	-	1	1	-	1	1	-
Namur	pour ouvriers	10	14	24	14	3	17	7
	pour employés	9	23	32	14	1	15	17
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Libramont	pour ouvriers	-	4	4	2	-	2	2
	pour employés	2	11	13	7	-	7	6
	mixte	-	1	1	1	-	1	-
Le Royaume	pour ouvriers	332	254	586	230	43	273	251
	pour employés	694	658	1.352	615	31	646	627
	mixte	18	28	46	36	4	40	6
Total :		1.044	940	1.984	781	103	884	924

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DU

CONSEIL D'ETAT

ANNEES

1961 - 1962 et 1962 - 1963

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DE LA HAUTE COUR

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 18 décembre 1945 et mis en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une compétence distincte :

- 1) La section de législation donne des avis sur les projets législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives;
- 2) la section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt, dans la compétence d'avis, en doit surtout régler le contentieux de l'indemnité (art. 1, par. 1^{er}). La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité présentées à la section d'avis contre les décisions administratives résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été perturbée ou empêchée. Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation "pour violation des formes ou des compétences, soit pour excès ou détournement de pouvoir" formés contre les décisions réglementaires, les décisions administratives ou contre les décisions contentieuses administratives. La loi reconnaît ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections pendant l'année.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires munérées ou d'ordre professionnel.

TABLEAU I. - ACTIVITE GLOBALE

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (1)				
	A la demande du président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires terminées pendant l'année	Affaires en cours à la fin de l'année	Affaires terminées	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1953	-	668	668	1.246	611	1.210	379	1.337
1954	1	514	515	1.250	611	1.248	1.661	1.247
1955	-	427	427	1.247	623	1.239	957	973
1956-57	1	485	486	1.641	642	1.597	935	1.248
1957-58	-	422	422	1.228	644	1.225	967	1.337
1958-59	-	453	453	1.321	649	1.164	91	1.403
1959-60	-	472	472	1.401	650	1.211	310	1.193
1960-61	-	315	315	1.192	651	1.054	2	1.246
1961-62	-	17	17	1.176	652	1.072	227	1.161
1962-63	-	21	21	1.161	653	1.071	475	1.042

(1) Non compris les affaires munérées et d'ordre professionnel.

(2) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

